

LES INÉGALITÉS,
LEUR APPARITION, LEUR REPRODUCTION,
LEUR DISPARITION

Comment justifier l'injustifiable ?	page 2
L'origine des inégalités	page 4
<i>Le prix de la fiancée et l'apparition des richesses, l'hypothèse de Testart</i>	page 5
<i>La démographie et ses « pièges », l'hypothèse de Demoule</i>	page 7
<i>Une réflexion sur la thèse de Demoule</i>	page 9
 <i>Sur la prise de pouvoir des chefs, l'observation de Hayden</i>	page 10
<i>Les réactions contre les premières sociétés inégalitaires, par Demoule</i>	page 13
<i>L'apparition de l'État, machine de la reproduction de l'inégalité</i>	page 15
<i>Sur l'acceptation des inégalités, l'idée de La Boétie</i>	page 16
La société sans inégalité	page 19
<i>Quand la société refuse l'inégalité et s'en protège, la vision de Clastres</i>	page 19
<i>Les sociétés premières : le problème des chefs maîtrisé, l'inégalité sociale interdite, les Inuits vus par Malaurie</i>	page 20
Production et reproduction des inégalités dans le monde capitaliste	page 27
<i>Les sources de l'inégalité dans le système capitaliste</i>	page 27
<i>Les inégalités de revenu et de patrimoine, isolées, aplanies ou justifiées</i>	page 29
<i>L'école et l'égalité des chances</i>	page 32
<i>Les inégalités au travail : chômage, statut, conditions, respect</i>	page 36
<i>La santé, un marqueur des inégalités</i>	page 43
Comment on nous fait avaler la reproduction des inégalités	
<i>Des chiffres, des mots et des réalités</i>	page 44
<i>Une population qui cumule les inégalités, les immigrés</i>	page 46
<i>Femmes de milieux populaires et poids des inégalités</i>	page 48
<i>La protection sociale, ou</i> <i>Comment diminuer les inégalités pour mieux les maintenir</i>	page 51
<i>La culture et l'inégalité</i>	page 54
L'inégalité toujours croissante inquiète la caste dirigeante	page 56
<i>Un historique de l'inégalité capitaliste</i>	page 57
<i>Une Europe des seules classes moyennes ?</i>	page 60
<i>Les inégalités, cheval de bataille des classes moyennes</i>	page 64
<i>L'impôt pour freiner leur hausse dangereuse des inégalités, selon Piketty</i>	page 66
Notre solution à l'inégalité	page 66
Bibliographie	page 71

Comment justifier l'injustifiable ?

Nous vivons dans une société que tout le monde sait inégale. Parmi ceux qui détiennent les différents pouvoirs, et qui sont là pour veiller à la perpétuation de la société, donc de ces inégalités, on peut en distinguer de deux sortes.

Les uns, qu'on entend peut-être un peu plus en France, nous disent qu'ils font tout ce qui est possible pour diminuer telle ou telle inégalité. Des organismes internationaux se donnent ainsi comme objectif de le faire concernant le niveau d'éducation, pour que celui des femmes rattrape celui des hommes, ou le taux de pauvreté pour qu'il diminue, ou la faim dans le monde, pour qu'elle recule. Et des chiffres nous sont régulièrement donnés sur ce genre de sujets.

D'autres osent dire crûment un tout autre langage. Pour ceux-là, l'inégalité est dans la nature humaine, et il est très bon que la société soit inégale. L'inverse serait pure folie. Ainsi, ce livre paru en 1957 aux États-Unis, qui a été vendu à 11 millions d'exemplaires, et dont une étude dit que c'est là-bas l'ouvrage le plus influent après La Bible, n'y va pas par quatre chemins. L'auteure, Ayn Rand, dans un roman de plus de 1000 pages intitulé « *Atlas Shrugged* », La révolte d'Atlas, traduit en français en 2011 sous le titre de « *La Grève* », dit très clairement ce que doivent penser bon nombre de capitalistes.

Nous citons ici ce qu'en dit Christian Chavagneux dans *Alternatives économiques* (n° 370 juillet-août 2017) : « *Atlas Shrugged s'organise autour de la figure d'un modèle idéal, celui du chef d'entreprise, dont la représentation est bâtie sur une double opposition : d'un côté, avec le commun des mortels, de l'autre, avec l'État prédateur. L'industriel entreprenant est le seul à faire avancer le monde. Il doit sa capacité d'innovation et de direction des affaires à sa seule intelligence. L'homme du peuple est par essence improductif, c'est un parasite qui vit de la richesse des autres. À l'inverse, le chef d'entreprise poursuit la quête d'une meilleure vie matérielle pour lui-même, un égoïsme fondé sur l'estime de soi, tout à fait naturel et recommandé : il ne doit penser qu'à son profit et pas au bien-être de ses employés.*

« *Ainsi, dans un célèbre passage du livre, un personnage défend la quête effrénée d'accumulation d'argent comme un principe essentiellement positif. L'argent n'est qu'une monnaie d'échange, est-ce mal de vouloir en gagner ? L'argent que je reçois n'est que le reflet de ce que les autres sont prêts à payer pour acheter le fruit de mon inventivité qui ne doit tout qu'à ma personne, est-ce mal ? L'argent reçu n'est que la récompense de l'intelligence individuelle, est-ce mal ? C'est dans l'expression américaine "to make money", "faire de l'argent", que réside l'essence même de la morale humaine.* »

Ici, on le voit, l'inégalité est naturelle, elle sépare totalement l'homme du peuple d'une élite d'entrepreneurs, et c'est en vertu de leurs qualités naturelles que l'argent va dans leurs poches, ce qui est donc tout à fait moral.

Il faut bien voir que c'est au fond cette manière de voir qui influence en réalité le peuple en question. Ce sont des idées apparentées à celles-là qui font dire, sur un ton certes un

peu différent : « *Il y a toujours eu des riches et des pauvres ; c'est dans la nature humaine que certains en veulent plus ; l'égalité est utopique, même si on la réalise, certains vont recréer de nouvelles inégalités,* » et ainsi de suite.

En tout cas, il nous faut savoir, ici en France, que dans le monde anglo-saxon – États-Unis, Grande-Bretagne -, les populations ont eu à connaître des périodes où une politique ouvertement favorable aux inégalités a existé. Un exemple assez bien connu est la présidence de Reagan : « *À la fin des années Reagan, l'écart entre les riches et les pauvres s'était considérablement accru. Alors que les responsables des entreprises gagnaient en moyenne quarante fois plus que le salarié moyen dans les années 1980, ils gagnaient quatre-vingt-treize fois plus en 1989. Entre 1977 et 1989, le revenu brut des 1% les plus riches avait augmenté de 77%. En revanche, pour les deux cinquièmes de la population la plus pauvre, il n'y avait eu aucune augmentation. On pouvait, au contraire, constater un certain déclin.*

En outre, en raison de l'évolution du système fiscal en faveur des riches, les 1% les plus riches virent leurs revenus nets augmenter de 87% au cours de la décennie 1980. Pour la même période, le revenu net des quatre cinquièmes de la population avait soit diminué de 5% (au bas de l'échelle des revenus) soit n'avait augmenté que de 8,7%. » (Howard Zinn)

Et c'est régulièrement, l'ouvrage d'Howard Zinn *Une histoire populaire des États-Unis* en témoigne, que la classe dirigeante américaine a préféré agir avec une politique ouvertement agressive à l'encontre des couches populaires, en argumentant et en agissant pour une aggravation des inégalités.

Mais, paradoxalement, nous le verrons également dans la seconde partie de cet exposé, c'est aussi aux États-Unis que l'on connaît les périodes où une politique inverse, obligeant les inégalités de patrimoine – et la richesse des plus riches - à décroître fortement, comme lors de la Seconde Guerre mondiale, avec un taux d'imposition des plus riches allant jusqu'à 91%, une véritable « confiscation » de la richesse.

Quelle différence entre les deux versions, celle qui dit qu'il faut tenter de réduire les inégalités, plus habituelle en France et en Europe continentale, et celle qui les glorifie ? Sans doute une manière différente de vouloir éteindre les révoltes potentielles qui vont avec les inégalités.

Nous ne discuterons pas ici de l'idée selon laquelle l'inégalité est naturelle chez l'homme. On peut tout de même remarquer qu'Homo Sapiens a vécu l'essentiel de sa longue histoire sans inégalité. Il devait certes y avoir des différences individuelles entre les uns et les autres, mais il ne s'en suivait pas une société inégale. Au contraire, la société humaine avait le souci d'assurer un partage, plus ou moins égal et plus ou moins donc inégal, mais qui ne laisse personne à l'abandon, et, chose essentielle, qui n'aboutisse pas à la constitution de classes sociales différenciées dans la société.

Les partisans de l'inégalité naturelle pourraient nous répondre que si tel était le cas, l'absence d'inégalité profonde était due à la société, et que cette société allait contre la nature humaine.

Après tout, peu importe. Laissons les partisans de la nature humaine inégale. Il n'empêche qu'il existe un autre sentiment, tout aussi « naturel » et tout aussi humain : c'est le

sentiment de révolte. Et le sentiment de révolte apparaît naturellement, spontanément, immédiatement, devant une injustice, devant toute inégalité injuste.

La société a dû inventer une foule de procédés pour canaliser, adoucir, éteindre, cette révolte : des lois, des systèmes d'élections plus ou moins compliqués, des forces physiques, des répressions exemplaires, la mise en opposition des révoltés potentiels entre eux, leur mise en isolement, ou encore le fait de favoriser un peu certains par rapport à d'autres, le fait d'annoncer des mesures pour plus de justice, et ainsi de suite. Au bout d'un moment, l'habitude de vivre dans l'inégalité devient aussi un moyen de faire accepter les inégalités.

Enfin, il faut citer la religion. Nous avons étudié il y a un moment, dans la série de nos textes sur la religion, comment celle-ci a changé de nature avec l'apparition de l'État. L'État est une consécration par la force de l'inégalité, la religion lui sert de morale.

C'est seulement l'utilisation de tout cet arsenal qui peut maîtriser plus ou moins le sentiment de révolte contre les inégalités, mais elle éclate néanmoins ici ou là, à un moment ou à un autre.

Le problème des inégalités nécessite donc d'étudier, pour être complet, l'apparition des inégalités, la reproduction des inégalités, et la possibilité d'un monde sans inégalités.

L'origine des inégalités

Le problème des origines des inégalités est qu'il ne peut être abordé que sous forme d'hypothèses. Les observations dont nous pouvons disposer demandent à faire des interprétations, et celles-ci restent toujours discutables. Nous pouvons par exemple réfléchir sur les hypothèses de Demoule et de Testart, leurs divergences, leurs points communs. Jean-Paul Demoule est archéologue et historien (né en 1947), Alain Testart est un anthropologue (décédé en 2013).

Pour les chercheurs, il y a deux sortes de traces archéologiques qui indiquent l'existence ou l'inexistence, dans un endroit et pour une société donnée, des inégalités. Ces traces, ce sont les habitats et les tombes. Tant que ces inégalités ne sont pas apparues, l'on a affaire à un habitat à peu près de la même forme partout, où les maisons et les pièces ont des tailles comparables, sans la présence de palais ou autre monument particulier nettement différent des autres habitations. Et les personnes sont également toutes inhumées de la même manière, on n'a pas un individu ou un groupe limité d'individus qui aurait une sépulture spéciale, richement accompagnée ou particulièrement monumentale. À l'inverse, l'existence des inégalités serait avérée dès lors qu'on aurait ce genre de tombe imposante ou cette sorte de résidence plus riche.

C'est donc indirectement, au travers de l'analyse et de la compréhension de ces indices matériels, que l'on peut imaginer une société plus ou moins égalitaire ou une société au contraire inégalitaire, pour détecter l'apparition des inégalités. Ce ne sera que bien après les

débuts de l'inégalité, lorsqu'elle se concrétisera avec la mise en place d'un État, que l'on en aura des traces directes, avec des textes écrits qui la décrivent et la justifient.

Disons pour commencer très rapidement la thèse de l'un et de l'autre. Nous les développerons plus en détail ensuite. Pour Demoule, les inégalités sont directement liées à la pression démographique. La cause et le lieu de leur apparition résideraient dans le fait que la population humaine, à un moment et à un endroit donné, est devenue trop importante pour pouvoir conserver le mode de vie sans inégalité, en petits groupes nomades pouvant se déplacer. Tant que nous sommes en présence de nos ancêtres chasseurs-cueilleurs, ce déplacement fait partie de leur vie quasi quotidienne : il faut se déplacer une fois qu'on a chassé et cueilli suffisamment dans un domaine donné, et avant même de l'avoir trop exploité, de façon à pouvoir y revenir ultérieurement. Lorsque l'on passe des chasseurs-cueilleurs aux débuts de ce qui a été appelé la révolution néolithique, avec les débuts d'une agriculture, les hommes se sédentarisent, se fixent sur un territoire donné. Mais dès que la population devient assez nombreuse, une partie de celle-ci décide de partir un peu plus loin, coloniser une région nouvelle, pour y vivre à nouveau de cette nouvelle activité agricole.

Pour Testart, c'est autre chose qu'il faut regarder pour comprendre l'apparition de l'inégalité sociale, c'est le prix de la fiancée. Dans toutes les sociétés occidentales horticoles, le gendre paye quelque chose au père de la fiancée. Dans une première étape historique, le gendre fournit un certain travail pendant un temps donné. Mais dans certaines circonstances, cela change et c'est une quantité de richesse que le gendre donne comme prix de la fiancée. Ce serait la transformation de ce qui est ainsi donné, qui serait la cause de l'apparition des inégalités.

Se basant donc sur les seules traces archéologiques, Demoule nous dit que jusqu'à il y a 12 000 ans, on n'a aucune trace, ni dans les tombes humaines, ni dans l'habitat, d'une différence sociale importante. La planète est alors parcourue par des petits groupes d'humains, des Homo Sapiens comme ceux actuels que nous sommes, des groupes de quelques dizaines de personnes, qui vivent le plus souvent de manière nomade, de chasse, de pêche, de cueillette. Un élément supplémentaire, qui n'est pas une preuve, conforte cette idée, ce sont les groupes de chasseurs cueilleurs encore présents dans une période assez récente et que des ethnologues ont pu observer. Au moins dans un certain nombre de cas, on n'y trouve pas d'inégalité marquée. On ne peut en tout cas pas du tout parler de classes sociales constituées.

De même qu'il n'y a pas, dans ces sociétés de chasseurs-cueilleurs nomades, d'inégalité formelle et importante au niveau économique, il n'y a pas non plus de violence établie de manière fréquente et durable. « *Une violence ponctuelle est parfois attestée*, explique Demoule, *mais elle reste très marginale* » (La révolution néolithique en France, L'origine des inégalités).

Par contre, il y a peut-être une forme ou des formes d'inégalité entre les hommes et les femmes. Pour ce qui est de cette question, les traces archéologiques ne nous aident pas. Les objets que l'on peut retrouver ne nous disent pas le sexe de la personne qui les utilisaient, et encore moins les idées qui prévalaient à cette utilisation. Les chercheurs s'appuient donc sur les études ethnographiques. On sait ainsi que, dans des sociétés sans classes sociales constituées, il est possible et même assez fréquent que l'on ait affaire à des femmes plus ou moins opprimées.

L'anthropologue américain du 19^e siècle Lewis Morgan – et à sa suite Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* - avait cru pouvoir affirmer, en s'appuyant sur l'étude des Indiens Iroquois, que l'oppression des femmes apparaissait en même temps que les classes sociales. On sait depuis que ce n'est pas vrai. Des formes d'oppression, parfois très violentes, peuvent exister sans que l'on ait de classes sociales différentes.

Mais l'observation de Morgan était partiellement juste : il existe des sociétés qui ne connaissent pas d'oppression des femmes et il n'en existe que parmi les sociétés sans classes. On peut citer, par exemple, les Bushmen des déserts du sud de l'Afrique, les indigènes des îles Andaman dans le Golfe du Bengale, mais aussi des peuples agriculteurs ou même éleveurs, comme les Iroquois en Amérique du Nord, les Khasi en Inde, les Minangkabau de Sumatra, les Ngada de l'île de Florès ou les Na (également appelés Mosuo) de Chine, etc.

Il y a bien un lien entre apparition des classes sociales et apparition de l'oppression des femmes, mais ce n'est pas un lien d'équivalence. Tant que les classes sociales ne sont pas formées, il existe un certain nombre de sociétés où les femmes ne sont pas dominées, où il y a juste une certaine répartition sociale des tâches entre hommes et femmes. Mais l'apparition des classes sociales et de l'État entraîne, partout et en tout temps, la fin d'une éventuelle égalité entre les sexes, là où elle pouvait exister, et l'apparition d'une oppression des femmes généralisée.

Le prix de la fiancée et l'apparition des richesses, l'hypothèse de Testart

Alors, à quoi faut-il attribuer l'apparition des classes sociales ? Pour Engels, à la suite donc des premières observations faites par Morgan, c'est le passage de la propriété des troupeaux, auparavant détenus par la communauté de la tribu, vers le seul chef de famille, qui va faire basculer cette situation, et ouvrir la voie à toutes les inégalités, économiques et sexuelles en même temps. Cette manière de voir sera plus tard contestée, mais ce qui est à nos yeux le plus intéressant à retenir, c'est que c'est une transformation matérielle non voulue, non intentionnelle, sans l'intention de créer ces inégalités, qui est à l'origine d'une situation nouvelle où les inégalités pourront apparaître.

140 ans plus tard, et des centaines d'études ethnographiques en plus, Testart nous donne une autre explication, et elle aussi est non intentionnelle. Pour Testart comme pour Engels, c'est une transformation non maîtrisée dans les règles sociales qui est à l'origine de l'apparition des inégalités. Pour aucun de ces penseurs, ce n'est donc la nature humaine, avec une volonté de dominer, qui crée une situation de domination.

Testart nous dit « *Au moment où apparaissent les arcs, les meules, et bientôt les silos à grain et les greniers à ignames, l'histoire humaine a déjà de nombreux millénaires derrière elle. Des millénaires au cours desquels la société était déjà fortement structurée. Autour de quoi ? Pas autour de la richesse, laquelle n'existait pas, mais autour de ce qui fait depuis toujours courir les hommes : la quête du partenaire sexuel* ». Bien avant l'apparition de richesses matérielles, il existe donc une structuration forte dans la société humaine, basée sur la recherche du partenaire sexuel.

Hormis un cas spécial qui s'observe en Australie, Testart note que partout ailleurs, un jeune homme qui se marie se doit de rendre un service au beau-père ; les ethnologues

appellent cela le « *prix de la fiancée* ». Il s'agit en clair d'un travail plus ou moins dur, plus ou moins long, selon les cas et la société en question. Cette pratique est donc née dans des sociétés sans richesse. Tant que la richesse n'est pas bien développée, cela ne pose aucun problème, en tout cas du point de vue du risque d'apparition des inégalités.

Evidemment, les sociétés qui mettent en place ce prix de la fiancée ne peuvent absolument pas imaginer qu'un jour, dans 1000 ou 10 000 ans, cela posera un problème, lorsque finalement va apparaître cette richesse. C'est lorsque commence à apparaître réellement une forme de richesse, par exemple un surplus de grains, que le problème se met à exister. Cela se pose donc une fois l'agriculture maîtrisée et suffisamment développée, c'est-à-dire au cours du Néolithique.

Le point clé pour Testart, c'est le stockage. Il distingue bien les chasseurs cueilleurs sédentaires stockeurs, des chasseurs cueilleurs nomades. Un milieu pauvre ne permet pas de stockage, et un milieu trop riche le rendrait inutile. Outre le milieu, il faut qu'il y ait aussi la maîtrise de techniques de conservation. Tout ceci implique la sédentarité, et une densité démographique bien supérieure à celle des chasseurs cueilleurs. Si l'on a tout cela, alors on va voir apparaître des inégalités de richesse, dues aux différences de stockage selon les familles.

Si l'on en reste à ce stade, cette différence de richesses n'a pas beaucoup d'implication sur l'organisation de la société. Tout au plus, certains individus peuvent avoir plus de considération que d'autres, en raison de leur habileté technique, de l'aide qu'ils peuvent fournir à d'autres plus démunis, différences qui devaient exister déjà auparavant, chez les chasseurs cueilleurs nomades.

Dans un premier temps, les richesses qui commencent à apparaître créent donc des petites inégalités, fluctuantes, sans conséquence sociale importante. Mais cette différenciation va finir par avoir des conséquences dans certains cas. Dans le cas du prix de la fiancée, une nouvelle inégalité peut apparaître : entre celui qui pratique comme il en a toujours été et celui qui dispose d'assez de richesse pour s'éviter le travail demandé et le remplacer par un stock de grains.

Alors, la richesse, qui ne prêtait guère à conséquence jusque-là, change tout à coup de statut, et devient, pour la première fois, un moyen de pouvoir. Pour Testart, « *la richesse a été instituée le jour où le détenteur d'une obligation accepta de recevoir, en lieu et place du travail auquel cette obligation lui donnait droit, des produits matériels durables, que lui-même pourrait donc utiliser de la même façon. Le mouvement culmina et trouve son parachèvement dans les sociétés agricoles* ». « *Pas toutes, pourtant*, précise méticuleusement Testart, *puisque le chapitre précédent en a explicitement exclu celles qui ne stockent pas.* »

C'est donc le nouveau stockage de grains d'un côté, dans des sociétés de chasseurs-cueilleurs sédentaires stockeurs, et la vieille pratique du prix de la fiancée de l'autre, qui, se rejoignant dans le temps, finissent par accoucher de ce qui deviendra le monstre social d'aujourd'hui, où, c'est cette fois Demoule qui le dit : « *l'inégalité sociale est ascendante, non seulement entre pays riches et pays pauvres, mais surtout au sein d'une même société, y compris la nôtre* ».

En tout cas, répétons-le, l'apparition de l'inégalité n'est en rien volontaire, en rien intentionnelle : pas plus que le prix de la fiancée n'avait cette intention, l'apparition de la richesse n'a été voulue pour cela : « *a-t-elle été inventée aux fins de libérer le gendre de ses*

obligations ? Certainement pas. L'a-t-elle été pour opprimer les pauvres. Encore moins. Elle est arrivée toute seule, en quelque sorte, et sans que les hommes y prennent garde, en même temps que l'équipement du chasseur s'alourdissait de maints instruments toujours plus spécialisés, dans le même mouvement qui conduisait les chasseurs-cueilleurs à se sédentariser. » (Testart)

Voilà donc pour l'hypothèse de Testart sur l'apparition de l'inégalité sociale.

La démographie et ses « pièges », l'hypothèse de Demoule

Voyons maintenant l'hypothèse de Demoule. Elle ne s'oppose pas à celle de Testart. Non, elle discute simplement de l'apparition des inégalités sous un autre angle, celui de la démographie. Cette hypothèse a un petit avantage, c'est que l'on peut quand même la vérifier en partie, dans la mesure où il est possible de retrouver des traces de la démographie, et de savoir si à telle période, il y avait peu ou au contraire beaucoup d'habitants dans une région donnée.

Nous allons le voir également, Demoule apporte un point de vue qui, nous autres, révolutionnaires, nous intéresse au plus haut point. C'est qu'il s'est attaché à repérer dans l'histoire autre chose que cette construction régulière et générale des États, telle qu'on nous l'enseigne dans tous les livres d'école et d'histoire. Demoule souligne, au contraire, que l'histoire, très tôt, a connu ce qui ressemble fort à des moments de résistance contre l'inégalité et contre la construction de l'État.

Mais commençons par leur apparition. Dans un podcast en ligne sur le site de l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives) intitulé *Naissance des inégalités et prémisses de l'État*, Demoule, en ne s'appuyant donc que sur des traces archéologiques, commence par fixer deux dates, que nous donnerons ici par rapport à nos jours, et non par rapport à Jésus-Christ. Ces deux dates, c'est il y a 12 000 ans et il y a 6 000 ans.

Il y a 12 000 ans, c'est le tout début de la sédentarisation de certains chasseurs-cueilleurs au Proche-Orient, avec une culture matérielle encore très modeste, peu d'objets, pas de trace de différenciation sociale. Puis, il y a 6 000 ans, sur les bords de la Mer Noire (Varna), on trouve d'une part des sépultures avec des centaines d'objets en or auprès de personnages prestigieux, des cérémonies avec des traces complexes, des lames de silex les plus longues de toute l'histoire (45 cm), totalement inutilisables car trop fragiles, et qu'on voit circuler sur de très longues distances. Autour de ces cimetières, il y a un habitat fortifié, un plan orthogonal pour les maisons, et un entourage de fossés et de palissades. Rien à voir avec ce qu'il y avait auparavant, des villages très dispersés, non fortifiés. Ces fortifications, construites sur toute l'étendue du territoire européen et notamment en France, ont nécessité l'abattage et le transport de centaines d'arbres.

À la même époque ou à peu près, il y a 6500 ans (toujours par rapport à nos jours), même genre de choses dans un autre style, sur les bords de l'Atlantique : on n'a pas de traces de l'habitat, mais on a des constructions inutiles et très visibles, où sont enterrées de toute évidence des élites qui sont apparues récemment, comme le grand tertre de Barnenez (Finistère nord) ou celui de Locmariaquer (Morbihan), avec des dalles de pierre de plusieurs tonnes qui ont demandé des énergies considérables, des motifs également complexes qui

témoignent des cérémonies, et là aussi des objets de valeur juste symbolique, non pas des silex, mais des haches en roches vertes, qui viennent des Alpes (Val d'Aoste).

Or, ajoute Demoule, ces deux situations nouvelles, spectaculaires, à deux bouts de l'Europe, ne vont durer que quelques siècles. Après quoi, on a ensuite des traces archéologiques nettement plus modestes. Les tombes ne sont plus destinées à quelques personnages éminents, mais sont ouvertes à des centaines d'habitants, même si ce n'est pas non plus à toute la population. Les grandes enceintes disparaissent. Sur les rives de l'Atlantique, les grands dolmens d'il y a 6 000 ans font place soudain à des « allées couvertes », bien moins ostentatoires, où sont déposés successivement plusieurs centaines de défunts.

Comment interpréter tout ceci ? Et d'abord, que s'est-il passé entre la société sans inégalité d'il y a 12 000 ans et celle où elle est ostentatoire, il y a 6 000 ans ? Pour commencer, la sédentarisation et la révolution néolithique, qui ont débuté au Proche-Orient il y a 12 000 ans, ont touché l'Europe de l'Est il y a 8500 ans. L'habitat a d'abord été fait de maisons en terre (Kovacevo, Bulgarie), il n'y avait aucun habitat spécialisé, les sépultures ont d'abord été des tombes simples, et les manifestations idéologiques retrouvées étaient des figurines féminines. Puis, une différenciation selon les lieux s'est instaurée. Cette colonisation a débuté par le Sud de l'Europe, et s'est étendue à l'Europe tempérée il y a 6500 ans. Elle a atteint la façade atlantique il y a 6800 ans.

C'est ensuite que les tombes luxueuses, l'habitat fortifié, apparaissent, ce qui nous dit sans doute possible, que des inégalités fortes existent maintenant, que les élites ont réussi à accumuler des richesses importantes, déterminantes, et qu'il doit exister des moyens par lesquels ces élites se font obéir, une force répressive, mais sans doute pas seulement, car cela ne peut pas durer bien longtemps. Sans doute, nous dit Demoule, ces élites ont-elles réussi à convaincre leur population qu'elle aurait à gagner en édifiant ces monuments. Et comme il ne doit pas y avoir grand-chose de matériel à gagner à s'épuiser pour déplacer des blocs de plusieurs tonnes, c'est sans doute dans l'au-delà, après la mort, que le transporteur aura ce bénéfice promis, et qui peut d'ailleurs lui être promis de bonne foi.

Que s'est-il donc passé, entre la première phase, qu'on peut ici appeler égalitaire, du néolithique européen, et la seconde qui il y a 6500 ou 6000 ans voit de fortes inégalités structurer soudain la société ?

Pour Demoule, lorsque ces populations, qui colonisent progressivement de nouveaux territoires sur des millénaires, arrivent aux bords de l'Atlantique, l'Europe se met alors à fonctionner comme « un piège », un piège qui va du Portugal au Danemark. Il n'est soudain plus possible d'aller plus loin, lorsque la population augmente, et elle augmente régulièrement grâce à l'agriculture et à l'élevage. C'est donc ce point, selon Demoule, qui est à l'origine de la mise en place de nouvelles formes d'organisation sociale, plus contraignantes, plus inégales. Il faut gérer des populations de plus en plus nombreuses. Il faut en même temps être capable de maintenir une cohésion dans la société. La force d'une police, le bonheur éternel dans l'au-delà, vont alors servir à cela.

D'autres régions de peuplement néolithique ont aussi fonctionné comme un piège. Les plus connues sont bien entendu l'Égypte et la Mésopotamie. L'Égypte se réduit aux abords du Nil, cernés par le désert et la mer ; la Mésopotamie est elle aussi cernée par la mer, le désert, des montagnes. Là aussi, quand on y arrive, il n'est pas possible d'aller plus loin. C'est ce qui

explique, selon Demoule, que ces deux régions seront celles où va apparaître l'État, consécration absolue de la société inégalitaire.

En Europe, région plus vaste que l'Égypte ou la Mésopotamie, le piège sera moins violent, et les transformations sociales moins rapides et moins rudes. Si de fortes inégalités sont apparues, on n'en est pas encore à l'apparition d'un État. Le piège européen est plus large, plus « *mou* » nous dit Demoule, au ralenti, que ce soit dans les Balkans (Varna) ou sur la façade atlantique. Mais il est suffisant pour transformer déjà la société dans le sens de l'inégalité.

Dans les îles, comme Malte ou l'île de Pâques, souligne Demoule, le phénomène du piège joue d'une manière démesurée, et ce n'est pas un hasard si les monuments qui y apparaissent sont particulièrement gigantesques : les cérémonies destinées à maintenir une cohésion dans la société sont ici exacerbées.

Avec l'inégalité instaurée, commence la guerre. Toutes les traces indiquent qu'elle devient maintenant une institution. La guerre se généralise et les fortifications font alors partie du nouveau paysage. Les traces de violence deviennent beaucoup plus systématiques qu'auparavant où elles n'étaient qu'isolées. La seconde moitié du néolithique voit les traces de blessures bien plus fréquentes sur les squelettes, des armes côtoient les outils, et l'on peut considérer que la guerre devient une nouvelle institution chez les humains.

Une réflexion sur la thèse de Demoule

Demoule semble dire, ou dit même clairement que, selon lui et selon les observations archéologiques, c'est la pression démographique sur un site géographique donné, limité, « piégé » qui explique, ou du moins qui voit se produire une montée des inégalités sociales.

Oui, mais cette manière de voir et de dire est insuffisante, car elle laisse la porte ouverte à une justification, de nos jours aussi, à ces inégalités, cette violence intra et extra communautaire que, pourtant, Demoule dénonce. Les partisans de l'inégalité peuvent en effet arguer que le grand nombre d'individus explique en effet qu'il soit nécessaire d'avoir des chefs, des élites, etc. C'est presque une banalité dans leur idéologie, devenue dominante.

Eh bien non, Demoule devrait préciser que cette explication peut se comprendre lorsque le phénomène de la pression démographique, de l'émergence d'un pouvoir unique dominateur, arrive, car c'est une première, qu'il est difficile de le comprendre et de le maîtriser lorsqu'un phénomène important est nouveau.

Mais il faut absolument ajouter qu'en même temps, aujourd'hui, rien ne nous est nouveau, bien au contraire. Cette inégalité a montré ses preuves, et elles sont socialement catastrophiques. En même temps, d'un autre côté, nous avons nous l'expérience, le savoir, des sociétés premières et de la manière dont elles gèrent les chefs, de manière à en avoir, certes, mais à les empêcher de voir leur pouvoir devenir dominateur.

Le nombre d'humains devenu important n'est donc pas en soi une justification, une situation rendant indispensable l'émergence d'une domination et de l'inégalité. Il est juste le facteur qui a permis de faire réussir cette émergence de l'inégalité à un moment donné, à un moment où les hommes n'avaient aucun recul de l'expérience historique, et ne savaient pas

où cela les mènerait. D'ailleurs, ils se sont de toute évidence révoltés contre ce système, et celui-ci a tenté de se rétablir : ce sont les fameuses « oscillations » dont parle aussi Demoule.

Sur la prise de pouvoir des chefs, l'observation de Hayden

Un ethno-archéologue canadien, Brian Hayden, pose-lui aussi la question de savoir « *pourquoi l'inégalité est née des communautés égalitaires qui l'ont précédée* ». Dans un petit ouvrage intitulé *Naissance de l'inégalité* et paru aux éditions du CNRS, il commence par dater de bien plus tôt que Demoule l'apparition des inégalités. Pour Hayden, « *on perçoit les premières lueurs d'un glissement vers l'inégalité socioéconomique à environ 50 000 ans ; Ces changements s'accumulent dans certaines zones écologiquement favorisées vers -30 000 ans et sont particulièrement remarquables et beaucoup plus répandus vers -15 000 ans.* » Lorsqu'on regarde ce sur quoi s'appuie Hayden, c'est en fait toutes les formes d'apparition de l'art qui sont interprétées comme la naissance d'une inégalité. Nous nous contenterons de ce constat, sans plus discuter cette manière de voir. L'intérêt du travail et du point de vue de Hayden est ailleurs.

Il commence par définir ce qui oppose les sociétés égalitaires des suivantes, qu'il appelle non pas inégalitaires mais transégalitaires. Il y aurait donc, selon cet auteur, une étape intermédiaire dans l'apparition de l'inégalité avant qu'elle ne produise une société parfaitement différenciée selon ses couches sociales. Sont donc égalitaires, selon lui, les sociétés où la propriété privée est peu importante, où peuvent exister des inégalités basées sur l'âge, le sexe, la position familiale, des caractères individuels. Il donne comme exemples les Bushmen du Kalahari ou les Aborigènes du désert australien.

Il appelle ensuite transégalitaires des sociétés qui « *se situent entre les chasseurs-cueilleurs où l'égalitarisme est la règle et les chefferies clairement stratifiées. Les groupes de la côte Nord-Ouest de l'Amérique et les tribus à Big Man de Nouvelle-Guinée en sont de bons exemples* ». Sont donc transégalitaires des sociétés avec propriété privée des ressources et des productions, avec sédentarisation, avec stockage à grande échelle.

L'un des intérêts de ce livre est qu'il tente de donner une image générale des points de vue qui existent de nos jours parmi les chercheurs sur l'apparition de l'inégalité. Il les regroupe en deux grandes catégories, qu'il appelle les « fonctionnalistes » et les « approches politiques ».

Pour aller vite, les fonctionnalistes considèrent que, lorsqu'apparaît l'inégalité, c'est que l'élite qui s'est formée a travaillé et travaille pour le bien commun. Certains fonctionnalistes considèrent que les hiérarchies élitaires sont capables de mieux traiter les informations et de réagir en cas de crise, qu'il soit nécessaire de se défendre, en cas de famine. D'autres privilégient le fait que les élites sont nécessaires pour maintenir l'ordre et la bonne entente dans une grande communauté. Le statut social élevé est donc justifié, puisqu'il récompense un dévouement à la communauté.

À l'inverse, les « approches politiques » ne voient qu'un moteur dans l'émergence des inégalités : la recherche d'un intérêt, absolument pas collectif, mais strictement individuel. Certains pensent qu'un changement dans l'environnement a pu permettre à une minorité de profiter de leur situation pour exiger des concessions à la communauté. Un exemple : « *Jeanne Arnold a soutenu que les baisses de productivité de la mer, du fait de modifications*

climatiques dans certaines zones, rendaient la population des îles dépendante d'individus qui avaient les moyens de construire des navires et d'importer de la nourriture. Dans ce cas, les élites pouvaient exiger des concessions des autres membres de la communauté ».

Hayden se situe de toute évidence dans ce courant de pensée. Il explique pourquoi : *« j'avais entrepris des recherches ethnographiques sur le terrain, dans les montagnes mayas du Mexique, afin de déterminer quels types de bénéfiques pratiques les élites des villages mayas apportaient à leurs communautés. J'étais persuadé que ces bénéfiques devaient être fonctionnels. J'ai été complètement sidéré de découvrir que les résultats de l'enquête, village après village, montraient que les élites locales n'apportaient strictement aucune aide matérielle aux autres membres de la communauté en temps de crise mais cherchaient au contraire les moyens de profiter de l'infortune des autres. Ce fut un tournant majeur dans ma façon de comprendre le développement des inégalités socioéconomiques. Je me suis demandé, au début, si ces résultats étaient bien représentatifs des communautés transégalitaires, mais ce que j'ai lu ensuite d'une large gamme de témoignages ethnographiques venant de tous les points du globe m'a montré que c'était, en fait, typique des élites transégalitaires dans les villages et les chefferies traditionnelles. »*

Hayden en arrive à cette conclusion, qui est quasiment l'une de celles obtenues par Engels : *« Je suggère que le facteur clé, à l'origine de l'accélération exponentielle du développement et du changement au cours des trente derniers millénaires fut la capacité de produire, stocker et transformer des surplus de nourriture et l'introduction concomitante d'une compétition basée sur l'économie. Le résultat fut l'aptitude de certains individus à exercer un pouvoir politique et économique constant ayant un effet circulaire : la production de surplus alimentaires servait à établir un pouvoir sociopolitique, et le pouvoir sociopolitique servait à son tour à accroître la production de nourriture et ainsi de suite. »*

Comment ce surplus peut-il être utilisé pour créer une situation inégale ? La réponse de Hayden est crédible : *« Il y a trois composantes essentielles au modèle que je propose pour expliquer les origines de l'inégalité :*

- 1. la production de surplus ;*
- 2. la transformation des surplus de nourriture en dettes, obligations ou biens convoités. dans les sociétés transégalitaires, les principales techniques utilisées étaient les festins, les objets de prestige et autres moyens développés au chapitre 2 ;*
- 3. la recherche de l'intérêt personnel entraînant l'introduction des inégalités et des avantages particuliers. Je désigne sous le nom de chefs les individus qui favorisent leurs propres intérêts de cette façon (aggrandizer). Contrairement aux relativistes qui affirment que de telles personnalités n'apparaissent que dans les sociétés matérialistes et compétitives à l'image de la nôtre, il y a de bonnes raisons de penser que ce type de chef apparaît dans toutes les sociétés. »*

Si les situations qui ont permis à certains de pouvoir s'emparer du pouvoir, en profitant d'une situation inattendue, il a fallu à ces individus ou ces groupes d'individus des méthodes, des stratégies. Hayden s'est posé cette question et nous dit ce qu'il en a vu, selon ses propres observations : *« Comment les chefs avec des personnalités de type triple A (avides, agressifs, accumulateurs) ont-ils pu avoir autant d'influence, exercer autant de contrôle et posséder autant de pouvoir au sein de communautés qui étaient au départ des sociétés égalitaires ? Au cours de mes travaux ethno-archéologiques chez les Mayas, les tribus des collines du Sud-Est asiatique, les groupes du Nord-Ouest et les chefferies de Polynésie, j'ai pu identifier treize stratégies communément utilisées. »*

En général, commence Hayden, les chefs essaient d'établir des droits de propriété sur certaines ressources, bonnes terres, lieux de pêche, territoires de chasse, animaux de trait. Pour le justifier, ces chefs prennent à leur charge des coûts d'aménagements destinés à intensifier la production. Autre stratégie, se servir des surplus de nourriture pour créer des dettes contractuelles réciproques, forger des alliances puissantes. Utiliser aussi ces surplus pour se procurer des conjoints recherchés, marier ses enfants dans une famille riche ou recherchée, peut également contribuer à créer une alliance puissante. Les chefs avides de pouvoir ont également pour habitude de convertir du surplus en objets de prestige, qu'ils donnent, ce qui crée une obligation difficile à rendre. On peut aussi pousser à rendre plus onéreuses les cérémonies comme le mariage, les funérailles, ce qui va ruiner les familles pauvres. Hayden nous dit même qu'« *il est probable également que la plupart des coûteux sacrifices et cultes organisés en temps de crise soient suscités par les mêmes chefs qui profitent de ces situations pour enfoncer un peu plus dans l'endettement les autres membres de la communauté.* »

« *Chaque fois qu'ils le peuvent, les chefs tordent, promulguent, négocient, reformulent ou réécrivent les règles dans la recherche de leurs propres intérêts. (...) Les chefs essaient aussi de se tenir à l'écart des autres pour consolider leurs prétendus pouvoirs surnaturels et terrestres. Ils ont des rituels de consommation différents où sont employés les objets de prestige les plus précieux, des manières et des vêtements distinctifs, des modalités particulières de mariage, des formes linguistiques propres, des festins particuliers, et se distinguent encore dans la plupart des autres aspects de la vie. (...) Pour obtenir l'acquiescement des autres, même s'il s'agit de silence et de réticence, les chefs accordent souvent des bénéfices mineurs aux membres les moins fortunés ou les moins ambitieux de leur communauté.* »

Enfin, nous soulignons que pour Hayden avec ses surplus, comme pour Testart avec son prix de la fiancée, ou Demoule et ses pièges démographiques, c'est encore et toujours d'une manière involontaire que les hommes se sont retrouvés face à la mise en place de l'inégalité : « *je soupçonne, nous dit-il, que les surplus ont commencé à apparaître comme une conséquence inattendue (c'est nous qui soulignons) du très long et très graduel développement des techniques d'acquisition et de leur amélioration, qui se sont étalés sur les deux millions d'années précédents (...)* »

Les réactions contre les premières sociétés inégalitaires, par Demoule

Nous avons vu que les premières formes de sociétés inégalitaires - mais tout de même encore sans État - sont apparues en Europe il y a environ 6000 ans, sur les bords de l'Atlantique et dans les Balkans. Or ces sociétés clairement inégalitaires semblent s'être effondrées, - peut-être ont-elles été combattues et renversées - à peine quelques siècles plus tard.

« *Aux grands dolmens des rives de l'Atlantique, réservés à quelques défunts emportant des offrandes de prestige, succèdent au IV^{ème} millénaire (avant JC) des monuments beaucoup moins spectaculaires : les "allées couvertes", où peuvent être successivement déposés plusieurs centaines de défunts, avec très peu d'objets d'accompagnement. Les grandes enceintes disparaissent au cours du IV^{ème} millénaire. (...) Il semble qu'on assiste, conclut Demoule, à une "démocratisation" des pratiques funéraires, du moins au retour à un*

ordre social plus simple. Le caractère familial de ces nouveaux monuments funéraires pourrait suggérer un rétablissement de l'ordre lignager traditionnel, au détriment du pouvoir d'un seul » (La révolution néolithique en France).

En Europe, ces oscillations entre un pouvoir probablement très centralisé et une forme sociale moins inégalitaire, vont se succéder durant des millénaires, jusqu'à la conquête romaine. Après le mouvement en arrière qui voit par exemple la destruction des monuments de Betz (Morbihan), des menhirs, on aura une nouvelle remontée du pouvoir inégalitaire avec ce que l'on appelle l'âge du bronze. Puis des tombes princières réapparaissent à l'âge du Bronze ancien (vers 2 000 avant JC), en Bretagne, dans le sud-est de l'Angleterre, en Allemagne. Le mort est richement entouré dans une chambre en bois ou en pierre, recouverte d'un tumulus. Les idéologies sont alors différentes, il n'y a quasiment plus de représentation féminine ou autour de la sexualité, « *mais l'exaltation des mâles, des armes, l'apparition du thème du soleil, du cheval, de la roue, d'un univers, d'un cosmos extrêmement hiérarchisé* », et des bâtiments également spécialisés.

Au Bronze moyen (1500 avant notre ère), nouveau recul de l'inégalité : la pratique du tumulus s'étend à une partie beaucoup plus large de la population.

Et ces oscillations, pour reprendre l'expression de Demoule, vont se poursuivre. « *Avec le monde mycénien (Grèce 1650 à 1100 avant JC) et minoen (Crète 2700 à 1200 avant JC), on a pendant quelques siècles de nouveau ou pour la première fois l'émergence de formes étatiques ou urbaines, mais quand même très éphémères. Et à la fin du premier âge de fer, aux alentours de -500, on a aussi des formes très spectaculaires qui ne dureront que quelques générations* ». (Naissance des inégalités et prémisses de l'État, Demoule)

À la fin du premier âge du Fer (6^{ème} siècle avant notre ère), on revoit s'édifier d'imposantes résidences sur les hauteurs, dans l'est de la France, le sud de l'Allemagne, la Suisse. Et à nouveau, les maîtres retrouvent des chambres en bois, accompagnés de leurs chars et d'objets de prestige. Cet ordre princier s'effondre peu après 500 avant notre ère.

Il est remplacé par des petits villages dispersés, avec des tombes sans inégalité marquée. Puis, au bout d'un siècle, reviennent les tombes à char, les tumulus, les objets de prestige. Mais tout ceci disparaît lorsque ces peuples, Celtes et Gaulois, partent envahir l'Europe méditerranéenne déjà urbanisée. Ils seront bientôt refoulés du Nord de l'Italie vers la Gaule. Au 3^{ème} et au 2^{ème} siècle, les premières villes, la monnaie, apparaissent en Gaule, signes de la formation en cours d'États. Mais ce processus d'étatisation en Europe est finalement stoppé par la puissance romaine, qui va englober la région dans son empire... avant qu'il ne s'effondre cinq siècles plus tard.

Les exemples où les sociétés nouvellement inégalitaires connaissent au bout d'un moment un soudain recul, sont nombreux. On peut même dire que ces retours en arrière, voire ces effondrements, sont une règle quasi générale.

Bien avant ce que nous avons vu pour l'Europe, les premières sociétés inégalitaires s'étaient développées au Proche-Orient, avec de grandes agglomérations, des rites funéraires complexes, il y a 10 000 ans déjà, avec comme exemple Çatal Huyuk (Turquie). Il y a 9 000 ans, tout cela s'arrête. Disparues les grandes agglomérations du croissant fertile, finies les manifestations spectaculaires ; à la place, on a des petits villages et une colonisation, toujours de type néolithique, qui s'étend vers l'Égypte au sud, l'Anatolie et la Turquie au nord, l'Asie

à l'Est et enfin vers l'Europe à l'ouest. C'est là le premier effondrement, il annonce tous ceux qui vont suivre, plusieurs fois en Europe, et aussi aux quatre coins du monde.

Deux régions vont par contre, après ce premier effondrement, connaître une voie plus directe que ces nombreuses oscillations, avec les premières apparitions de l'État : ce sont la Mésopotamie avec les premières cités-État et l'écriture, et l'Égypte. Nous avons déjà vu en quoi, aux yeux de Demoule, ces deux régions ont fonctionné comme un « piège » démographique, ce qui expliquerait cette apparition de l'État, il y a 6 000 ans en Mésopotamie, il y a 3 700 ans en Égypte.

Demoule nous donne même un contre-exemple, avec la civilisation urbaine d'Inde et du Pakistan, et la ville de Mohenjo Daro, qui va durer mille ans, du fait qu'il n'y a pas là de piège géographique. Mais elle aussi va s'effondrer sur place, vers 1700 avant notre ère, « *dans un environnement qui est beaucoup moins contraignant et qui fonctionne beaucoup moins comme un piège* ». De même, l'empire d'Akkad s'effondre vers la fin du III^{ème} millénaire (avant JC).

L'existence de grandes étendues serait donc un facteur qui retarde l'apparition de l'État, au contraire des pièges que voit Demoule. Du coup, les tentatives de mise en place de sociétés inégalitaires connaissent là des reculs, puis de nouvelles tentatives pour renforcer les inégalités, et ainsi de suite. Ainsi, en Chine, qui connaît des espaces très vastes, « *le riz et le millet vont très rapidement provoquer une densité démographique très forte, un peuplement considérable, mais néanmoins aussi des implosions régulières, des phénomènes d'oscillation, des moments de pouvoir fort et quasi impérial et des moments d'éclatement* ».

Par contre, le Japon va fonctionner comme un piège évident à partir du moment où la riziculture apparaît quelques siècles avant notre ère, et l'État va vite s'y manifester. Au Mexique, la fin de l'empire Maya serait due à une société surdimensionnée, où des élites rivales construisent des pyramides de plus en plus grandes, jusqu'à ce que, là aussi, la société s'effondre, un peu de la même manière que dans la vallée de l'Indus.

En Amérique du Nord, qui connaît ses propres formes de domestication animales, on voit une situation qui rappelle l'Europe, avec des grandes enceintes à la fois défensives et cérémonielles, des tumulus, grandes constructions en terre (pas forcément funéraires par contre) : les grandes plaines ne fonctionnent pas comme un piège.

L'interprétation de ces mouvements en marche arrière du caractère inégalitaire de la société, Demoule ne cache pas ce qu'il en pense : « *On peut voir dans ces oscillations régulières autant de mouvements de résistance au pouvoir, comme l'histoire récente nous le montre, lorsque les pouvoirs trop contraignants sont mis à bas par des sujets qui ne les supportent plus.* »

L'apparition de l'État, machine de la reproduction de l'inégalité

Si l'on revient sur le cas de l'Europe, région qui a l'avantage d'avoir été beaucoup étudiée, on constate des choses importantes. Tout d'abord, entre le moment où la société se transforme et connaît l'apparition des inégalités marquantes, et le moment où on voit une ébauche de ce qui pourrait donner naissance à un État structuré (police, justice, armée, distinctes du reste de la population), il se passe au moins 3 000 ans. Et pendant ces trois mille

ans sans État, la société oscille entre des avancées de l'inégalité et des réactions qui la font reculer. L'inégalité a du mal à se reproduire. Il est très probable qu'il était par exemple possible pour ceux qui ne la supportaient pas, de s'en aller tout simplement vivre ailleurs, pour échapper à l'autorité de ceux qui localement étaient parvenus à une forme de domination.

Quant aux reculs de l'inégalité que nous avons évoqués, et que souligne Demoule, ils n'ont certainement pas été provoqués à partir d'en haut, ils ne sont évidemment pas venus de la volonté des plus privilégiés. Ils ont donc sûrement été obtenus contre eux, donc par une lutte de ceux qui s'étaient retrouvés dominés et à devoir subir l'inégalité.

Par contre, une fois que l'État est là, on assiste beaucoup moins à ces oscillations permanentes de la société. Certes, on a l'épisode bien connu de l'effondrement de l'Empire romain, suivi du Moyen-Âge européen. D'un certain point de vue, c'est la chrétienté qui va alors jouer le rôle de l'État au niveau européen. Et le système inégalitaire sera ainsi sauvé.

Par la suite, la construction des divers États sera un moyen d'assurer la permanence et l'inscription dans la durée de l'inégalité. Au lieu de connaître ce genre d'oscillations entre périodes de toute évidence inégalitaires de la première moitié du néolithique et périodes plus ou moins égalitaires et - peut-être a-t-on même connu des périodes de retour à une forme vraiment égalitaire -, l'apparition de l'État devient le moyen de rendre l'inégalité beaucoup plus stable.

La principale instabilité, elle viendra désormais des conflits entre les divers clans qui veulent détenir le pouvoir d'État, ou encore des conflits entre États pour s'en approprier le contrôle. L'histoire de l'Europe devient alors une incroyable suite de guerres intestines et extérieures, une affreuse affaire de violences sans nom aux sommets de la société inégalitaire, et de souffrances sans nom à la base de la même société, du fait de ces conflits pour le contrôle des appareils d'État.

Ainsi, l'étude de l'apparition des inégalités, en nous mettant sous les yeux ces millénaires où l'inégalité a eu du mal à s'inscrire dans la vie sociale des humains tant qu'il n'y avait pas encore un État, nous montre que l'État est le garant principal de la reproduction des inégalités.

L'anthropologue et ethnologue Pierre Clastres le disait à sa manière en 1974 :
« *(L'histoire et l'ethnologie) ne nous offrent en effet aucun exemple d'une société à État qui serait redevenue sans État, société primitive. Il semble bien, au contraire, qu'il y ait là un point de non-retour sitôt qu'il est franchi, et qu'un tel passage se fait seulement à sens unique : du non-État vers l'État, jamais dans l'autre sens. (...) L'État peut bien s'écrouler, se démultiplier ici en seigneuries féodales, se diviser ailleurs en chefferies locales, jamais ne s'abolit la relation de pouvoir, jamais ne se résorbe la division essentielle de la société, jamais ne s'accomplit le retour du moment pré-étatique. Irrésistible, abattue mais non anéantie, la puissance de l'État finit toujours par se réaffirmer, que ce soit en Occident après la chute de l'Empire romain, ou dans les Andes sud-américaines, champ millénaire d'apparitions et disparitions d'États dont l'ultime figure fut l'empire des Incas ».*

Nous autres communistes, n'avons donc pas pour rien comme programme final l'abolition de l'État. Nous rappellerons juste ici l'ouvrage de Lénine, *L'État et la révolution*, qui discute entièrement de ce problème.

Sur l'acceptation des inégalités, l'idée de La Boétie

Etudier les conditions matérielles et sociales qui peuvent expliquer l'apparition, les réactions de rejet, et finalement, la victoire durable des inégalités, ne suffit pas. Une autre sorte de questions se pose, celles qui sont d'ordre psychologique et personnel. Puisque l'inégalité signifie la domination d'un individu ou d'un groupe d'individus sur d'autres, qu'est-ce qui pousse un individu à vouloir en dominer d'autres ? Et qu'est-ce que qui fait que les autres individus acceptent soudain d'être dominés ?

Il y a plus de cinq siècles déjà, en 1548, à l'âge de dix-huit ans, Étienne de la Boétie se posait ces questions dans *Le discours de la servitude volontaire* (édité en fragments en 1574). Comme son nom l'indique, le sujet de cet ouvrage est de comprendre la partie volontaire, acceptée, de la servitude, de la domination. Ce texte écrit dans un ancien français est de ce fait très difficile à lire. L'anthropologue et ethnologue Pierre Clastres s'y est intéressé et voici ce qu'il en dit, dans un petit opuscule d'une quinzaine de pages intitulé « *Liberté, malencontre, innommable* » (édité en même temps que le texte de La Boétie chez Payot) :

« Comment se peut-il, demande la Boétie, que la plupart obéissent à un seul, non seulement lui obéissent mais le servent, non seulement le servent mais veulent le servir ? (...) Ce qu'il découvre, par glissement hors de l'Histoire, c'est précisément que la société où le peuple veut servir le tyran est historique, qu'elle n'est pas éternelle et n'a pas toujours existé, qu'elle a une date de naissance et que quelque chose a dû nécessairement se passer, pour que les hommes tombent de la liberté dans la servitude.

« Perdant la liberté, écrit Clastres, l'homme perd son humanité. Être humain, c'est être libre, l'homme est un être-pour-la-liberté. Quel malencontre, en effet, ce qui a pu porter l'homme à renoncer à son être et à lui faire désirer la perpétuation de ce renoncement !

« La Boétie cherche non en psychologue, mais en mécanicien : il s'intéresse au fonctionnement des machines sociales. Or, il n'y a pas de glissement progressif de la liberté à la servitude : pas d'intermédiaire, pas de figure d'un social équidistant de la liberté et de la servitude, mais le brutal malencontre qui fait s'effondrer l'avant de la liberté dans l'après de la soumission. »

Clastres fait aussi le lien avec ses propres recherches en tant qu'anthropologue et ethnologue : « C'est que l'ethnologie inscrit son projet sur l'horizon du partage jadis reconnu par La Boétie, elle veut réaliser une vocation de savoir qui concerne au premier chef les sociétés d'avant le malencontre. Sauvages d'avant la civilisation, peuples d'avant l'écriture, sociétés d'avant l'Histoire : elles sont certes les bien nommées, ces sociétés primitives, sociétés premières de se déployer dans l'ignorance de la division, premières d'exister avant le fatal malencontre. Objet privilégié, sinon exclusif, de l'ethnologie : les sociétés sans État ».

Dans ce que dit Clastres, il semble qu'il ait en tête, - mais il est vrai que nous sommes dans les années 1970 - que l'État, au lieu d'être comme nous l'avons vu, un aboutissement après une longue tentative d'introduction des inégalités, soit au contraire son point de départ :

« L'absence de l'État, critère interne à l'anthropologie par quoi se détermine l'être des sociétés primitives, implique la non-division de cet être. Nullement au sens où la division de la société préexisterait à l'institution étatique, mais bien dans le sens où c'est l'État lui-même qui introduit la division, qui en est le moteur et le fondement. »

Pour notre part, aujourd'hui, nous dirions bien que l'État est le moteur de la division, et de l'inégalité, mais nous ne dirions pas qu'il en est « *le fondement* ». Car on peut considérer que notre compréhension de l'apparition des inégalités et de l'État a progressé depuis 40 années.

De même, Clastres semble considérer l'apparition de l'État comme un événement inexplicable, imprévisible, illogique, malencontreux, qu'il appelle de ce mot qu'il a inventé : « *Malencontre, écrit-il, c'est-à-dire événement fortuit qui n'avait aucune raison de se produire et qui s'est cependant produit* ».

Mais si nous avons une ou plusieurs explications des phénomènes qui ont pu conduire, involontairement, à l'apparition de l'inégalité, il peut en être de même pour l'apparition de l'État. De nombreuses hypothèses, une fois l'inégalité présente et suffisamment accentuée sont possibles : il se peut que l'État soit apparu sous la forme de l'émergence d'un pouvoir de domination par une caste de prêtres ; il se peut qu'il soit apparu sous la forme d'une bande armée dont le pouvoir a duré plus longtemps et plus fortement que de coutume, du fait de guerres répétées pour défendre son peuple, par exemple, et qui finit par s'ériger en pouvoir au-dessus et contre ce peuple.

Et si on peut avoir des explications quant à l'apparition de l'État, la question de comprendre le malencontre en tant que tel ne se pose plus. Clastres nous dit que la première question que pose explicitement *le Discours de la Servitude* est la suivante : « *Pourquoi d'abord la dénaturation de l'homme s'est-elle installée dans la société, pourquoi le malencontre est-il advenu ?* » Et il explique que La Boétie ne répond pas à cette question. « *Elle concerne, énoncée en termes modernes, l'origine de l'État. (...) D'où sort l'État ? C'est demander la raison de l'irrationnel, tenter de rabattre le hasard sur la nécessité, vouloir en un mot abolir le malencontre. Question légitime, mais réponse impossible ? Rien en effet ne permet à La Boétie de donner raison de l'incompréhensible : pourquoi les hommes renoncèrent-ils à la liberté ?* »

Là encore, les découvertes historiques et leur calendrier, les oscillations qu'elles ont permis de découvrir et dont parle Demoule, nous montrent que les hommes n'ont sans doute pas renoncé à la liberté si facilement que le monde actuel nous en donne l'impression.

Mais, poursuit Clastres, La Boétie tente de répondre à une seconde question : « *Comment les hommes persévèrent-ils dans leur être dénaturé, comment l'inégalité se reproduit-elle constamment, comment le malencontre se perpétue-t-il au point d'en paraître éternel ?* »

Clastres résume ainsi le point de vue de La Boétie sur ce qui peut expliquer que l'inégalité puisse ainsi se reproduire : « *Si, de tous les êtres, l'homme est le "seul né de vrai pour vivre franchement", s'il est par nature, être-pour-la-liberté, la perte de la liberté doit exercer ses effets au plan même de la nature humaine : l'homme est dénaturé, il change de nature. On se doute bien qu'il n'y acquiert point une nature angélique. La dénaturé*

s'accomplit non vers le haut, mais vers le bas, elle est une régression. Mais s'agit-il d'une chute de l'humanité dans l'animalité ? Pas davantage, car on observe que les bêtes ne se soumettent à leurs maîtres qu'à raison de la peur qu'ils leur inspirent (...)

L'impossibilité de déterminer la dénaturation de l'homme comme déplacement régressif vers l'animalité réside en cette donnée irréductible : les hommes obéissent, non pas forcés et contraints, non pas sous l'effet de la terreur, non pas par peur de la mort, mais volontairement. Ils obéissent parce qu'ils ont envie d'obéir, ils sont dans la servitude parce qu'ils la désirent. (...) La dénaturation fait que la volonté change de sens, elle se tend vers un but contraire. Ce n'est pas que l'homme nouveau ait perdu sa volonté, c'est qu'il la dirige vers la servitude : le Peuple, comme s'il était victime d'un sort, d'un enchantement, veut servir le tyran. (...) Comment ça commence ? La Boétie n'en sait rien. Comment ça continue ? C'est que les hommes désirent qu'il en soit ainsi, répond La Boétie. »

Et Clastres, qui a de fortes sympathies anarchistes, lui, que dit-il ? A la fin de son texte sur La Boétie, il explique que l'homme aurait tout bonnement oublié, perdu le goût de la liberté qui était la sienne avant l'inégalité. « *La dénaturation, écrit-il, exclut le souvenir de la liberté et, par suite, le désir de la reconquérir. Toute société divisée est donc destinée à durer. La dénaturation s'exprime à la fois dans le mépris qu'éprouve nécessairement celui qui commande pour ceux qui obéissent et dans l'amour des sujets pour le prince, dans le culte que le peuple voue à la personne du tyran. Or ce flux d'amour qui sans cesse jaillit du bas pour s'élancer toujours plus haut, cet amour du sujet pour le maître dénature également les relations entre sujets. Exclusives de toute liberté, elles dictent la loi nouvelle qui régit la société : il faut aimer le tyran. L'insuffisance d'amour, c'est la transgression de la loi. Chacun veille au respect de la loi, chacun n'estime son prochain qu'à sa fidélité à la loi (...) L'obéissance au tyran exclut l'amitié entre sujets. »*

Il y a évidemment une face un peu fataliste dans ce que nous dit ici Clastres. Lui-même semble se réfugier dans les sociétés primitives qui sont sa liberté. « *Qu'en sera-t-il dès lors des sociétés non divisées, des sociétés sans tyran, des sociétés primitives ? Laissant se déployer leur être-pour-la-liberté, elles ne peuvent justement survivre que dans le libre exercice de relations franches entre égaux. Toute relation d'une autre nature est, par essence, impossible parce que mortelle pour la société. L'égalité ne veut que l'amitié, l'amitié ne s'éprouve que dans l'égalité. »*

Nous autres, révolutionnaires, ne devons pas mépriser cette donnée : les dominés participent en partie aussi à leur propre domination, par leur attitude, et derrière celle-ci, par leur psychologie, leurs sentiments. De même avons-nous vu comment Bourdieu le démontre et le souligne en ce qui concerne la domination masculine par rapport aux femmes. Et nous devons donc réfléchir à des sentiments, des mots, une réflexion, qui doivent répondre à cet aspect qui est tout aussi humain que le sentiment de révolte, car aucun sentiment n'est isolé et unique chez l'être humain.

Mais Clastres nous apporte aussi quelque chose de très positif, de considérable. Il analyse le dénominateur commun des sociétés primitives, qui sont des sociétés sans pouvoir dominant, et cette analyse, aujourd'hui, est vitale, car elle peut être une base d'observation et de raisonnement pour envisager une autre société. Servitude et amour du tyran, s'ils sont des sentiments socialement partagés, n'empêchent pas une partie des humains de sentir en eux cet amour de la liberté qui fait les humains, et qui sans aucun doute, une fois qu'on en aura redonné le goût à un moment ou à un autre, se répandra comme une traînée de poudre, et formera une force assez considérable pour en finir avec l'amour pour le tyran. Les sentiments humains sont réversibles, tout comme l'amour et la haine sont très proches, et peuvent vite basculer de l'un à l'autre, selon les problèmes ou les circonstances.

Clastres pose donc cette question décisive : « *Comment les sociétés primitives fonctionnent-elles pour empêcher l'inégalité, la division, la relation de pouvoir ? Comment parviennent-elles à conjurer le malencontre ? Comment font-elles pour que ça ne commence pas ?* »

Et la réponse qu'il nous apporte est celle-ci : « *Si les sociétés primitives sont des sociétés sans État, c'est non point par incapacité congénitale à atteindre l'âge adulte que marquerait la présence de l'État, mais bien par refus de cette institution. Elles ignorent l'État parce qu'elles n'en veulent pas, la tribu maintient dans la disjonction chefferie et pouvoir parce qu'elle ne veut pas que le chef en devienne le détenteur, elle refuse que le chef soit le chef. Société du refus d'obéissance : telles sont les sociétés primitives. Et gardons-nous ici également de toute référence à la psychologie : le refus de la relation de pouvoir, le refus d'obéir, ne sont nullement, comme le crurent missionnaires et voyageurs, un trait de caractère des Sauvages, mais l'effet, au niveau individuel, du fonctionnement des machines sociales, le résultat d'une action et d'une décision collective (...)*

Comment procèdent donc ces sociétés, quels mécanismes et quelles règles mettent-elles en place ? « *Les sociétés primitives refusent la relation de pouvoir en empêchant le désir de soumission de se réaliser* » : voilà la réponse de Clastres, qui répond du même coup à la description qu'il a faite de la société avec État, où règne le désir de soumission et l'amour du tyran.

« *On ne saurait trop rappeler en effet, à la suite de La Boétie, explique-t-il, ce qui ne devrait être que truismes (évidences) : d'abord le pouvoir existe seulement dans son exercice effectif ; ensuite, le désir de pouvoir ne trouve à se réaliser que s'il parvient à susciter l'écho favorable de son nécessaire complément, le désir de soumission. Pas de désir réalisable de commander sans désir corrélatif d'obéir.*

« *Nous disons, souligne Clastres, que les sociétés primitives, en tant que sociétés sans division, ferment au désir de pouvoir et au désir de soumission toute possibilité de se réaliser. Machines sociales habitées par la volonté de persévérer en leur être non-divisé, les sociétés primitives s'instituent comme lieux de répression du mauvais désir (c'est lui qui souligne). Aucune chance ne lui est laissée : les sauvages ne veulent pas de ça. Ce désir, ils l'estiment mauvais car le laisser se réaliser conduirait du même coup à admettre l'innovation sociale par l'acceptation de la division entre dominants et dominés, par la reconnaissance de l'inégalité entre maîtres du pouvoir et assujettis au pouvoir. Pour que les relations entre hommes se maintiennent comme relations de liberté entre égaux, il faut empêcher l'inégalité,*

il faut empêcher qu'écluse le mauvais désir biface qui hante peut-être toute société et tout individu de chaque société. »

Et Clastres conclut : *« À ses enfants, la tribu proclame : vous êtes tous égaux, aucun d'entre vous ne vaut plus qu'un autre, aucun moins qu'un autre, l'inégalité est interdite car elle est fautive, elle est mauvaise. Et pour que ne se perde pas la mémoire de la loi primitive, on l'inscrit, en marques égales douloureusement reçues, sur le corps des jeunes gens initiés au savoir de cette loi. Dans l'acte initiatique, le corps individuel, comme surface d'inscription de la Loi, est l'objet d'un investissement collectif voulu par la société tout entière afin d'empêcher qu'un jour le désir individuel, transgressant l'énoncé de la Loi, ne tente d'investir le champ social. (...) Effet ethnographiquement réel (...) : lorsqu'un chef veut faire le chef, on l'exclut de la société en l'abandonnant. S'il insiste, on peut aller jusqu'à le tuer : exclusion totale, conjuration radicale. »*

*Les sociétés premières : le problème des chefs maîtrisé, l'inégalité sociale interdite
Les Inuits vus par Malaurie*

Avant d'en arriver à devoir tuer celui qui veut faire le chef, au lieu de se contenter de faire ce qu'il a à faire selon sa spécialité, ou selon le travail précis pour lequel il a été accepté comme chef (chef de guerre, de religion, de médecine, de parole ? etc.), les sociétés primitives ont une multitude de pratiques qui leur permettent de limiter toute prétention à une telle place, matérielle ou morale.

Nous avons trouvé avec Demoule l'existence dans le passé de sociétés égalitaires, nous avons aussi trouvé les actions régulières pour rétablir une dose d'égalité dans la société, et finalement l'instauration de l'État comme instrument de perpétuation de l'inégalité. Nous avons avec La Boétie une explication supplémentaire à sa reproduction. La reproduction des inégalités s'appuie aussi sur un sentiment humain finalement commun, la facilité qu'il y a à être sous des ordres, à obéir plutôt qu'à être responsable et vraiment libre. Nous avons enfin, avec Clastres, une idée plus précise de ce que peut être un fonctionnement social sans inégalités.

Clastres a étudié les Indiens de la forêt amazonienne. Voici d'abord ce qu'en dit sa compagne, Hélène Clastres : *« Notant la qualité d'orateur qui est partout exigée du chef pour exercer sa fonction, et le devoir de parole qui lui est fait, il (Pierre Clastres) remarque aussi que cette parole, pourtant attendue, n'est pas écoutée, qu'il n'est sans doute pas important qu'elle le soit dans la mesure où elle ne dit rien que tout le monde ne sache déjà. C'est dire que le discours du chef n'a pas pour fonction de communiquer.*

« Que ce discours sans interlocuteurs ne soit pas destiné à l'écoute n'implique donc pas qu'il soit vide, simplement il se suffit à lui-même, vaut pour lui-même, et sa fonction est à chercher ailleurs. De quoi parle, en effet, le chef dans les discours quotidiens que la tribu attend ? Il dit la tradition. Il dit ce qui fait le « nous » en quoi une société particulière se reconnaît. Il énonce ainsi ce qui est : à savoir que l'ordre social fut établi par les Ancêtres, et que les hommes n'ont d'autre tâche que de le respecter, le maintenir, le reconduire.

« Le discours du chef nous découvre sa vraie dimension et sa fonction : il met la société en rapport avec elle-même, grâce à la médiation du mythe, troisième terme qui permet d'établir cette mise en rapport (...) Discours solitaire et qui n'a rien à communiquer peut-

être, qui n'est pas discours de pouvoir (et vide en ce sens), mais parole pleine cependant en ce qu'elle se voue à affirmer ce qui fait l'être même de la société. On comprend pourquoi parler est, par excellence, l'acte politique du chef indien. »

Dans des entretiens, Pierre Clastres s'étend lui-même longuement sur sa vision du chef indien. Il démontre en quoi ces sociétés ont des chefs et que l'on peut tout à fait les contrôler, en faire des individus qui utilisent leurs qualités ou leurs compétences au service du groupe, et comment on leur interdit absolument de réaliser ce que l'on nous dit si souvent : « *la nature humaine est là, n'importe qui voudra profiter de sa situation et voudra s'imposer au-dessus des autres* ». Non, les humains, nos ancêtres, ont parfaitement su maîtriser pendant de très longues générations ce problème.

Pour commencer, voici ce que dit Clastres du shaman, en gros le médecin : « *Le shaman (il n'y a pas de doute), c'est probablement l'homme qui a, disons, le plus de pouvoir. Mais, qu'est-ce que son pouvoir ? Ce n'est pas du tout un pouvoir de nature politique ; je veux dire, le lieu où il est inscrit dans la société, ce n'est pas du tout un lieu à partir duquel il peut dire « je suis le chef, donc vous allez obéir ». Absolument pas. Il y a des shamans, selon les groupes, qui ont plus ou moins une grande réputation, selon qu'ils sont plus ou moins grands shamans. Il y a des shamans qui ont une réputation formidable, c'est-à-dire dont la réputation s'étend très loin chez des groupes qui ne le connaissent même pas. Le shaman, en tant que médecin, c'est-à-dire en tant que maître des maladies, est maître de la vie et de la mort. (...) Ce qui fait que le métier de shaman n'est pas un métier de tout repos, parce que si quelque chose d'anormal arrive dans la société (soit que le shaman échoue plusieurs fois dans ses cures, soit que quelque chose d'autre se passe), le shaman fonctionnera, de préférence, comme bouc émissaire dans la société. Le shaman sera rendu responsable de ce qui se passe, des choses anormales qui se passent dans la société, des choses qui font peur et qui inquiètent les gens, c'est lui qu'on va rendre responsable du fait qu'en tant que maître de la vie, il est maître de la mort. On dira « c'est lui », c'est lui qui jette des sorts, c'est lui qui rend les enfants malades, etc. Que fait-on dans ce cas-là ? Eh bien, le plus souvent, le shaman est tué ! il est tué. (...) Le prestige et le respect dont peut bénéficier le shaman dans une tribu ne lui donne pas la moindre possibilité de fonder l'Etat, de dire : « C'est moi qui commande » ; il n'y penserait même pas.*

« Les shamans ne sont pas du tout dans le sacré. Les Indiens ne sont pas du tout par rapport au shaman comme l'Indien des Andes, autrefois, par rapport à l'Inca ou comme le chrétien, ici, devant le Pape. Simplement, on sait que si on est malade on peut compter sur lui et on sait aussi qu'il faut faire attention avec ce bonhomme parce qu'il a des pouvoirs, il n'a pas le Pouvoir, il a des pouvoirs, ce n'est pas du tout la même chose. »

A la question « *l'on n'est même pas tenu d'écouter, semble-t-il ?* », Clastres répond : « *Non, il n'y a aucune obligation. Si on était obligé de l'entendre, là, il y aurait une loi ; on aurait déjà basculé de l'autre côté. Il n'y a aucune obligation dans les sociétés primitives, du moins dans les rapports société/chefferie. Le seul qui ait des obligations, c'est le chef. C'est-à-dire que c'est rigoureusement le contraire, le renversement total de ce qui se passe dans les sociétés où il y a l'Etat. »*

Le chef, c'est celui qui doit obéir ? demande son interlocuteur à Clastres :

« Dans nos pays, c'est le contraire : c'est la société qui a des obligations par rapport à celui qui commande, alors que le chef n'en a aucune. (...) Etre chef (dans la société primitive) ça veut dire faire des discours, pour ne rien dire (si on veut dire ça de manière

ramassée), et travailler un peu plus que les autres. Lorsque je dis que dans la société primitive le chef est le seul à avoir des obligations par rapport à la société, on peut le prendre au pied de la lettre ; c'est vrai. »

« La machine sociale primitive fonctionne bien, explique Clastres, si elle a, je ne sais pas trop comment dire, un porte-parole. Le chef est d'abord un porte-parole, au sens propre. Dans les relations inter-tribales ou inter-communautaires, il est évident que tout le monde ne va pas parler à la fois, parce que, sinon on n'entend plus rien.

« Une société qui n'aurait pas de leader, de type qui parle, serait incomplète, au sens où il faut que la figure du pouvoir possible (c'est-à-dire ce que la société veut empêcher), le lieu du pouvoir, ne soit pas perdu. Il faut que ce lieu soit défini. Il faut quelqu'un dont on puisse dire : « Voilà, le chef c'est lui, et c'est précisément lui qu'on empêchera d'être chef. » (...) Si le lieu de pouvoir apparent est vide, alors peut-être n'importe quel zigoto va arriver de n'importe où et dire : « C'est moi le chef, je commande. »

« Donc, au-delà des fonctions quotidiennes que remplit le chef, que sont ses fonctions presque professionnelles (faire des discours, servir de porte-parole dans les relations avec les autres groupes, organiser des fêtes, lancer des invitations), il y a une fonction structurale, au sens où cela fait partie de la structure même de la machine sociale.

« (Geronimo) ce n'était pas un chef au sens institutionnel ; c'était un chef de guerre et il était connu comme tel à cause de sa compétence technique. C'était un technicien de la guerre, un spécialiste. Alors, quand on avait besoin de lui, on l'appelait. Mais quand il voulait faire sa guerre et qu'il avait besoin des autres, si les autres n'en voulaient pas, ils n'y allaient pas ; c'est tout. (...) Je connais un autre cas, dans un autre groupe (Yanomani), d'un type qui était aussi un leader de guerre, qui, lui, est allé beaucoup plus loin. Il commençait, du fait de son prestige, du fait de sa violence (c'était un violent), à diriger sa violence contre les gens du groupe dont il était le leader. Cela a duré un petit moment, puis, un jour, ils l'ont tué. C'était il n'y a pas tellement longtemps (une dizaine d'années) (...) Ils l'ont tué au milieu de la place autour de laquelle est édifié le village, les abris. Ils l'ont tué, tous. On m'a raconté qu'il était percé peut-être de trente flèches ! Voilà ce qu'on fait avec les chefs qui veulent faire les chefs. Dans certains cas, on leur tourne le dos, ça suffit. Si ça ne va pas, on les liquide, carrément. Cela doit être plutôt rare, mais enfin, c'est dans le champ des possibilités du rapport entre la société et la chefferie, si la chefferie ne reste pas à sa place.

« Sitting Bull, Red Cloud, et d'autres. C'étaient de très grands leaders, mais qui n'avaient pas un poil de pouvoir. Red Cloud, qui, vers 1868, était capable d'entraîner avec lui un « nuage » de cavaliers sioux (trois ou quatre cents), n'avait pas un poil de pouvoir, au sens de commandement. Il ne commandait rien du tout. Simplement, c'était un type très intelligent. Il faut voir aussi que les leaders, c'est les types les plus intelligents de la communauté, les plus fins, les plus politiques, pour déployer par rapport aux autres communautés, non pas leur stratégie à eux, mais celle de la communauté dont ils sont purement les instruments. Red Cloud, Sitting Bull et autres, on peut dire qu'ils avaient acquis un prestige très grand, mais ils n'étaient pas du tout du côté du pouvoir. Cela n'a rien à voir.

Même mort, le chef est sous contrôle de la communauté. Car il faut encore empêcher que sa richesse puisse servir à un descendant. Demoule rappelle à ce sujet le point de vue de Clastres, dans *La Société contre l'État* : « Pour lui, en effet, toute société cherche, assez logiquement, à se prémunir contre la montée de pouvoirs trop forts. Par exemple, dans les

sociétés traditionnelles, les chefs émergents (on parle de “Big Men ” en Nouvelle-Guinée) doivent sans cesse justifier leur prestige en redistribuant leurs richesses afin de créer des obligés ; de même, dans la cérémonie du “poltatch” de la côte nord-ouest américaine, les chefs rivalisent en détruisant chacun le plus de richesses possible. L’inhumation du Big Man avec ses biens est aussi une manière de les mettre hors circuit et d’empêcher leur accumulation au fil des générations. »

Tous les textes qui décrivent les sociétés premières sont riches d’observations comparables, même si des différences de forme existent, évidemment, d’une société à l’autre. C’est le mérite de la vision lumineuse de Clastres que de nous permettre de voir la force et la profondeur de ces diverses pratiques.

En voici ici un exemple un peu détaillé, avec des extraits du beau livre de Jean Malaurie sur les peuples Inuits, *Les derniers rois de Thulé* : « *L’arctique, nous dit déjà Malaurie, c’est Lascaux vivant* ».

« Cette vie en groupe repose aussi sur des règles sévères d’organisation sociale. Premier principe : le communisme ; le sol, les terrains de chasse, la mer, les grands moyens de production (bateau), les iglous appartiennent au groupe. Seuls, les instruments de chasse individuels sont propriété privée. L’héritage se limite à la transmission des effets personnels à la veuve : traîneaux, kayaks, fusils, chiens – s’ils ne sont pas sacrifiés et mis près de la tombe – sont attribués, par le Conseil des chasseurs, généralement aux fils ou aux parents masculins les plus proches (frère, oncle). La société égalitaire, ennemie de l’accumulation et du profit, exige le partage immédiat du gibier chassé. »

« Second principe que l’on pourrait appeler d’inégalité. Inégalité des âges : un jeune qui n’est pas nubile ou est encore sans attelage n’est pas autorisé à prendre part aux débats. Debout, encadré dans la porte de l’iglou où se tient l’assemblée des hommes, il assiste, silencieux, l’expression faussement absente. Même observation pour le vieillard, installé comme Pualuna dans une iglou (ou tente à part), jadis abandonné en cas de pénurie. Contrairement à l’Indien, l’Esquimau n’a pas de révérence pour l’ancien. Le vieillard n’est pas un sage et le Conseil ne peut ici être gérontocratique. Sans utilité, le vieux achève sa vie dans l’indifférence. Inégalité des sexes : les femmes mangent à part et après l’homme. L’ordre de distribution de la nourriture, au retour de la chasse, est significatif : les chiens, les enfants, les chasseurs, les femmes. »

« Conscience enfin de l’inégalité des régions : le vaste district, par sa diversité même, constitue une source de richesses. C’est par alliances parentales concrétisées par des échanges de surplus spécifiques à chaque région : viande de morse, kiviaq d’oiseaux, lanières de peau de phoque barbu, peaux d’ours, dents de narval, fer météoritique, silex et stéatite, que le groupe accuse son unité (...) Au cours d’un mouvement continu de rotation du nord au sud, le chef de famille échange avec tel ou tel la maison de pierre qu’il occupe ; les aires de chasse sont, ainsi que nous l’avons vu, un bien tribal et la maison un commune bonum. La régionalisation des familles, l’appropriation de telle portion du territoire par quelque puissante famille sont, par cette rotation des demeures, rendues impossibles. Et la tribu reste une. »

On voit ici toute une série de règles sociales, logiques, simples, qui découlent de manière évidente de la volonté commune d’empêcher tout risque d’apparition d’une inégalité sociale. Il y a des différences et certaines, immuables, ne sont pas combattues (la place des

femmes, des vieux). Mais lorsque la société le décide, sur tous les autres domaines, elle sait trouver et se donner des règles qui interdisent que les inégalités perdurent ou qu'elles risquent de fracturer la société. Ces règles sont assez simples et claires. Le véritable problème, pour les concevoir, est d'en avoir la volonté.

Voyons maintenant, toujours à travers des extraits du livre de Jean Malaurie, comment se comporte la société avec les diverses sortes de chefs qu'elle se donne, et comment elle les contrôle, eux aussi, pour empêcher qu'ils profitent de leur rôle pour s'emparer du pouvoir.

« Si divers, si plastique que paraisse le groupe, en fait, son noyau intérieur est dur, sa structure ordonnée : plus encore qu'une réunion de personnes, qu'une addition de familles, il est un outil, un assemblage de moyens de survivance longuement informé par plus d'un millénaire de périls. (...) Une autorité en est l'interprète. En baie de Foxe, au Canada, elle est appelée isumataq. Isuma : la pensée. Isumataq : celui qui pense beaucoup, le sage. A Thulé, le naagalaq, encore que ce terme implique plus l'autorité que la sagesse. Adroit chasseur, le naagalaq, l'isumataq est celui qui, par son autorité, son esprit de prévoyance et d'organisation, assure au groupe des ressources régulières. La crainte de laisser place, si peu que ce soit, au processus inégalitaire conduit à n'accepter l'autorité qu'à titre temporaire pour des opérations précises et courtes.

« Le naagalaq, l'isumataq doit être, plus que les autres, modeste, calme, rieur, généreux et laconique. (...) Un naagalaq doit garder un port, avoir un ton où chacun se retrouve ! Un naagalaq doit également, comme les statues des saints de Claudel « avoir une figure comme qui dirait générale ».

« L'isumataq de fait ou naalagaq désigné par sa propre personnalité – Nukapîanguaq à Etah, Imina à Siorapalik, Uutaq à Uuu-mmannaq-Thulé, Sorqaq à Qeqertarsuaq, Gédéon à Savigssivik – est enfin sans cesse contraint de se dépasser. Il est engagé, entraîné. Il représente ce type d'individualités mystérieusement fortes que plébiscitent le groupe, la chance et les éléments. Il comprend que son don, sa fonction ont pour contrepartie et caution, aux yeux mêmes des siens, de vastes entreprises et de grandes réussites.

« Force et supériorité physiques : d'elles, en effet, dépend, au total, le niveau du groupe ; mais abondance, réserves de viande seraient sans objet si les qualités intrinsèques du chef n'assuraient tout à la fois la vitalité et la paix interne du groupe et si la sauvegarde de la cohésion sociale ne venait relayer la préservation de son sort physique. La générosité du naagalaq-isumataq, le caractère hiérarchisé de la répartition des prises de chasse sur le lieu même de celle-ci ou au village, rendent impossible toute thésaurisation individuelle, toute différenciation par la richesse.

« Le naagalaq-isumataq veille enfin à ce que, par-delà la répartition entre chasseurs, ceux-ci n'oublient jamais les règles de solidarité. Après le débarquement et le partage, j'ai souvent vu le « capitaine » faire prélever ostentatoirement sur son lot une part destinée aux démunis, les veuves, les vieillards et les infirmes. Et c'est par ces dons que le chef sanctionne la nature quasi délégataire de sa puissance et restitue, en fait, à la collectivité des biens qu'il sait ne pouvoir accumuler qu'au prorata des moyens d'action qu'elle lui consent. A lui, le prestige et l'autorité. A chacun et en parts inégales, les bénéfiques.

« La désignation d'un tel chef à tout instant contestable et contesté est l'effet naturel d'une nécessité et une manifestation spontanée du groupe. Car, par-delà sa personne, par-

delà les situations présentes, c'est de bien plus loin – de bien plus haut, dirait-on – que le naagalaq tient son prestige. Chef et maître de destin, à travers lui et par lui, contact est pris et maintenu au bénéfice de tous avec la réalité suprême, présente au cœur de tous : Inuit, Inuit tikut ! Les esquimaux, nous, les Esquimaux ! »

Pour finir avec les Inuits, nous allons voir comment procède cette société pour débattre d'un problème important et en décider. On y voit d'abord l'approche du sujet qui se fait lentement, progressivement, et pas du tout de manière brusque et directe. On y voit comment tous ceux qui ont une chose à dire sont mis en condition par le fonctionnement du groupe et peuvent le dire. On y voit cette chose étonnante pour nous : il n'y a pas une discussion au sens que nous connaissons, chacun dit juste son idée. C'est finalement le chef de parole (le *naagalaq*), qui est chargé de faire ce que nous appellerions une synthèse, mieux, un avis qui dira mieux que ce qui a pu être dit, l'avis de la communauté.

« Dans les circonstances importantes, d'instinct ils se rassemblent. C'est au cours de ce débat collectif que se fera son opinion, exprimée par celle du naagalaq, vrai maître du groupe. Au moment jugé opportun, il exprimera la pensée commune mais assortie d'un rien, d'un zeste, qui établit sa personnalité. Dans un premier temps, le groupe s'exprime à peine. Au travers de mots sans importance sur les tâches quotidiennes, en suivant des yeux les volutes de la fumée. On se flaire, on se guette. Après plusieurs dizaines de minutes ainsi passées, un homme – généralement un étranger au village – prend la parole dans le silence général ; il parle la tête basse, les coudes sur les cuisses ; d'une voix sourde, comme arrêtée dans la gorge, à peine ses lèvres bougent-elles. C'est l'éclaireur. Il donne le ton : c'est, en général, un médiocre. Un marginal du village lui répond. Un de ces rares atypiques que la communauté, réductrice des fortes personnalités, tolère en son sein. Il a pour fonction de faire affleurer par ses sarcasmes, ses critiques allusives, la conscience profonde refoulée au plus secret de chacun. Pour se donner une contenance, meubler un peu le vide, un chasseur ira couper un morceau de phoque dans un coin de l'iglou. Un autre toussotera ou se dégourdira les jambes pour jouer à l'important. Nouveau silence : on le regardera, puis une des personnalités présentes parlera sans vraiment s'engager. Un ancien l'interrogera. Il se fera prier, en insistant sur son incompétence, son insignifiance, son grand âge ; on le poussera à préciser. Les propos commenceront alors à fuser. L'échange de vues s'engagera ; pas la discussion ; il n'y a pas de discussion parlée mais une conversation silencieuse. Echo de la pensée de chacun, communautaire dans ses sources, la décision sera – si le naagalaq a quelque personnalité, et sait élever le ton des problèmes, ce dont on lui saura secrètement gré – insensiblement marquée de son sceau. »

La source de l'inégalité dans le système capitaliste

Avant de tenter de comprendre par quels genres de moyens les inégalités nous sont présentées de manière à les rendre acceptables, supportables, et à permettre leur reproduction, rappelons très brièvement quelle en est la source première.

C'est Karl Marx qui, selon nous, a su mettre en lumière le processus par lequel naît l'inégalité économique dans le fonctionnement de la société dans laquelle nous vivons, la société capitaliste.

Lorsqu'un patron embauche un ouvrier, que se passe-t-il exactement ? L'argent avec lequel l'ouvrier sera payé appartient à un capitaliste ou à un groupe de capitalistes, les propriétaires de l'entreprise. A quoi correspond le montant du salaire qui sera versé à l'ouvrier ? Il correspond à des besoins matériels, nourriture, logement, moyen de transport, moyen d'avoir une culture suffisante, que l'ouvrier va dépenser pour pouvoir disposer, au travail, d'une force et d'une compétence à faire le travail demandé. En clair, donc, le capitaliste achète ce qu'on peut appeler la force de travail de l'ouvrier, au prix qu'elle lui coûte. (On pourra le vérifier, dans notre exposé, un peu plus loin, puisque l'on verra que l'ouvrier, à la fin de sa vie, n'aura réussi à accumuler aucun capital, contrairement aux membres des autres couches sociales).

Mais avec cette force de travail que lui paye son patron, que fait l'ouvrier ? Que produit-il ? Quelle valeur produit-il ? Produit-il exactement la même valeur en marchandises que ce qu'il a touché en salaire ? Pas du tout, et c'est là le cœur du problème. Dans tous les ateliers et toutes les usines du monde, il est demandé à l'ouvrier de travailler le maximum que la loi, les usages, ou le rapport de forces entre patrons et ouvriers le permet à ce moment et à cet endroit. On ne va jamais dire à l'ouvrier : « *voilà, si à 14 heures, tu as produit la même valeur que ce que je te paye pour la journée, tu peux partir* ». Non, on va chercher à obtenir de lui le maximum possible.

Il y a donc une différence de valeur, qu'on pourrait exprimer en euros, en francs ou en ce qu'on veut, entre le salaire que touche l'ouvrier et la valeur de la marchandise qu'il produit. L'ouvrier produit plus qu'il ne reçoit. Cette différence, Marx l'a appelée la plus-value. Et elle va entièrement dans la poche du capitaliste. Parce que, que, lorsque le produit fabriqué par l'ouvrier ou le groupe d'ouvriers est mis sur le marché, seule le capitaliste en touche le prix de vente. Avec une partie de la plus-value, le capitaliste va se payer un tout autre niveau de vie que celui de l'ouvrier. Avec une autre partie de la plus-value, il va pouvoir également investir pour s'acheter de nouvelles machines, et développer sa production.

Une seule chose, ici, est à retenir, c'est que l'échange, qui, sur un marché et partout, quand on achète un produit, est égal entre ce que l'on paye et ce que l'on reçoit, cet échange est inégal dans le cas du salaire de l'ouvrier. Avec sa force de travail, l'ouvrier produit une valeur plus importante que ce qu'il a touché et consommé pour produire cette force de travail. Avec un sandwich de 5 euros, vous pouvez travailler et produire un objet qui vaut 6, 7 ou 8 euros. Mais vous n'êtes payés que 5 euros.

On imagine bien que, si l'on multiplie cet échange inégal à des millions d'ouvriers, sur de nombreuses générations, et à l'ensemble des pays du monde qui connaissent ce

fonctionnement, on peut obtenir des écarts considérables entre ce qui devient alors une classe capitaliste d'un côté et une classe ouvrière de l'autre. Et c'est bien ce que l'on constate.

Si la plus-value est la source de l'inégalité dans le système capitaliste, elle ne reste pas seule. Autour d'elle, avec elle, vont se greffer d'autres fonctionnements inégalitaires qui s'y ajoutent ou en accélèrent le processus. Nous ne pouvons pas ici tous les analyser, mais on peut en citer quelques-uns des plus connus.

La propriété des logements immobiliers : Engels a écrit sur ce sujet en 1872 un texte intitulé *La question du logement* (<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm#NW-ANCHOR-41>). Il y explique que la pénurie de logements est forcément chronique dans le système capitaliste. En effet, il n'est pas nécessaire que l'ouvrier soit propriétaire de son logement pour pouvoir être en mesure de travailler. Le prix auquel son salaire est payé ne lui permet tout simplement pas d'accéder à un logement qui lui soit propre.

Or, pour celui qui peut se payer un ou plusieurs logements, la pénurie est une bonne affaire. Ce qui est rare est cher. Freiner la construction de logements, même dans le monde bourgeois, est un moyen de voir la valeur de son logement monter. Et c'est ainsi, entre autres, qu'on a vu le prix moyen des logements en France quasiment doubler (à monnaie constante) en un peu plus d'une vingtaine d'années (http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/2011-04-29-prixdulogement-na221_0.pdf). Les propriétaires de logements ont vu ainsi doubler leur patrimoine immobilier, la part la plus importante de leur richesse pour des millions de petits bourgeois ou de classes aisées supérieures. Et ceci en n'ayant produit aucun travail, si ce n'est peut-être quelques milliers d'euros d'entretien. Vous aviez une maison valant 250 000 euros, vous pouvez la revendre aujourd'hui 500 000.

Cet argent gagné, ces gens-là se plaisent à croire qu'il ne vient de rien, de leur seul avoir personnel. Non, en fait, ces couches sociales se sont accaparées une part plus importante qu'il y a 25 ans de l'ensemble de la richesse sociale, de la plus-value produite, dans la société.

Voilà donc un moyen par lequel les inégalités ont pu se reproduire, et même en s'accroissant, entre les classes dites moyennes et celles inférieures. Il en est un autre qui a joué, lui, entre les couches les plus élevées cette fois de la société : c'est la place devenue plus importante de la finance. Les véritables capitalistes sont d'abord et avant tout propriétaires de capitaux, et seulement de manière secondaire d'un patrimoine immobilier. Le placement de capital dans la finance, en bourse, par exemple en actions, rapporte plus encore, et toujours sans avoir à fournir le moindre travail. Il faut juste disposer d'un niveau de vie suffisant qui permette de se payer les services d'un bon trader, qui fera le travail d'acheter pour revendre des cargaisons de pétrole, de blé, de dollars ou de yens, le temps de vous faire empocher les bénéfices.

Depuis les années Reagan, Thatcher, Mitterrand, ce monde de la finance s'est vu libéré de toutes les règles, libre de pouvoir inventer n'importe quel soi-disant produit totalement inexistant, juste le fruit d'un calcul compliqué, pour le vendre et l'acheter ; les économistes les appellent les produits dérivés. Ce marché n'a donc aucune limite dans le monde de l'économie réelle. Pour donner une idée, à la veille de la crise de 2007, les marchés boursiers étaient du même ordre ou un peu inférieur au PIB mondial, à la richesse produite ; les marchés des changes (achats et ventes des monnaies) étaient 13 fois plus importants que la

richesse produite ; enfin, les produits dérivés étaient 32 fois plus gros que le PIB mondial. C'est l'explosion de l'un de ces marchés de fous, celui des subprime américains, - des crédits pour logements à des gens qui n'ont pas les moyens de tout rembourser -, qui est à l'origine de la crise gigantesque qui a éclaté en 2007/2008.

Donc, l'expansion de la finance et des marchés financiers a fait littéralement bondir les plus hauts sommets de la richesse capitaliste, et du coup multiplié les écarts à l'intérieur même de leur monde.

On entend à gauche un discours contre cette financiarisation, accusée d'être un mal au cœur du capitalisme, un mal qu'il suffirait de circonscrire pour que le capitalisme soit un beau système, équilibré et généreux. Nous ne le croyons pas du tout. La finance est intimement liée à la production, elle lui est indispensable. Si elle est devenue énorme, c'est lié au stade actuel de l'évolution de ce système. Il est de plus en plus difficile d'investir des capitaux dans la production, parce que la productivité, grâce aux machines, aux méthodes d'organisation, à l'informatique, etc. a tellement augmenté, qu'on a proportionnellement de moins en moins besoin de travail pour produire ce qui est nécessaire pour vivre. Alors, toute une partie du capital ne trouve à aller que dans la finance. C'est le système capitaliste, dans son ensemble, qu'il faudra supprimer, en son entier.

*

Nous allons donc essayer maintenant de voir comment, au quotidien, dans la société actuelle peut fonctionner la reproduction de l'inégalité, comment les diverses machines gèrent les différents domaines pour que cette reproduction ne cesse en aucun cas, mais en même temps qu'un excès d'inégalité ou une apparence trop criante ou trop choquante ne vienne provoquer une réaction de rébellion.

Nous nous appuyons en partie pour cela sur le *Rapport sur les inégalités en France* (édition 2017). Cet ouvrage est édité par l'Observatoire des inégalités. Il s'agit d'une initiative privée, avec le concours de chercheurs, de la fondation Abbé Pierre, du journal Alternatives économiques, de la Macif et de quelques autres organismes. Constatant le manque de données statistiques concernant les inégalités, notamment dans les publications de l'INSEE, le rapport tente de combler cette lacune.

Nous n'allons pas ici chercher à être exhaustif, à chiffrer toutes les inégalités. Notre propos n'est pas là, même si nous utiliserons des chiffres pour fixer les idées. Nous allons surtout essayer, au travers de différentes situations, de comprendre comment le système en place joue, volontairement ou involontairement, avec les inégalités, et finalement comment il procède pour que leur reproduction ne paraisse pas scandaleuse ou insupportable à ceux qui les supportent comme à ceux qui, même s'ils ne sont pas lésés, n'en sont pas moins indignés.

Les inégalités de revenu et de patrimoine : isolées, aplanies ou justifiées

« *Les inégalités de revenus s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres* », nous dit l'Observatoire. Un tournant a été pris autour des années 2000 : alors que dans toute la période précédente, les écarts avaient tendance à diminuer (sans que l'on approche du tout une quelconque égalité, faut-il le préciser), c'est l'inverse depuis. Au début des années 2000, les revenus des catégories aisées se sont envolés : les dirigeants se sont largement augmentés

leurs propres revenus, les revenus financiers ont progressé, et l'immobilier a flambé, augmentant la valeur des patrimoines.

La crise de 2008 a soudainement freiné pendant un moment ce mouvement d'enrichissement des classes aisées, l'immobilier plafonnant, les rendements financiers diminuant, et des prélèvements sur les hauts revenus ont joué. Il semble que depuis 2014, la course à la hausse pour ces couches soit bel et bien en train de repartir en s'accéléralant.

Du côté des plus pauvres, la crise a provoqué quelque chose que l'on n'avait pas vu depuis les années 1930, un appauvrissement qui a duré jusque 2014, et qui semble peut-être se freiner ensuite : 272 euros par mois de niveau de vie en plus pour les 10% les plus riches, et 31 euros par mois de moins pour les 10% les plus pauvres (entre 2003 et 2014, après inflation ; les 10% les plus pauvres de 2014 ne sont pas les mêmes personnes que ceux de 2003).

Ces mouvements ont été suffisamment forts pour ne pas passer inaperçus. De nombreux ouvrages en ont dénoncé l'injustice. Par quel moyen les défenseurs du système, économistes, journalistes, éditorialistes, ont-ils cherché à faire passer la pilule ? En se focalisant uniquement sur l'hyper-riche, c'est-à-dire sur quelques dizaines ou quelques centaines d'individus. « *Alors que, nous dit le rapport de l'Observatoire des inégalités, c'est un pan entier de la société, (les classes moyennes dites "supérieures", en réalité des classes "aisées") qui s'est enrichi* ».

Ainsi, en temps de crise, à un moment où se déchirent les voiles idéologiques et où on voit clairement qui est responsable des inégalités, et que l'on commence à entrevoir le fonctionnement à nu du système, et qui en est responsable, on n'hésite pas à dénoncer, à crier à hurler. Souvenons-nous de Sarkozy en 2008, « *c'est fini, les paradis fiscaux !* », « *il faut moraliser le capitalisme* ». En étant le premier à dénoncer certains à-côtés du système, il fait d'une pierre deux coups : il dévie l'attention du vrai problème, et il empêche que d'autres tendances politiques prennent en charge cette critique.

En temps plus ordinaire, les moyens de présenter comme acceptables les inégalités sont plus simples. Et le premier est dans un certain usage des mathématiques.

Le plus simple est archi-connu et archi utilisé : c'est de donner les chiffres sous forme de moyenne. La moyenne est le moyen idéal de gommer l'inégalité. Si l'on nous dit que le salaire net mensuel moyen en France (2014) est de 2410 euros, on a là un très beau chiffre. Une belle moyenne, qui indique que les choses ne vont pas si mal et plutôt bien. C'est une impression positive qui en ressort, même si on sait tous qu'il doit y avoir des écarts.

Mais si au lieu de cette moyenne, on nous dit maintenant que l'on a d'un côté une moyenne de 1750 euros pour les ouvriers, et d'un autre de 4407 euros pour les cadres supérieurs et les chefs d'entreprise salariés, on voit un écart bien net, de deux fois et demi. L'inégalité n'est pas gigantesque, mais on n'a pas non plus la même impression que précédemment de sérénité sociale, avec le salaire moyen à 2400.

On peut continuer, car les chiffres qui viennent d'être donnés, 1750 et 4400 sont eux aussi des moyennes. Si l'on prend maintenant le dixième des cadres supérieurs les mieux payés, et le dixième des employés les moins bien payés, l'écart est de 44 fois ! –

L'Observatoire écrit en effet : « *Le niveau de salaire des 10% des cadres supérieurs les mieux payés (5688 euros) est ainsi 44 fois supérieur au niveau de salaire maximum des 10% des employés les moins bien payés (130 euros). Il est aussi 6 fois plus élevé que celui des cadres supérieurs les moins bien payés* » -. On commence à avoir une tout autre image de ladite société.

Évidemment, lorsque ce genre de chiffres est affiché, le système a depuis longtemps mis au point des arguments, des justifications, pour y répondre. Lorsque l'inégalité n'est pas gommée, par une présentation mathématique ou par un silence discret, elle est justifiée avec arguments à l'appui. Il en est ainsi des écarts de salaires. On nous dit alors que les écarts sont nécessaires, que certes, il y a peut-être besoin de revoir certains détails, mais que le principe même de l'inégalité, lui, est sacré et qu'il est le pilier d'un monde qui marche bien.

Comme souvent, ce qui compte devant ce genre de paroles, ce n'est pas tant ce qui est dit que qui le dit. Si c'est une autorité, l'argument est plus lourd. Et notre travail de militant est justement de remettre en cause et l'autorité et son argument. Des écarts seraient « justes » ? Où est donc cette justice ? S'il s'agit de récompenser le travail produit, l'Observatoire des inégalités lui-même répond que « *personne ne peut prétendre qu'un maçon du bâtiment qui s'use sur les chantiers "travaille" moins qu'un cadre d'une grande entreprise. En fait, le travail physique est plus mal récompensé que le travail intellectuel, alors que les deux sont indispensables. Les promotions internes y sont moindres.* »

Un autre argument est de nous dire qu'il s'agit de récompenser les études qu'ont dû faire les cadres et autres personnes bien rémunérées. Cet argument ne tient guère, d'abord parce que l'étudiant a bénéficié d'écoles souvent publiques, payées par la société, et que ce n'est ni lui ni sa famille qui ont payé ces études. Si cela a été le cas, - aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, par exemple - il s'agit d'un choix volontaire de leur part. Surtout, un rapide calcul montre que, de toute manière, une fois employés, les mieux rémunérés vont mettre à peine une année pour rattraper la soi-disant perte qu'ont été leurs années d'études.

Dernier argument, on nous dit que c'est le marché international qui explique les hauts revenus de certains. Pourtant un grand nombre de ces professions privilégiées ne subissent en rien ce genre concurrence : médecins, avocats, chirurgiens. La vérité, nous dit encore l'Observatoire des inégalités, est que « *les professions les mieux payées sont beaucoup mieux organisées collectivement pour défendre leurs niveaux de vie et les légitimer. Une partie de leur argumentation consiste, par exemple, à mettre en avant un nombre d'heures de travail très élevé alors qu'une heure de "travail" des plus qualifiés est beaucoup moins contraignante que celle de la plupart des non-qualifiés* ».

Voilà donc pour l'inégalité des revenus. Nous allons voir maintenant en quoi cette inégalité a une propriété particulièrement intéressante pour les privilégiés : elle leur assure un moyen efficace de se reproduire et d'en faire profiter leur progéniture.

Revenons aux deux chiffres de moyennes que nous avons vus il y a un petit moment. Entre cadres et ouvriers peu qualifiés, l'écart est de deux fois et demie. En fin de carrière, il augmente encore et arrive alors à trois fois et demie (7900 euros bruts mensuels en moyenne pour les cadres, 2200 pour les ouvriers non qualifiés). « *Ces niveaux de rémunération, explique l'Observatoire des inégalités, permettent aux cadres d'asseoir la transmission de ces inégalités dans le temps : ils peuvent plus facilement financer les études de leurs enfants et leur constituer un début de patrimoine* ».

Eh bien, cet écart qui va de 2,5 à 3,5 fois sur le revenu, si on regarde son bilan, son résultat, sur ce qui a pu être accumulé, conservé comme richesse, à la fin de la vie de l'un et de l'autre, il devient de 100 fois plus grand. Les chiffres officiels sont les suivants : l'ouvrier aura du mal à mettre de côté 4000 euros à la fin de sa vie, quand le cadre aura en moyenne un patrimoine de 400 000 euros. C'est que l'un n'a touché, mois après mois que ce qui lui est nécessaire, indispensable, à l'entretien de sa force de travail ; l'autre a touché de toute évidence autre chose. L'inégalité est non seulement dans la quantité, mais dans la qualité.

« À l'âge de la retraite, note l'Observatoire, les fortunes accumulées n'ont rien à voir selon les milieux. La patrimoine médian net des anciens cadres supérieurs et professions libérales est de 396 000 euros (...). Le dixième des salariés (hors cadres supérieurs) le moins fortunés n'a, après une vie entière de travail, pas plus de 3800 euros de patrimoine au maximum. Ce sont ces écarts qui, en se transmettant entre générations, facilitent la reproduction dans le temps des inégalités monétaires entre milieux sociaux ».

Jamais un journal bourgeois ne vous présentera les calculs sous cette forme, en démontrant comment l'inégalité de 2,5 à 3,5 fois plus ou moins admissible, veut dire au bout du compte une inégalité de cent fois qui ne peut évidemment pas l'être. Toujours, partout, on prend bien soin de séparer revenu et patrimoine, comme si ce dernier était là tout seul, naturellement, ne poussant que dans les milieux déjà riches.

Pour toute une partie de la population, le patrimoine, la richesse qu'on a pu accumuler, est si petit qu'on ne sait même pas y faire cette différence avec le revenu. De fait, c'est le patrimoine qui connaît les plus fortes inégalités. Et comme nous avons vu que l'inégalité de revenu assurait déjà une transmission inégale, un privilège, le patrimoine, qui connaît des écarts bien plus considérables, assure une transmission plus forte également de l'inégalité.

En tout cas, avec le revenu et plus encore avec le patrimoine, on voit que l'inégalité a tendance à se transmettre quasi naturellement. L'art de faire accepter cette reproduction essentielle consiste uniquement dans la présentation des choses.

L'école et l'égalité des chances

Pendant la période dite des Trente glorieuses et un peu après également, la société capitaliste occidentale pouvait se permettre de promettre aux couches inférieures, ouvrières, populaires, une amélioration au moins pour la génération qui suivrait. Aujourd'hui, ce n'est même pas le cas. Si un espoir existe encore, qui permet de refréner les velléités de révolte face aux inégalités, il est dans l'école. L'école paraît comme une institution à peu près juste. Tout le monde connaît des enseignants qui ont réellement à cœur d'œuvrer pour donner autant aux enfants que la société a favorisés qu'à ceux qu'elle qualifie de défavorisés. Tomber sur un enseignant qui n'a pas ce souci, c'est ne pas avoir de chance, ne pas avoir un bon prof. Mais cela ne remet pas en cause l'école elle-même. Les classes populaires croient dur comme fer que son enfant va effectivement trouver à l'école des chances égales aux autres enfants, et que sa « réussite » dans la vie ne dépendra que de son travail scolaire.

Cette idée populaire, dans le langage des intellectuels vendus à la bourgeoisie et à son système, a pour nom « l'égalité des chances ». L'école est sensée, au début de la vie, être un lieu sacré, le lieu de l'égalité.

En réalité, les indicateurs chiffrés le répètent année après année, l'école ne fait que reproduire les inégalités de la société. Avec à peine un petit plus ou un petit moins, ici ou là.

Mais il est très difficile de voir où et comment se jouent ici les inégalités. Prenons un petit exemple, qui peut nous montrer où se joue une injustice invisible, et comment l'inégalité du passé se reproduit et se transmet à la nouvelle génération.

Imaginons un moment que, au cours du travail d'un enfant, un parent soit présent, essaie de l'aider et qu'en faisant ce travail, le parent fasse une erreur. Cela arrive à tout le monde. Deux attitudes sont possibles : première attitude, celui ou celle qui vient de faire une erreur panique parce que cela se passe devant son enfant ; il ou elle s'énerve, peut même accuser l'enfant d'être à l'origine de son erreur, bref est incapable de gérer correctement la situation. Résultat de cette panique très visible, même si elle est difficile à analyser par l'enfant : il lui apparaît que l'erreur est quelque chose de grave, de totalement négatif, de catastrophique. Ce qui, soit dit en passant, est une des idées de base de l'école en France, en règle générale.

Autre attitude : le parent, loin de s'affoler, reconnaît simplement, calmement, « *tiens, j'ai fait une erreur* ». Au lieu de chercher à embrouiller la situation, il va au contraire, devant son enfant, montrer qu'il peut gérer la chose, qu'il y a un intérêt à tirer d'une erreur : il cherche devant lui à comprendre, puis à lui expliquer comment et pourquoi le cerveau a pu faire cette erreur particulière. Et il en conclut clairement un moyen d'éviter de la refaire. Bref, il effectue devant l'enfant, qui apprend de lui directement, instinctivement, que l'erreur peut souvent être une source de progrès pour soi, à condition d'avoir la bonne attitude.

Dans un cas, l'enfant va conclure que l'erreur est quelque chose de grave, puisque même un adulte comme son père ou sa mère en est bouleversé. Il aura appris à avoir peur, peur de son propre travail, du risque de faire des erreurs, et se verra lui-même négativement à chaque fois qu'il en fera une. Dans l'autre cas, il aura de bonnes chances de savoir au contraire sortir grandi de son erreur. Il prendra de l'assurance et se sentira probablement plus à l'aise dans sa scolarité.

Question à se poser maintenant : quel genre de parents a le plus de chances d'avoir la maîtrise nécessaire ? il peut certes y en avoir de tous les milieux, mais on comprend bien que quelqu'un dont le métier est intellectuel sera plus facilement apte et habitué à une telle démarche. Or, les métiers intellectuels, on l'a déjà évoqué, sont parmi les plus favorisés. On voit sur ce petit exemple qu'ils sont aussi mieux placés pour transmettre, non pas un capital financier, mais un capital culturel, ce qui a toute son importance dans une société qui a mis l'école comme filtre social. On ne sera donc pas étonné de savoir que les enfants de professeurs sont la catégorie qui réussit le mieux à l'école. Ce qui est bien entendu une forme d'inégalité choquante.

Dans l'exemple que nous avons imaginé, l'injustice est invisible. D'une manière générale, comme le dit encore l'Observatoire des inégalités, « *notre système scolaire est calqué sur la culture et les valeurs de milieux favorisés, qui pèsent de tout leur poids pour éviter toute modernisation* ». Et il ajoute : « *À l'évidence, les chances ne sont pas les mêmes pour tous les enfants, pour partie du fait de leur milieu social, mais aussi parce que le système français, basé sur l'évaluation et la compétition, est particulièrement favorable aux enfants de diplômés* ».

C'est donc d'abord à la maison que se trouve la racine de l'inégalité sociale qui se reproduit sur le plan scolaire. Un enfant qui a grandi au milieu de nombreux livres ne verra pas ceux-ci avec le même regard qu'un autre qui n'en trouve qu'à l'école, et ainsi de suite. Résultat : « *La moitié (52%) des enfants d'enseignants et de cadres sont titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à bac + 3, contre 8% des enfants d'ouvriers non qualifiés* », sept fois plus donc.

On ne peut pas accuser l'école d'avoir un comportement différent selon les enfants, mais on peut lui reprocher d'avoir comme culture celle des dominants. Elle place le travail intellectuel nettement au-dessus du travail manuel. Elle exige un niveau de langage qui est celui des classes aisées.

S'il est très difficile de réformer les méthodes et les apprentissages à l'école, c'est d'abord parce qu'il y a une réaction réflexe provenant des milieux les plus favorisés, qui tiennent à garder ces différences, car elles leur ont assuré leur place privilégiée dans la société. Instinctivement, en usant d'arguments plus ou moins discutables, ils réagissent en conservateurs acharnés de la tradition, parce que la tradition est la leur et elle est synonyme de bonne situation.

Si l'école est le lieu de « l'égalité des chances », elle est aussi le lieu de l'inégalité des possibilités : tous n'y réussissent pas. Mais nos penseurs ont bien vu le problème. Alors, une autre idée a été mise en avant : l'idée de mérite. Certes, tout le monde ne parvient pas à sortir de l'école avec la réussite qu'elle promet, mais cela ne tient qu'au mérite individuel de chacun. Mais cette idée est tout aussi biaisée : une seule forme de mérite est appréciée, jugée et sanctionnée ; il existe toute une culture populaire que l'école ignore, qui ne l'intéresse pas, et elle ne cherche pas qui y serait « méritant » ou pas.

En fait, il est utopique, dans le sens de impossible, d'avoir une école juste et égalitaire, dans une société qui ne l'est pas. Les révolutionnaires ont donc à dénoncer les mensonges et les illusions sur l'école.

*

L'école ne fait pas qu'enseigner, elle opère un tri social, elle départage, elle met en forme les premières inégalités. Cela commence à la fin du collège. L'Éducation nationale utilise les quatre catégories suivantes pour distinguer les enfants selon leur milieu social d'origine : de bas en haut de l'échelle, on a la « *catégorie défavorisée* » qui comprend les ouvriers, les chômeurs et les inactifs n'ayant jamais travaillé ; la « *catégorie moyenne* » comprend les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les employés ; la « *catégorie favorisée* » les professions intermédiaires (cette catégorie comprend essentiellement les cadres et agents d'exécution ; dans l'enseignement les instituteurs, dans la santé les infirmières, dans le social les assistantes sociales) ; enfin, tout au-dessus, la « *catégorie très favorisée* » rassemble les cadres supérieurs, les professions libérales, les chefs d'entreprise et les enseignants.

En fin de classe de troisième, 85% des enfants de la « catégorie favorisée » sont envoyés en seconde générale et technologique. Mais dans la « catégorie défavorisée », ils sont deux fois moins nombreux à y être envoyés, la majorité allant vers les filières professionnelles

et, le plus souvent, vers un avenir qu'ils ne souhaitent pas. La chose commence donc à l'âge de 14 ou 15 ans.

Deuxième tri important, trois ans plus tard, au niveau du bac : 91% des enfants d'enseignants qui sont entrés en sixième en 1995 ont obtenu leur bac environ sept années plus tard ; pour les enfants d'ouvriers non qualifiés, c'est 41%. L'écart est pire pour les filières dites d'« excellence », le bac S : 41% pour les enfants de cadres supérieurs, 5% pour ceux des ouvriers non qualifiés.

5% contre 40% c'est très inégal par rapport à 41%, mais ce n'est pas 0%. Le système laisse une petite place au rêve d'égalité. Et c'est un des moyens qui permet de disposer d'une reproduction de l'inégalité, sans trop de révoltes dangereuses. « *Vous voyez bien que c'est possible, puisqu'il y en a qui réussissent.* » Cela permet de présenter l'inégalité de la réussite comme étant due à un problème personnel, pas au système lui-même, puisqu'il permet à « *tout le monde de monter* ».

Si on observe maintenant les choses sur la longue durée, on constate que les inégalités à l'école se sont déplacées. Auparavant, le tri principal séparait ceux qui avaient le bac et ceux qui ne l'avaient pas : 10% seulement des enfants de famille ouvrière nés dans les années 1950 avaient leur bac. Aujourd'hui, 50% de ces enfants nés dans les années 1980 ont leur bac. Mais on a multiplié les bacs, et l'inégalité tient maintenant au type de bac que l'on peut obtenir. Le BTS et les IUT sont devenus, selon l'Observatoire des inégalités, « *une voie de promotion sociale pour une partie des enfants des milieux populaires* ».

Autre déplacement, les inégalités dans le système scolaire ont été retardées dans le temps. Elles ne deviennent criantes qu'au niveau du supérieur. Les jeunes de milieu ouvrier sont trois fois moins nombreux en tant qu'étudiants que ce qu'ils sont dans la population (respectivement 11% et 33%, entre 18 et 23 ans). Ceux de milieu cadres supérieurs sont au contraire près de deux fois plus nombreux en tant qu'étudiants que ce qu'ils sont dans la population (respectivement 30% des étudiants et 17,5% dans la population de leur âge. « *Plus on s'élève dans les années, moins les jeunes de milieux populaires sont présents* ».

Enfin, si l'on regarde vers les filières de prestige du supérieur, « *dans les classes préparatoires et les écoles d'ingénieurs, l'écart devient considérable : les enfants de cadres sont huit fois plus nombreux que ceux d'ouvriers* », alors qu'ils sont deux fois moins nombreux dans la population. « *Dans les écoles normales supérieures, ils sont vingt fois plus représentés que les enfants d'ouvriers. De fait, on n'y trouve quasiment pas d'enfants de milieux populaires (2,7% d'enfants d'ouvriers et 6,7% d'employés)* ».

À l'université, « *l'enseignement supérieur universitaire est tout autant sélectif socialement que les grandes écoles, mais le tri s'effectue plus tard dans le cursus.* »

Pour répondre au caractère un peu trop voyant de l'inégalité dans les grandes écoles, quelques-unes ont ouvert des filières spéciales, souvent appelées « *égalité des chances* ». Selon l'Observatoire, « *elles n'ont eu aucun impact au niveau global et servent surtout d'outils de communication. Désormais, ces écoles mettent l'accent sur l'augmentation de la part d'enfants boursiers. Autre paravent : une partie de ces boursiers appartiennent aux classes moyennes et disposent de bourses de très faible niveau. Sciences Po Paris par exemple met en avant ses 30% d'étudiants boursiers, alors qu'on n'y compte en réalité que 11% d'élèves d'origine populaire* ».

En France, on dit beaucoup que l'école est injuste, ce qui laisse entendre que cela irait mieux dans d'autres pays comparables. Selon l'Observatoire des inégalités, c'est faux. D'abord, il faut bien comprendre que certains de ceux qui hurlent contre les inégalités de l'école voudraient en réalité qu'elle soit encore plus inégale ; on l'a un peu vu, c'est le cas de tous ceux qui souhaitent revenir aux « fondamentaux », à l'école des années 1950, fermée aux classes populaires ; ceux qui dénoncent la baisse du niveau soutiennent, volontairement ou non, cette manière de voir.

Pour finir, on peut jeter un regard à l'échelle internationale. Si l'on suit d'une génération à l'autre les personnes peu diplômées, et que l'on regarde, parmi les parents peu diplômés (niveau de fin de troisième), combien de leurs enfants sont eux aussi peu diplômés : en France, ils sont 22% ; au niveau de l'Union européenne, c'est 34%, 36% pour l'Allemagne, 50% en Espagne et en Italie : la reproduction de l'inégalité par l'école est bien établie dans l'ensemble du monde capitaliste.

La France est un des pays qui comptent le plus de diplômés de l'enseignement supérieur pour les générations récentes (44% des 30 à 34 ans en 2012 ; 36% pour la moyenne européenne, 32% en Allemagne). Elle est, nous disent encore les chiffres, parmi les pays qui comptent le moins d'élèves qui sortent du système scolaire sans diplôme, au mieux le brevet et pas de formation par la suite (10% des 18-24 ans ont quitté l'école prématurément en 2013 ; même niveau que l'Allemagne ; c'est 13% pour la zone euro). Cela veut dire que les inégalités que nous avons vues dans le système en France sont au moins aussi présentes dans les autres pays.

En conclusion sur la manière dont le système gère la reproduction des inégalités, on peut donc retenir, avec l'exemple de l'école, que lorsque les inégalités deviennent trop voyantes, trop choquantes, le système peut les déplacer plus ou moins, dans l'espace (tri entre différents bacs), dans le temps (tri dans le supérieur au lieu du brevet, ou il peut encore créer une sorte d'exception, très minoritaire (sciences po), mais qu'on médiatise largement et dont on parle beaucoup.

Les inégalités dans le monde du travail : chômage, statut, conditions, respect

• Le chômage

Un chiffre lancinant nous est donné, mois après mois, ou trimestre après trimestre, qui est censé indiquer la principale inégalité au travail, c'est le chiffre du chômage. Il est de 3 475 000 (demandeurs d'emploi de catégorie A) pour septembre 2017. Derrière cette vision à courte vue, chaque chiffre étant comparé au précédent, il y a une situation de fond : le nombre de personnes qui n'ont pas un travail régulier alors qu'elles le souhaiteraient (chômeurs, précaires, découragés du travail) atteint près de 8 millions de personnes en France. C'est le quart de la population active, et c'est une situation ancienne, puisqu'elle s'est mise en place dans les années 1980 et 1990.

La crise de 2008 a poussé les choses à un pic maximum, avec une augmentation de 911 000 chômeurs, puis le chiffre est revenu à la situation des années 1990. Et comme les chômeurs ne sont pas toujours les mêmes, c'est un chiffre bien plus considérable de la population qui a été touché à un moment ou un autre par le chômage. Et l'on ne peut chiffrer la peur ou l'inquiétude que crée cette situation y compris sur ceux qui n'ont pas été chômeurs.

Le problème est du même ordre dans l'ensemble du monde dit occidental, les principaux pays riches en Europe, en Amérique du Nord. Si un certain nombre de ces pays se permettent de pouvoir afficher des chiffres prétendument meilleurs à ceux de la France, c'est que, par des soi-disant « réformes », ils ont totalement sorti du marché du travail toute une partie de leur population, qui ne cherche plus du tout un emploi, tant elle est découragée et dégoûtée. Un des moyens pour y parvenir a été de mettre en place suffisamment d'emplois précaires, qui ont commencé à créer la nouvelle catégorie des travailleurs pauvres, qui ont une forme dégradée d'emploi mais sont incapables par exemple de pouvoir se loger.

En France aussi, il existe une partie de la population qui ne cherche même plus de travail, parmi les femmes de milieux populaires. Elles ne trouvaient de toute manière que des temps partiels contraints, elles ont cessé de renouveler leurs efforts à la recherche d'un nouvel emploi, notamment après un arrêt dû à une maternité, tant les choses sont devenues pour elles compliquées et dégradées.

Tout le monde dénonce, ou prétend dénoncer, le chômage, l'inégalité qu'il représente par rapport à l'emploi. En réalité, derrière ce discours soi-disant commun, il y a toutes les attitudes et tous les calculs possibles. Le plus souvent, il s'agit tout simplement de se placer du côté de l'opinion populaire. On ne croit guère à ce qu'on dit, mais on le dit, pour gagner des voix aux élections, ou ne pas en perdre. Mais certains ont aussi en tête de procéder comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne : créer un nombre conséquent d'emplois précaires. L'avantage est qu'on obtient une baisse du chiffre du chômage et en même temps des taux de profit qui augmentent avec une exploitation à la fois plus vaste dans la population et plus forte sur chacun.

On n'entend personne dire cette évidence : il y a de moins en moins de travail à faire, en tout cas pour les choses réellement utiles. Et la seule solution logique serait de partager le travail entre tous ceux qui veulent travailler. C'est qu'il faudrait pour cela s'opposer au patronat, l'obliger à embaucher, ce qui est un début d'atteinte à sa propriété privée sur les entreprises. On assiste donc à une foire d'empoigne régulière entre les divers partis, chacun y allant de sa soi-disant solution pour résorber le chômage, en prétendant donner du travail alors que celui-ci régresse.

En fait, pour le système inégalitaire, le chômage est une bonne affaire. Son existence est un très bon moyen pour faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail. Ce qu'il veut, ce n'est pas que le chômage s'efface, c'est juste éviter que son importance provoque une réaction violente ou dangereuse pour lui, ne serait-ce qu'en faisant apparaître une idée comme la nôtre : le partage du travail entre tous, le droit à la paresse, l'atteinte à la sacro-sainte propriété privée.

Alors, la stratégie a été d'obscurcir le problème, de créer des écrans de fumée, de lever des doutes sur les raisons et la réalité même du chômage. Tout d'abord, on a commencé par accuser le chômeur. S'il ne travaille pas, c'est de sa faute, c'est qu'il ne veut pas travailler, ou qu'il ne cherche pas du travail, ou même qu'il veut profiter du système qui indemnise les chômeurs.

On nous a aussi sorti, régulièrement, cette idée selon laquelle il y a un nombre énorme de places offertes qui ne trouvent pas preneur. Pour Hollande, c'était 2 ou 300 000 postes, pour le Medef 400 000, pour Sarkozy 500 000. Mais en face, le nombre de chômeurs

(catégorie A), lui, est de 3 500 000. Même si on obligerait 500 000 personnes à prendre un travail de force, ce qui veut dire dans un emploi bien plus mal payé que ce qu'ils avaient pu connaître, ou loin de leur domicile, il y en aurait encore 3 millions sur le carreau.

Une autre idée a servi à obscurcir cette réalité du chômage : en allant dénicher ici ou là telle ou telle personne disposant d'un bon diplôme et qui se trouve pourtant au chômage. Ainsi, sans le dire, on fait naître l'idée que le chômage touche en fait un peu tout le monde, qu'il est en quelque sorte aussi naturel que la pluie et qu'il y a là une sorte de fatalité, à laquelle on ne peut pas grand-chose.

Sauf que, si tout le monde a plus ou moins peur du chômage, une grande partie de la population active est en réalité très bien protégée, tandis qu'une autre ne l'est pas ou très peu. Tous ceux qui ont soit un diplôme ou qui sont fonctionnaires, sont en pratique à l'abri du chômage, hormis de rares exceptions. Mais là aussi, on met en avant ces exceptions, histoire de faire en sorte que l'on n'y comprenne plus rien, que l'on se contente de voir les choses comme une fatalité. En tout cas, la partie protégée de la population, nous dit l'Observatoire des inégalités « *peut continuer à se projeter dans le temps, organiser ses congés, accéder au logement, sans difficultés majeures* » Mais « *ce n'est plus le cas d'une bonne partie de la France populaire* ».

Autre embrouille du même acabit que les diplômés au chômage, le chômage des jeunes. Tous les mois, ou tous les trimestres, on nous précise le chiffre du chômage des jeunes. Les jeunes souffrent du chômage : les jeunes ? quels jeunes ? Là aussi, la différence est considérable entre les uns et les autres. Certes, il est vrai qu'une partie des jeunes diplômés ne réussit pas à obtenir l'emploi auquel ils aspirent, ou même le statut social qui devrait aller avec. Mais leur situation de diplômés n'a rien à voir avec celle des jeunes sans diplômes. Pour ceux-là, il est très difficile de trouver un logement, de s'établir en couple, de construire un projet de vie.

Il y a donc, en fait, deux langages presque contradictoires, qui sont utilisés pour faire accepter le chômage : d'un côté, on le nie, on en fait un problème personnel, « *celui qui est au chômage est le premier responsable* », « *quand on veut vraiment trouver du travail on en trouve...* ». Et en même temps, d'un autre côté, on embrouille les choses pour présenter le chômage comme un mal qui peut toucher tout le monde, même les diplômés, un mal qui est donc presque... égalitaire. Ce qui n'est pas vrai du tout.

Le chômage, on l'a vu, touche bien plus et bien plus gravement les peu diplômés. Et c'est de plus en plus vrai : pour les ouvriers non qualifiés, le taux de chômage était de 9,4% en 1982, il est monté à 16,8 % en 1999, puis à 20,3% aujourd'hui (2015). À côté de cela, le taux de chômage des cadres supérieurs a certes lui aussi monté avec la crise, mais pour passer de 2,8 à 4% ; ce que le système, d'ailleurs, considère comme le « plein emploi ».

Il y a enfin une forte inégalité entre ceux qui ne font que connaître le chômage un moment, et ceux pour qui cela devient permanent. Pour les uns, c'est peut-être le fait d'un déménagement, ou d'un changement de monde professionnel. Même si on y perd financièrement pour quelques mois, la vie repart et l'on s'adapte. Pour les autres, c'est un problème grave qui s'enkyste : le niveau d'indemnisation est bien plus bas, les relations sociales vont s'étioler, et c'est l'état psychologique de la personne qui est atteint.

Ils sont 2,4 millions de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an, alors qu'ils étaient près de deux fois moins nombreux (1,3 million) au début des années 2000. Dans ce chiffre, la part des chômeurs de très longue durée, trois ans et plus, elle aussi s'est élevée : 35% en 2016, contre 28% en 2000.

• Le statut de l'emploi

Le statut du travailleur, on l'a déjà évoqué, peut être très différent selon les cas. Nous allons le voir, là encore, le diplôme joue un rôle considérable. La principale différence oppose bien entendu les CDI, contrats à durée indéterminée et les diverses formes d'emplois précaires.

Que disent les chiffres ? Eh bien, cela dépend de la façon de les présenter. C'est comme le verre à moitié plein ou à moitié vide. Si l'on veut montrer que cela va plutôt bien, on dira, par exemple, que les trois quarts des emplois salariés (22 861 000 en 2015, sur un total de 25 844 000 emplois en France) sont des contrats à durée indéterminée du privé ou des fonctionnaires dans le public.

Mais on peut aussi dire que 13 % du total des emplois existants sont des emplois précaires ; dans l'ordre décroissant 5,2% du chiffre total sont des CDD du privé, 2,3% des CDD du public, 2,2% des intérimaires, 1,4% sont des apprentis, 1,1% des stagiaires et des contrats aidés du privé, enfin 0,9% des stagiaires et des contrats aidés du public.

La précarité a augmenté en deux étapes : lors des années d'arrivée de la gauche au gouvernement de 1982 à 1989 (elle passe de 5,3 à 8%), puis entre 1993 et 2000 (de 8 à 11,9%). Avec la crise de 2008, elle a connu une nouvelle progression. Au total, le taux d'emploi précaire est ainsi passé en vingt années, entre 1983 et 2014, de 5% à 34% pour les non-diplômés, et de 6 à 10% pour les diplômés de l'enseignement supérieur.

L'Observatoire des inégalités fait cette différence très nette pour ce qui concerne les jeunes : « *Il n'existe pas "une" jeunesse mais "des" jeunesses en matière de statut d'emploi* ». Les emplois temporaires « *occupés par des diplômés n'ont souvent rien à voir en termes de rémunération et de conditions d'emploi avec ceux des non-diplômés* ». « *Une partie minoritaire des diplômés de filières généralistes de l'université connaît des difficultés d'insertion professionnelle, mais elles sont sans rapport avec celles que rencontrent ceux qui n'ont aucun titre scolaire* ». Selon l'Observatoire, « *la précarisation des statuts ne se généralise pas.* » Mais « *le marché du travail se fissure en deux univers opposés : des instables qui passent de CDD en intérim (surtout des jeunes peu qualifiés) et des salariés qui occupent des emplois stables (fonctionnaires, salariés qualifiés)* ».

Autrement dit, alors que dans le passé, la précarité était un état transitoire, elle devient maintenant un monde bien séparé et qui dure assez longtemps pour certains. « *La situation des jeunes peu diplômés s'améliore à l'âge adulte : ils finissent le plus souvent par trouver un contrat à durée indéterminée* ». Mais il faut en moyenne onze années pour que la part de précaires chez ces jeunes passe de 34% à 10%. « *Alors que les diplômés, de leur côté, profitent pleinement de leur vie de jeunes adultes* ».

« *La précarité de l'emploi, ajoute l'Observatoire des inégalités, ne concerne pas, loin s'en faut, tout le marché du travail. Elle porte sur une partie de la population souvent jeune et peu qualifiée qui "tourne" sur des postes en intérim ou en contrat à durée déterminée et*

assure la flexibilité de la flexibilité de la production de l'industrie (souvent des jeunes hommes), comme des services (souvent des jeunes femmes). »

Arrêtons-nous un instant sur ce point qui fait de la précarité un monde bien précis, bien circonscrit : les jeunes les moins diplômés. Ce n'est absolument pas l'impression générale qui est diffusée par les médias, leurs chiffres, leurs reportages, leurs commentaires. On dirait, à les entendre, que la précarité s'est généralisée, que la situation est devenue incertaine partout. C'est faux. On nous en dit plus et plus gravement que la situation réelle.

On a donc ici exagéré une inégalité, celle de la précarité, pour mieux la faire supporter. Donner l'impression que c'est un phénomène général met une forme d'« *égalité* », puisque tout le monde serait sous le coup de cette menace. En devenant prétendument universelle, la précarité semble être un phénomène quasi naturel, auquel on ne peut donc rien, une sorte de changement climatique dans le monde de l'emploi.

Un petit calcul pour finir sur l'emploi : si l'on ajoute et les chiffres du chômage (3,5 millions en 2017), ceux des précaires (3,4 millions en 2015), avec aussi ceux que nous avons vus « *découragés* » (1,4 million), on en arrive à plus de 8 millions de personnes, un quart des actifs au sens large (en comptant ceux qui veulent travailler mais ne sont pas pris en compte par l'Insee). Huit millions de personnes mal employées par le capitalisme.

Pour l'Observatoire, ce « *mal-emploi* » ne frappe pas au hasard : ce sont des jeunes qui n'ont pas réussi à obtenir un titre scolaire, ce sont des femmes qui ont voulu s'arrêter temporairement pour pouvoir élever leurs enfants et qui ne parviennent plus à reprendre pied dans l'emploi, et ce sont de plus âgés qui baissent les bras : des populations inorganisées donc, et que personne ne défend. Et il faudrait ajouter 1,7 millions de salariés, dans leur immense majorité des femmes, qui n'ont qu'un temps partiel alors qu'elles souhaiteraient travailler plus. Enfin, l'on n'a pas les chiffres de ceux qui sont à leur compte, sans contrat durable, des personnes souvent peu qualifiées, dans une précarité encore plus grande, qui enchaînent les heures de travail pour très peu de rémunération.

•Les conditions de travail

L'inégalité des conditions de travail, elle, est à peu près totalement occultée. Là, la stratégie consiste tout simplement à ne pas parler du quotidien le plus souvent vécu par des millions de travailleurs. On le remplace par des sujets totalement annexes, qui concernent des petites minorités, comme l'ubérisation du travail, ou bien on mène des débats fumeux et abstraits, comme celui sur la fin du travail. Le quotidien de millions de travailleurs, c'est plutôt le travail à la chaîne, les manipulations de produits dangereux, le bruit assourdissant, le travail de nuit, le travail du dimanche, etc. Et ce sont ceux qui travaillent ainsi le plus dur qui sont le plus mal rémunérés.

Mais quelle est la réalité de la situation ? L'avis de l'Observatoire des inégalités est que, de manière générale, les salariés sont nettement mieux protégés des risques que dans les années 1950. On utilise plus de protections, on filtre mieux les poussières. Mais ce progrès n'est pas linéaire ; il y a des reculs, et « *l'environnement de travail s'est plutôt détérioré entre 2005 et 2013, qu'il s'agisse des produits dangereux, des risques d'infection ou du bruit* ». La crise de 2008 n'y est sans doute pas pour rien. La part des ouvriers qui doivent subir ce genre de choses dans leur environnement au travail a monté de 2%, alors qu'elle a baissé de 2% pour les cadres.

Surtout, c'est le travail lui-même qui s'est alourdi. Les statistiques répertorient par exemple les salariés concernés par des contraintes liées au rythme de travail ; on compte ici des personnes qui subissent au moins 3 contraintes parmi les suivantes : déplacement automatique d'un produit, cadence automatique d'une machine, dépendance immédiate vis-à-vis de collègues, normes de production à effectuer dans la journée, surveillance permanente exercée par la hiérarchie, et contrôle informatisé. La part des salariés concernés par au moins trois de ces critères à la fois était de 31,6% en 2005 ; elle a monté à 35,2% en 2013, chiffres du ministère du Travail.

« Pour l'essentiel, nous dit l'Observatoire, il s'agit d'ouvriers qualifiés (54%) qui voient leurs gestes au quotidien commandés par un rythme de travail imposé par une machine ou par la surveillance de la hiérarchie ». Ces contraintes existent pour d'autres catégories, mais dans une proportion un peu moindre : 34,8% pour les professions intermédiaires, et même 31,6% pour les employés administratifs. Ceux qui ont subi la plus forte hausse (entre 2005 et 2013) sont les employés de commerces et de services : +8%, au lieu de +3,6% en moyenne générale.

Les cadences ont été étendues de la chaîne ouvrière aux caissières, aux téléopérateurs, même si leur travail est moins usant. Quant aux situations de tension, avec le public ou avec la hiérarchie, on les trouve maintenant dans toutes les catégories.

Outre le rythme de travail, un autre critère suivi est la pénibilité physique. Là également, sont comptés ceux qui subissent au moins trois contraintes parmi les suivantes : rester longtemps debout, ou dans une posture pénible, effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents, devoir porter ou déplacer des charges lourdes, subir des secousses ou des vibrations. Cette pénibilité (trois de ces facteurs à la fois donc) touche 34,3% de l'ensemble des salariés, 64,6% des ouvriers non qualifiés, 7,9% des cadres. Ajoutons à cela que près des deux tiers des ouvriers travaillent avec un fond sonore considérable.

Si l'on regarde l'évolution sur le long terme, on constate une dégradation générale des conditions de travail, depuis le milieu des années 1980. Mais ces chiffres proviennent de ce que déclarent les gens eux-mêmes, et il y a donc une part de ressenti. Ainsi, une augmentation des comportements méprisants indique peut-être aussi que les gens y deviennent plus sensibles. Une chose est sûre, les aggravations concernent surtout les catégories les moins qualifiées.

Les mauvaises conditions de travail sont à l'origine des maladies professionnelles. Les trois quarts de ces maladies concernent des ouvriers, 23% des employés ; seulement 2% des cadres supérieurs et des professions intermédiaires ont déclaré une maladie liée au travail. D'après l'Observatoire, « les secteurs les plus exposés sont l'industrie de la viande, de l'habillement, des équipements du foyer, la blanchisserie, les activités d'hypermarchés et de supermarchés, l'aide à domicile et la construction », tous secteurs qui emploient une forte proportion de non qualifiés.

La maladie la plus répandue, à 86%, ce sont les TMS, troubles musculo-squelettiques. L'amiante représente 8%, les surdités 2%, les maladies de peau 1%. 70% des cas de TMS touchent des ouvriers, et plus particulièrement les ouvrières (industrie de la viande, du cuir, de l'habillement). Et encore, de plus en plus de cas ne sont pas ou ne sont plus déclarés.

Le résultat ultime de mauvaises conditions de travail, c'est l'accident. Les accidents du travail touchent principalement les ouvriers : 62,6% des ouvriers en sont victimes, alors qu'ils ne représentent que 23% des salariés (ministère du Travail 2012). Les ouvriers sont aussi les plus touchés du point de vue de la fréquence des accidents : 17 fois plus que chez les cadres (42,9 accidents pour un million d'heures travaillées, contre 2,5). Les séquelles de ces accidents sont bien plus graves pour les ouvriers que pour les autres catégories socioprofessionnelles. Cela va d'une usure du corps qui aura de plus graves effets avec l'âge, à un handicap qui peut être permanent. Les deux tiers des accidents mortels concernent les ouvriers.

Nous l'avons dit, à peu près rien de tout ceci ne transparaît dans les médias. On nous parle de burn out, de suicides au travail, qui ne concernent que des catégories plutôt privilégiées dans le monde du travail, jamais des accidents du travail mortels : le chiffre est tout de même de 545 décès au travail en France pour 2015. Une fois tous les 36 du mois, une émission comme Cash Investigation programmée par Élise Lucet sur France 2 en 2017 va créer un scandale sur telle pratique particulière, telle entreprise particulière. On dénonce donc ce que l'on présente comme un abus insupportable mais rare, jamais on n'ose aborder la situation générale.

En conclusion, nous reprendrons ici cette observation de l'Observatoire des inégalités, qui écrit qu'il y a un important « *décalage entre la vision idéalisée du monde du travail dans laquelle vit toute une partie de la population très protégée et l'univers professionnel des classes populaires à son service* ».

• Le respect de la personne

Une inégalité, au travail - c'est-à-dire dans l'essentiel de la vie sociale -, n'est ni chiffrée, ni examinée, ni étudiée ; elle n'est même pas mentionnée. C'est le respect et la considération de la personne.

Le monde du travail, plus que tout autre, est totalement hiérarchisé, et il tient absolument à conserver cette construction inégalitaire. Derrière cette hiérarchie, qui semble une manière d'ordonner les choses, de les organiser, de chercher l'efficacité, se cache une inégalité suprême, celle de la considération. La considération ou son absence, on ne la dit pas, mais elle existe ou elle n'existe pas. Les uns sont reconnus, on parle d'eux, on leur donne des responsabilités, une certaine liberté pour décider. Mais à d'autres, souvent plus nombreux, aucune liberté n'est laissée, ils ne décident de rien du tout, ils doivent obéir à des ordres, à des machines, un point c'est tout. Eux n'existent pas. Ils sont parfois ouvertement traités comme de la merde.

La télévision, quand elle fait un reportage sur des ouvriers, c'est bien souvent pour nous renvoyer cette image-là : des ouvriers qui ont cru pouvoir être considérés après une vie passée à l'usine, et qui sont, du jour au lendemain traités comme de la merde. Ceux-là découvrent qu'en fait, ils l'ont toujours été. Si on leur a donné une autre impression auparavant, ce n'était que pour mieux les exploiter, leur faire suer la fameuse plus-value.

Ce n'est pas hasard si c'est justement dans un moment où l'ouvrier s'arrête d'être ouvrier, où l'employé s'arrête d'être employé, lorsque le travailleur exploité s'arrête de produire cette plus-value, qu'il se découvre alors exister. C'est aussi lorsqu'il s'arrête de travailler en acceptant l'exploitation qui va avec que l'ouvrier, tout à coup, doit être pris en considération par le patron. Souvent ignoré jusque-là, il se met alors à exister et le patron ou

son représentant est obligé de le prendre en considération, de négocier, de parler à égalité avec lui ou avec ses représentants. En débrayage, en grève, en même temps qu'il devient quelqu'un, le travailleur découvre les autres, ses frères de travail, qu'il ne voyait souvent qu'en concurrents pendant le travail.

Enfin, et c'est pour nous, profondément socialistes, un point des plus important : entre un ouvrier à la chaîne qui doit obéir au rythme de la machine, et quelqu'un dont le travail est de faire de la recherche dans un domaine qui le passionne, on a toute la différence entre un travail qu'on peut appeler travail contraint, qui abîme et abaisse la personnalité, l'appauvrit, et un travail qu'on peut appeler travail libre, épanouissant, enrichissant. Notre idéal de société sera une société qui met en voie d'extinction le travail contraint, qui le partage entre le maximum de gens pour le rendre de plus en plus minime à supporter par chacun, et qui le remplace par du travail libre.

La santé, un marqueur des inégalités

Les inégalités que l'on observe dans le domaine de la santé sont peut-être les plus intéressantes, pour ceux qui comme nous veulent réellement lutter pour une autre société. C'est que, dans ce domaine, le système a bien plus de mal à trouver des justifications qui aient une chance d'être facilement acceptées.

Selon un rapport établi en 2017 par la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), qui s'intitule « *L'État de santé de la population en France* », les inégalités sont plutôt criantes, donc inquiétantes. L'espérance de vie (en 2015) d'un cadre à 35 ans est supérieure de 6 ans et 5 mois à celle d'un ouvrier (période 2009-2013). Cet écart, important, est encore plus grand selon le diplôme : 7 ans et demie selon que l'on a un diplôme de l'enseignement supérieur ou aucun diplôme. Enfin, ces écarts sont en légère augmentation.

« *Les classes les plus favorisées économiquement et/ou les plus diplômées bénéficient d'un meilleur état de santé, d'une capacité d'appropriation des messages de prévention plus adéquate et d'un accès au système de santé, notamment de recours aux soins plus adapté* », indique le rapport. L'activité physique, le sommeil, l'alimentation, les conditions de vie, les conditions de travail, les accès aux services en santé... de nombreux facteurs influent sur l'état de santé global. Sauf que pour chacun de ces déterminants, l'inégalité joue et s'ajoute, aboutissant à cet écart quand même choquant, 7 années et demi de vie en plus ou en moins.

Une autre étude de 2017, réalisée par le Bureau épidémiologique hebdomadaire, avait par exemple expliqué que près de 15 000 cas de cancers pourraient être évités « *chaque année par l'amélioration des conditions de vie et la promotion de la santé des populations les plus défavorisées* ». Le « gradient social de santé », chiffre qui mesure le rapport entre niveau social et état de santé, est aussi très net pour les maladies cardio-vasculaires, les maladies pulmonaires, le diabète... De même, la proportion d'enfants de grande section de maternelle souffrant d'obésité atteint 5,8 % chez les ouvriers au lieu de 1,3 % chez les cadres. Ou encore : les femmes dont le revenu du ménage est inférieur à 1 000 euros mensuels sont 27,8 % à consommer au moins une cigarette par jour au troisième trimestre de grossesse, tandis que celles qui disposent d'un revenu supérieur à 4 000 euros sont 6,8 % à en consommer.

L'ensemble des inégalités marque physiquement notre corps. Cet aspect est l'un de ceux qui sont le plus sensibles pour tout être humain. Et le système, là, n'a pas grande chose à répondre. Tout ce qu'il fait, c'est d'afficher son intention de faire mieux, du moins en France.

Mais l'inégalité que l'on observe sur la santé, sur la durée de vie, n'est que le résultat de toutes les autres inégalités et injustices sociales. Et le seul ministère de la santé n'y peut donc pratiquement rien.

Dans la pratique, que fait ce pouvoir ? Il reconnaît qu'il y a un problème, car c'est une façon de calmer les choses qui peut marcher pendant un certain temps. Mais il ne peut pas s'empêcher de les embrouiller quand même, dans une certaine mesure. Ainsi, aux études selon les catégories sociales, telles que nous en avons donné certaines conclusions, il essaie d'ajouter, de mélanger dans les esprits, des études selon la région : on apprend ainsi que la région Grand-Est est celle où la consommation de tabac est la plus forte ; ou que les Hauts de France, la Bretagne, la Normandie et la Réunion sont les plus touchées par les maladies liées à l'alcool.

Mais que certaines régions soient plus mal loties que d'autres sur la santé, sur le logement ou sur quoi que ce soit, ce n'est jamais que le reflet de l'inégalité sociale qui fonde cette différence. Les explications vraiment locales, dues aux habitudes régionales par exemple, comptent assez peu en réalité.

Comment on nous fait avaler la reproduction des inégalités

Des chiffres, des mots et des réalités

Après avoir examiné, sur quelques exemples, le travail, l'école, comment le système tente de rendre supportables les inégalités, nous allons réfléchir ici sur des aspects plus généraux. Car pour lutter contre ces inégalités, bien qu'elles soient omniprésentes, et peut-être parce qu'elles sont omniprésentes, il nous faut sans cesse réfléchir et encore réfléchir.

Revenons sur notre description des inégalités de revenus et de patrimoine. Nous avons trouvé, on l'a dit, un écart moyen de 3,5 fois qui semble plus ou moins acceptable pour ce qui est du revenu, mais qui devient de cent fois en s'accumulant dans le patrimoine au bout d'une vie.

Dans notre discussion, nous nous sommes contentés de comparer des chiffres, comme si 8000 pour le cadre, c'est juste 4 fois les 2000 de l'ouvrier. Mais la réalité de la vie est-elle celle-là ?

Lorsqu'on a un revenu de 2200, - ce qui, rappelons-le, est la moyenne en 2015 pour un ouvrier non qualifié en fin de carrière - on peut dire que la totalité ou pratiquement de ce revenu, part en des choses à peu près indispensables, élémentaires, nécessaires, à l'époque en question : un logement à peu près décent, une nourriture juste correcte, des moyens de transport pour rejoindre le lieu de travail, des moyens de communication, et quelques moments de loisirs. On n'ira guère au-delà : sans doute pas ou très exceptionnellement de la nourriture de luxe, sûrement pas un logement à la fois très spacieux, très bien situé, très fonctionnel ; encore moins de résidence secondaire ; et probablement pas de piscine, de

bateau de plaisance, de voiture de luxe, de vacances onéreuses ; pas non plus de pratiques culturelles multiples, théâtre, concert, opéra, musée.

Derrière des chiffres qui semblent comparables, il n'y a pas seulement une différence de quantité (quatre fois plus), il y a d'abord et avant tout une différence de qualité : il y a toute une manière de vivre pour le cadre qui est normale pour lui mais qui est tout simplement impossible pour l'ouvrier. Celui qui ne dispose que de 2200 est obligé de compter en permanence, de faire attention à ses dépenses, car le moindre écart sur un domaine risque de provoquer un manque dans un autre domaine, alors que cet autre domaine lui est tout aussi indispensable, puisque tout lui est indispensable.

Tout au contraire, il est probable que celui qui touche 7900 – moyenne pour un cadre supérieur en fin de carrière - ne fasse aucun compte sur la part de ses dépenses consacrées à l'essentiel. Car peu lui importe s'il y a des dépassements, cela ne joue en rien sur ses comptes. Cela ne joue que sur des choses inessentiels, des dépenses de luxe, de l'épargne ou du surplus qu'il peut aisément restreindre un moment.

Cette utilisation des chiffres pour recouvrir au fond des choses profondément différentes, se double d'une utilisation du langage, des mots, qui rajoute à la confusion. « *On ne s'en sort plus, nos revenus sont trop justes, il y a trop d'impôts, nous sommes rackettés, etc.* » : toutes les couches sociales petites bourgeoises ont appris à crier haut et fort en usant d'un langage d'apparence populaire. Elles revendiquent le droit à disposer d'une piscine, de trois voitures confortables, là où d'autres ne s'en sortent pas pour payer un unique véhicule de transport indispensable pour aller au travail. Mais les mots, le ton indigné, se ressemblent. Crier d'avance avant d'avoir mal, et pour ne pas avoir mal, est devenu un véritable métier dans de nombreuses professions.

Il est donc important d'analyser un peu les diverses situations auxquelles l'on a affaire, et de bien voir que l'un est constamment exposé, toujours à la limite de manquer un peu, alors que l'autre est à l'abri de toute exposition. Cette inégalité est primordiale, et nous sommes, nous autres socialistes, communistes, pour que tout le monde puisse vivre en étant mis à l'abri de cette crainte permanente de manquer sur l'essentiel. Cette inégalité n'apparaît pas dans les seuls chiffres. Elle est effacée par ces chiffres qui ne disent qu'une chose : l'un a quatre fois plus que l'autre. A nous donc de la rappeler, de la souligner, systématiquement, avec des mots qui eux, peuvent avoir un contenu vivant.

N'oublions jamais, donc, que derrière une inégalité visible en quantité, risque de s'en cacher une autre qui soit de qualité ; et cette qualité, les uns l'auront plus ou moins, les autres ne l'ont pas du tout.

Une fois que l'on voit bien cette différence qualitative entre les deux situations, on est plus à même de voir le lien entre différence de revenu et différence de patrimoine. En supposant que nous avons affaire à un cadre qui n'hérite pas déjà d'un patrimoine précédent, s'il se met à vivre comme un ouvrier non qualifié, il dépenserait 2200, et pourrait ainsi mettre de côté 7900 moins 2200, soit 5700 par mois.

Soyons généreux, et puisqu'il a fait de longues études, et que, paraît-il cela justifie qu'il soit mieux payé, on va lui laisser 700 euros de plus. Il peut alors quand même mettre de côté 5 000 euros mensuels, soit 60 000 par an. En trente-cinq ans de travail, cela nous amène

à la petite somme de 35 fois 60 000, ce qui nous donne 2 100 000 euros qu'il peut mettre de côté.

Voilà l'écart d'où sort, par magie, le fameux patrimoine. Si notre cadre n'a finalement que 400 000 de patrimoine, puisque c'est ce que nous disent les chiffres officiels, c'est qu'il ne s'est pas contenté des 2900 euros que je lui ai généreusement laissés, c'est qu'il a utilisé pendant ces trente-cinq années quelque chose comme 1 700 000 euros. A quoi faire ? à aller au restaurant, à organiser des réceptions, à ses vacances, à sa culture ? Lui va nous dire qu'il a un train de vie à assurer : les traites de la maison, les deux ou trois voitures de la famille, la piscine, les voyages au bout du monde... toutes choses qu'un travailleur précaire n'imagine même pas, et ne peut donc pas comprendre !

Le véritable intérêt de cette discussion, c'est que l'on peut montrer qu'un écart, qui semble minime, presque normal aux yeux de la société, de 3 fois et demi, cache, au bout du compte, des montants finalement considérables, un patrimoine de 400 000 en face d'un autre quasi inexistant (4000), et en plus un train de vie qui aura bouffé des euros pour un million ou deux.

La présentation qui nous est faite partout et toujours, en séparant systématiquement revenu et patrimoine, permet de casser le lien de cause à effet de l'inégalité de l'un sur l'inégalité de l'autre.

D'une manière plus générale, une inégalité dans un domaine, quel qu'il soit, aura un impact sur d'autres domaines. Cela est vrai en bien comme en mal. Habiter dans logement malsain va impacter sur la santé de ceux qui y vivent, devenir obèse va créer une difficulté supplémentaire pour trouver du travail, subir de mauvaises conditions de travail va impacter la durée de vie, et ainsi de suite.

La société capitaliste et ses intellectuels découpent les inégalités en petites tranches pour mieux nous les faire avaler. Mais la réalité est qu'elles ont tendance à s'accumuler les unes avec les autres.

À partir du moment où l'on fait ces liens d'un domaine à l'autre, on réalise à quel point tout est lié, et on n'est pas loin de se rendre compte que nous avons affaire à un système total entièrement fondé sur l'inégalité ; on n'est peut-être pas loin ensuite de devoir en conclure que pour changer un domaine, il faut les changer tous.

Un exemple de population qui cumule les inégalités, les immigrés

Les inégalités, bien souvent donc, se cumulent. Et si on nous en parle toujours de manière séparée, c'est d'abord pour que nous ne les voyions pas trop, sur ceux et celles qui les subissent le plus : les femmes, surtout isolées, les immigrés, les jeunes non qualifiés. On n'hésite pas d'ailleurs du coup à nous inonder de chiffres, car cela devient ici un moyen de camoufler un peu une pauvre réalité.

Rarissimes sont les études qui essaient de savoir quelles sont les populations qui cumulent lourdement les inégalités. Une population, cependant, est de toute évidence dans cette situation de manière particulièrement prononcée, ce sont les immigrés.

Rappelons tout d'abord qu'on appelle immigré toute personne vivant en France, qui est née étrangère (non française) hors de France, et qui peut être ou pas aujourd'hui de nationalité française. Pour ce qui est du revenu, une personne qui vit au sein d'un ménage immigré a un niveau de vie mensuel moyen (ce qui est le total de tous les revenus, des prestations sociales, retiré des impôts directs) de 1349 €, contre 2012 € pour les personnes vivant dans un ménage non immigré : un tiers de moins.

Selon l'Observatoire des inégalités, cela provient de plusieurs facteurs : des familles plus nombreuses, des revenus plus faibles (une ancienneté moindre, des emplois plus souvent précaires, moins qualifiés, des discriminations à l'embauche, un niveau de diplôme souvent très inférieur, enfin l'interdiction d'emploi dans 5,4 millions de postes de la fonction publique pour ceux qui ne sont ni français ni européens).

Comme toujours, ces chiffres, déjà inégaux, cachent d'autres inégalités : si la moyenne du niveau de vie mensuel de l'immigré est de 1349 euros (après impôts et prestations sociales), il descend à 1183 euros pour ceux originaires d'Afrique, et s'élève à 1695 euros pour ceux provenant d'un pays européen.

La pauvreté frappe lourdement les immigrés. On ne dispose sur ce point que des chiffres basés sur un seuil de pauvreté calculé à 60% du revenu médian (le revenu médian est celui sépare autant de personnes au-dessus qu'en dessous ; on prend ensuite 60% de ce chiffre, et on obtient ce que l'on appelle seuil de pauvreté). « *Sur cette base, 38,1% des personnes qui vivent dans un ménage immigré étaient pauvres en 2012, contre 13,9% pour l'ensemble de la population* ». Dit autrement, un quart de la population pauvre en France sont des immigrés, soit 2,2 millions de personnes.

Vu sous l'angle du chômage, le taux de chômage pour les immigrés est de 17,2%, le double de lui des Français nés en France (9,1% en 2014). Là encore, on s'aperçoit en creusant un petit peu qu'il y a de fortes inégalités de situation selon le pays d'origine : Le chiffre moyen, de 17,2% de chômage pour l'ensemble des immigrés, descend à 9,3% pour ceux ressortissant de l'Union européenne, et grimpe à 20,7% pour les autres.

Autre chiffre : on nous dit que 6,1% de Français nés de parents français titulaires d'un bac sont au chômage ; mais pour les immigrés hors Union européenne dont les parents ont le bac, ce n'est pas 6%, c'est 18% qui sont au chômage. Et c'est à peu près la même chose si on compare cette fois au niveau licence (respectivement 4,7% et 14,8% - 2011). Pour l'Observatoire des inégalités : « *les immigrés, très majoritairement de milieux populaires, ne disposent pas des mêmes réseaux de relations que les Français nés en France : rien de tel pour obtenir un poste que de connaître des personnes qui sont dans le même type d'univers professionnel* ».

Les immigrés sont également plus mal logés : « *ils sont 26,1% à vivre dans un logement surpeuplé, près de quatre fois plus que les ménages non immigrés (7% - 2013)* ». Et l'écart est pire encore si l'on regarde la part de ceux qui sont propriétaires (5% au lieu de 57 à 62% au niveau national). Ceux qui sont locataires du parc social sont 16,8% au lieu de 7% au niveau national.

La situation des immigrés est si fortement inégale qu'elle se voit : sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics, dans les marchés populaires, dans le métro aux heures les plus tôt. Pendant longtemps, lors des fameuses Trente glorieuses, la société, dans son

ensemble, n'y prêtait aucune intention. Puis Mai 68 est passé par là et a aussi mis à l'honneur les immigrés. « *Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat* », scandaient les manifestants, « *Travailleurs français, immigrés, Unis* », proclame l'une des affiches de l'Atelier des beaux-Arts. De nombreux militants ont soutenu, popularisé, des luttes menées par des travailleurs immigrés.

Mais la société, ses penseurs, ses intellectuels, ses journalistes, ses dirigeants politiques, ont repris leur travail de sape, et, depuis des décennies, systématiquement, ils accolent le mot « problème » chaque fois qu'ils utilisent le mot « immigré ». Si l'immigré est un problème, il devient alors normal, acceptable qu'il vive dans des conditions nettement inférieures. Et il vit effectivement dans des conditions nettement inférieures, sur tous les plans. Seul un événement comme la Commune de Paris en 1871 a fait le choix de l'égalité pour les immigrés, en les considérant comme des citoyens à part entière, avec droit de vote, doit d'être élu et responsable, et en leur donnant effectivement des responsabilités importantes.

Comment procède le système pour justifier la situation faite aux immigrés ? Le système ne s'est pas embarrassé et il use de mensonges et d'arguments contradictoires. En même temps qu'il laisse entendre que l'immigré est un problème pour le pays, et qu'il est donc normal qu'il vive dans une condition de sous-citoyens (pas de droit de vote), il laisse dire par certaines voix qu'il est aussi est un profiteur. Et une partie des électeurs populaires de monsieur ou madame Le Pen, de droite, voire de gauche, clament à leur tour qu'ils en ont assez de voir l'immigré leur prendre ce à quoi, eux, devraient avoir droit.

Un dernier constat : les enfants ou les petits enfants des immigrés maghrébins ne connaissent plus du tout le sort peu enviable des ouvriers algériens ou marocains arrivés en France dans les années 1950 ou 1960. La société française a réussi à les « intégrer » à peu près, c'est-à-dire à donner une place égale à peu près celle des autres couches populaires. Sauf que si elle élève un peu dans son échelle sociale et son mode vie cette population, la crise et les contradictions du capitalisme ont fait que d'un autre côté, elle a abaissé ou à tout le moins fait stagner les conditions et le niveau de vie de la population plus anciennement française.

Ce double mouvement explique en partie la haine vivace des petites gens qui se sentent d'« origine française », lorsqu'elle se manifeste. Pour eux, ce sont toujours des immigrés, cela se voit à leur visage, leur langue, leur religion. Alors que le capitalisme, lui, les considère comme Français, puisqu'ils sont nés Français en France. Et le capitalisme s'alimente de nouvelles couches d'immigrés, plus récentes, régulièrement éjectées de leur monde d'origine, souvent depuis les anciennes colonies, par le monde occidental qui y mène la guerre économique ou la guerre tout court.

Femmes de milieux populaires et poids des inégalités

Ce que nous venons de voir pour ce qui est de la population immigrée, nous pouvons le voir sous une autre forme en ce qui concerne les femmes de milieux populaires. C'est sans aucun doute l'une des populations qui subit le plus lourdement, là encore, le poids des inégalités de toutes sortes.

Mais si les chiffres étaient déjà peu nombreux pour ce qui est des immigrés, ils deviennent encore plus difficiles à décèler si l'on veut distinguer non pas les femmes en

général, mais les femmes de milieux populaires. D'une certaine manière, notre vécu au quotidien, à condition bien entendu d'en être suffisamment proche, est un bon indicateur pour détecter où sont les plus fortes inégalités.

Le salaire mensuel net moyen des femmes est à 1962 euros, 448 euros de moins que celui des hommes (qui est de 2410 euros en 2014), près de 19% de moins.

Ouvrons ici une petite parenthèse de calcul : nous avons trouvé 19% de moins si nous cherchons combien les femmes perdent par rapport au salaire des hommes (448 divisé par 2410). Mais si je calcule combien les hommes touchent de plus que les femmes, je trouve... 23% (448 divisé par 1962). Il y a donc, avec les pourcentages, deux manières de présenter la même chose. Et chacun saura donc utiliser le chiffre qui l'arrange le mieux.

Passons sur la finesse du calcul des pourcentages. Les femmes qui touchent de hautes rémunérations sont bien moins nombreuses que les hommes. Les femmes cadres supérieures sont en moyenne à 3524 €, contre 4407 € pour les hommes, près de 900 euros de moins. On a donc une inégalité sexiste jusqu'en haut de l'échelle sociale.

Mais on a en une autre, qui nous concerne, nous l'avons vu plus haut, car elle touche à ce qui est essentiel, au bas de l'échelle sociale : « *Le salaire minimum, nous dit l'Observatoire des inégalités, a aussi un genre. 13% des femmes sont rémunérées au Smic, contre 6% des hommes alors que les premières sont plus souvent diplômées, notamment les plus jeunes. Plus souvent employées en temps partiel subi, les femmes sont donc aussi plus fréquemment tout en bas de la hiérarchie salariale* ».

Si l'on totalise les temps complets et les temps partiels, les salaires féminins valent en moyenne 74,3% des salaires masculins. Dit d'une autre manière, ça signifie que les femmes touchent 25,7% de moins que les hommes, ou bien, selon la présentation du calcul, que les hommes touchent 34,6% de plus que les femmes.

On devine plutôt que l'on voit la présence des femmes modestes dans les statistiques, d'abord derrière le terme de « *familles monoparentales* ». Il faut le savoir, les familles monoparentales, cela signifie dans l'énorme majorité des cas une femme seule sans un homme, mais avec un ou des enfants mineurs : c'est le cas de 85% des familles monoparentales. Alors que seulement 15% de ces familles sont tenues par le père.

On compte actuellement quelque chose comme 1,8 millions de ces familles, ce qui signifie un million et demi de femmes dans cette situation. Ce chiffre a doublé depuis le début des années 1990.

Dans un tableau sur la pauvreté selon le type de ménage, le chiffre saute aux yeux, car il dépasse nettement tous les autres : « *Parmi la population pauvre, 23,9% de personnes vivent au sein d'une famille monoparentale* ». Ou encore : « *19,9% des familles monoparentales sont pauvres* ».

A l'école, les filles sont meilleures élèves que les garçons. C'est vrai quel que soit le niveau, au CE1 comme en fin de troisième. Pendant longtemps, c'était vrai seulement en français ; depuis une période récente, c'est également le cas en mathématiques. Elles sont maintenant presque aussi nombreuses que les garçons en terminale scientifique. Les

explications ? les filles lisent davantage que les garçons, fixés sur leurs jeux vidéo ; elles se montrent plus « scolaires » qu'eux.

Mais leur supériorité dans les résultats scolaires ne les empêche pas d'être en minorité dans les écoles d'ingénieurs (28% en 2015/6). Elles ne sont à égalité que dans les écoles de commerce.

Surtout, l'inégalité avec les hommes reste lourde dans le monde du travail. Dans les années 1990, le taux de chômage des femmes était 1,7 fois plus grand que celui des hommes. Puis les chiffres se sont rapprochés et il n'y a plus guère de différence depuis la fin des années 2000. Le taux de chômage est même de temps à autre un peu plus grand pour les hommes, plus touchés par le recul de l'emploi industriel. Mais, explique l'Observatoire des inégalités, *« les données officielles oublient toutes ces femmes, très souvent de milieu populaire, qui n'osent même plus se porter sur le marché du travail, notamment après une maternité, tant les conditions se sont dégradées. Il ne faut pas oublier que le temps partiel contraint reste massivement féminin. Enfin, si on trouve de plus en plus de femmes cadres – quoique le mouvement semble en panne ces dernières années -, celles-ci occupent aussi une place croissante parmi les salariés les moins qualifiés du fait du développement d'emplois de services. Les exécutants d'aujourd'hui sont plus souvent des femmes et on peut se demander si la faible considération portée à leurs revendications n'est pas, au moins pour partie, liée au genre. »*

Parmi ceux qui subissent un temps partiel subi, et qui voudraient travailler davantage, il faut compter 1,7 million de salariés, et l'immense majorité sont des femmes. Parmi les catégories qui ont vu leurs conditions de travail se détériorer, notamment pour ce qui est de la pénibilité physique, il y a les caissières.

Un rare privilège par rapport aux hommes : la pollution au travail. 36% des hommes travaillent dans la fumée ou la poussière, 11% seulement pour les femmes. De même pour le travail en contact avec des produits dangereux (38% et 19%). Cela s'explique par la répartition des uns et des autres, et la présence massive des femmes dans les secteurs de la santé et les services à la personne.

Que peut-on conclure sur l'évolution de la situation des femmes au travail ? Il y a en fait deux évolutions à la fois : une évolution en haut de l'échelle sociale vers une proportion plus forte de femmes cadres (40% actuellement, deux fois plus qu'au début des années 1980). Mais en même temps, on observe une aggravation au bas de l'échelle, au bas de la hiérarchie : 63% des emplois d'ouvriers et d'employés non qualifiés sont occupés par des femmes, au lieu de 50% en 1982.

On voit ici une caractéristique fréquente dans le monde capitaliste : un progrès sensible et lent pour une minorité, et dont on peut se vanter (plus de femmes cadres) ; une aggravation rampante, silencieuse, sourde et inquiétante pour une autre partie de la population (les femmes pauvres), que l'on passe sous silence. Le capitalisme crée et recrée partout, de toutes les façons, de l'inégalité. Il invente sans cesse de nouvelles manières d'en jouer. Et il le fait en reprenant encore et toujours les mêmes catégories, celles qui ont derrière elles un long passé de situation inégale : immigrés, femmes, jeunes non qualifiés, adultes peu diplômés.

Un mot encore au sujet des femmes : l'espérance de vie à la naissance en 2014 est de 79,3 ans pour les hommes, 85,5 ans pour les femmes, un écart de 6,2 ans. Mais, ajoute

l'Observatoire, « *la valorisation de l'endurance – en particulier chez les hommes dans les métiers physiques -, mais aussi les difficultés à s'arrêter de travailler sans risquer de perdre son emploi, ont un impact sur la durée de vie des catégories les plus modestes* ».

L'espérance de vie des ouvrières est plus grande que celui des ouvriers (à l'âge de 35 ans, une espérance de vie de 49,8 ans au lieu de 42,6) et elle est même un peu supérieure à celle des hommes cadres ! (49,8 ans au lieu de 49 ; 2013 Insee). Plusieurs explications se superposent : la qualité du système de soins en France, son accessibilité, l'attention portée au corps chez les femmes, au mode de vie et notamment à la consommation d'alcool, de tabac et les conduites à risque notamment en automobile chez les hommes.

En conclusion, on le voit, il est bien difficile de cerner la condition concrète des femmes de milieux populaires. La stratégie qui s'est mise en place, volontairement ou pas, est de tout mettre dans le même sac, pour ne parler, grosso modo que d'un problème, celui des femmes en général. Les chiffres que l'on trouve sont un reflet de cette manière de voir. Et il faut bien dire que certaines des féministes actuelles portent là une part de responsabilité, car la plupart ne font aucun cas des femmes de milieux populaires, pensant que cette distinction sociale affaiblirait leur cause.

La protection sociale, ou Comment diminuer les inégalités pour mieux les maintenir

Tous les moyens que nous avons vus jusqu'ici, et par lesquels la société en place tente de maintenir les inégalités, n'ont été que des justifications, des arguments, ils jouent simplement sur la présentation des choses.

Mais l'histoire sociale, ses revendications, ses émeutes, ses grèves, ses luttes, ses mouvements profonds en pensée et en actes, ont obligé les classes dirigeantes et leurs appareils politiques à procéder à des modifications bien concrètes pour retoucher les inégalités. La question était : comment adoucir l'inégalité pour éviter qu'elle amène une explosion, tout en maintenant intact le principe même de cette inégalité. La réponse la plus importante et la plus générale a été de mettre en place, dans les pays dominants, ce que l'on appelle aujourd'hui la protection sociale.

Nous ne développerons pas ici ce qui demanderait une étude particulière à elle seule sur la protection sociale, son histoire, son importance, sur la question aussi de savoir dans quelle mesure elle amoindrit l'inégalité. C'est un travail qui reste à faire.

Nous nous intéresserons juste à réfléchir ici à la méthode. Pour ce qui concerne les revenus, L'Observatoire des inégalités juge que « *le modèle social français (grâce aux retraites et aux prestations sociales notamment) amortit les chocs* ». Voici par exemple la liste des minima sociaux, il existe en France un RSA, revenu de solidarité active (1 945 900 personnes en 2015, Insee), une *allocation adulte handicapé* (1 062 300 personnes), une allocation invalidité pour personnes âgées (77 900 personnes), une allocation de solidarité spécifique (concerne des personnes qui ont épuisé leurs droits au chômage, 472 700 personnes), une allocation d'insertion ou allocation temporaire d'attente (pour des demandeurs d'asile, 12 600 personnes), une allocation transitoire de solidarité (6400 personnes), un minimum vieillesse (554 400 personnes), une allocation veuvage (7 700) et un

revenu de solidarité dans les Dom (9 200) : cela nous donne un total de 4 149 100 personnes qui touchent un minima social. C'est 24% de plus qu'en 2000.

La liste est assez impressionnante, mais il faut savoir que le montant total de ce que coûtent ces minima sociaux est dérisoire. La grande masse de la protection sociale, ce sont en tout premier lieu les retraites ; derrière, les allocations chômage représentent des masses d'argent beaucoup plus réduites ; les minima sociaux que nous avons énumérés arrivent encore loin derrière (moins de 1% du revenu national) et sont des sommes « *presque insignifiantes à l'échelle de la totalité des dépenses publiques* » (Piketty).

Ce système qui empêche de tomber des millions de personnes dans le dénuement, mais qui les maintient dans la misère au milieu d'un des pays les plus riches de la planète, ne coûte presque rien. Pourtant, comme le note avec justesse Thomas Piketty « *il s'agit pourtant de dépenses qui sont le plus violemment contestées : on suspecte les bénéficiaires de choisir de s'installer éternellement dans l'assistance, alors même que le taux de recours à ces minima est généralement beaucoup plus faible que pour les autres prestations, ce qui reflète que les effets de la stigmatisation (et souvent la complexité de ces dispositifs) dissuadent souvent ceux qui y ont droit de les demander* ». Nous l'avons vu ailleurs, un Laurent Wauquiez a gagné son ascension politique auprès de la population de droite en pratiquant ce genre de dénonciation (« *L'assistanat, cancer de la société* »).

Les deux choses vont ensemble : pour bien indiquer qu'il est hors de question de vouloir effacer en quoi que ce soit l'existence des inégalités, on alloue certes un peu d'argent aux plus démunis, mais en même temps on leur crache moralement à la figure, en les présentant comme des gens qui ne le méritent même pas, parce qu'en acceptant cet argent ils obligent, en quelque sorte, à faire une petite exception au principe non-dit, qui veut que les inégalités soient normales, naturelles, et qu'il est déplorable qu'on doive y faire même une petite exception, en accordant ces minima sociaux.

Outre ces minima sociaux, l'État dispose de tout un système considérable qui lui permet de contrôler et de gérer au jour le jour ou sur la durée une multitude de manettes, de robinets qu'il peut ouvrir, un peu plus, un peu moins, pour mener sa politique de gestion de l'inégalité : système de retraites, assurance chômage, sécurité sociale, allocations familiales, aides personnalisées au logement, allocations d'éducation, etc.

Nous rappellerons ici que le principe de ce fonctionnement, basé sur une cotisation prise sur les salaires (ou sur d'autres revenus) tout au long de la vie active, est inspiré de ce qu'avait inventé le mouvement ouvrier, et qui se faisait spontanément, à la base, sans obligation ni contrôle de l'État, et faisait partie de la culture socialiste.

Il faut enfin ajouter toute une partie de l'action sociale de l'État lui-même, qu'il présente comme destinée à l'ensemble de la population, avec une apparence d'égalité, et qu'il finance par un impôt, lui aussi censé être récolté auprès de tous. L'éducation et la santé, à eux seuls, représentent plus de 20% du PIB (produit intérieur brut) dans les pays riches. Au total, les pays d'Europe occidentale sont autour d'un taux de prélèvement public de l'ordre de 45 à 50% du revenu national, pour rémunérer l'ensemble de ces systèmes ; de leur côté, le Japon et les États-Unis sont installés autour de 30 à 35%. Ce qui montre que différents choix sont possibles pour un même niveau de développement.

On peut essayer d'avoir une idée des masses d'argent en jeu en reprenant les chiffres donnés par le gouvernement pour 2017 (impots.gouv.fr) Le total des dépenses publiques, qui comprend à la fois les dépenses de protection sociale et toutes celles de l'état, sont de près de 1300 milliards d'euros (56,5% du PIB). Les prélèvements obligatoires pour la même année, qui eux aussi totalisent les cotisations sociales et l'ensemble des impôts, est de 1000 milliards d'euros.

Sur cette somme de 1000 milliards collectés, près de la moitié sont des cotisations sociales (370 milliards) et des impôts destinés à alimenter le système social (CSG et autres : 111 milliards). Le reste des impôts comprend en premier lieu la TVA (156 milliards, payés lors de nos achats) et toute une série d'impôts indirects (taxe sur les produits énergétiques, taxe sur les tabacs et alcools, taxe sur les transactions immobilières, l'impôt sur le revenu, contribution audiovisuelle publique, etc.) ; l'impôt direct qu'est l'impôt sur le revenu, ne monte qu'à 70 milliards d'euros.

Le double système de la Sécurité sociale et des impôts, ou du moins de certains impôts (CSG, CRDS), opère une redistribution : 740 milliards sont redistribués pour la protection sociale, d'une manière différente de celle dont ils sont collectés. Le montant des prestations sociales versées était au total de 715 milliards en 2016, avec la répartition suivante : 250 milliards pour la branche maladie (214 milliards pour la maladie, 39 pour l'invalidité, près de 7 pour les accidents du travail et les maladies professionnelles) ; 54 milliards pour la branche famille (allocations familiales essentiellement) ; 18,4 milliards pour le logement (APL, etc.) ; 22 milliards destinés à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion (minima sociaux) ; la somme la plus importante étant absorbée par les versements des retraites, 325,3 milliards (dont 38,4 pour les pensions de réversion).

Le reste, l'État le destine à l'éducation et la recherche pour 151 milliards ; les transports et infrastructures 93 milliards ; les loisirs, la culture et le culte coûtent 32 milliards ; 70 milliards sont intitulés sur le site du gouvernement "affaires économiques" (qui comprennent des aides de l'État au patronat) ; le système régalien défense (armée) - sécurité (polices) - justice (prisons) est de 78 milliards ; l'administration générale (le coût du système des impôts, des mairies, des collectivités territoriales, des préfetures, des ambassades, et des caisses de sécurité sociale est de 85 milliards ; et il y a encore les charges (les intérêts qu'il faut rembourser) de la dette 44 milliards.

Pour ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, à savoir l'investissement que met le système pour amoindrir quelque peu les inégalités, le budget de la protection sociale est donc autour de 720 milliards sur un total de dépenses publiques de 1300 milliards d'euros.

En résumé, les dépenses publiques se montent à un peu plus de 55% du PIB, et dans ces dépenses publiques, la protection sociale est, également, d'un peu plus de 55%. Sur cette somme, considérable, 370 milliards viennent directement des cotisations des salariés (51%). Pas loin de la moitié des prestations sociales (45%) vont aux retraites, un peu plus d'un tiers (35%) à la santé ; la famille n'arrive pas à 10% (7,8%), le chômage vient encore derrière (de l'ordre de 6%) ; enfin, l'aide au logement et la lutte contre la pauvreté (RSA) sont presque négligeables avec chacun moins de 3%.

Si vous vous promenez un peu sur le site gouvernemental des impôts, vous pouvez trouver une partie destinée à nous expliquer ce que fait l'État avec l'argent collecté. Depuis peu, il y a aussi un passage qui explique que l'ensemble du système de prélèvement est

bénéfique, qu'il permet de diminuer les inégalités. Nous n'avons pas les moyens de vérifier les chiffres qui sont donnés là, mais la manière dont ils montrent l'effet des prélèvements est intéressante.

“La France ayant fait le choix d'un système combinant haut niveau de prélèvement et haut niveau de transfert et de services publics, est-il d'abord écrit, le caractère redistributif de ce système doit s'apprécier dans sa globalité, prélèvements et redistribution par les prestations compris. Au total, les prestations sociales (prestations familiales, allocation logement, minima sociaux et prime d'activité) contribuent pour deux tiers de la réduction des inégalités, et l'impôt progressif sur le revenu pour un tiers.”

La protection sociale compterait donc pour deux tiers, et l'impôt sur le revenu pour un tiers. Mais ce n'est pas tout, on nous chiffre ensuite combien donnent les riches, et combien reçoivent les pauvres : *“Les impôts et prestations sociales augmentent de plus de deux tiers le niveau de vie des 20% des foyers les plus modestes, et diminuent d'un cinquième celui des 20% les plus aisés. Avant impôts et prestations sociales, le niveau de vie des 20% des ménages les plus aisés est huit fois supérieur à celui des 20% les plus modestes. Après redistribution, il est quatre fois plus élevé.”*

(On peut consulter, sur le sujet de la Protection sociale, notre site louvrier.org, où l'on trouvera une étude complète, qui devrait être mise en ligne en 2020).

C'est sans arrêt qu'en France, les prétendus économistes répètent que toutes ces sommes sont trop importantes, qu'il y a « *trop de prélèvements en France* ». Il est difficile de savoir, surtout pour les personnes de niveau de vie moyen, si ce système lui coûte au final ou lui rapporte plutôt. Une seule chose est sûre, cette usine à redistribuer qui masque beaucoup de choses permet, on l'a vu, d'éviter que plusieurs millions de personnes se retrouvent dans le plus grand dénuement.

Avant la crise de 2007/2008, on entendait de plus en plus de voix nous dire qu'il y avait bien trop de protection sociale en France, que cela était un gâchis, un encouragement à ne pas travailler, etc. Mais la crise a dû faire peur aux gouvernants eux-mêmes, car depuis, Sarkozy en tête, ils se sont tous mis à nous dire que la protection sociale était une caractéristique première de la France, qu'il était hors de question de toucher à ce beau système égalitaire, mais qu'il faudrait quand même revoir telle ou telle modalité, bref réformer.

Mais elle n'empêche pas non plus qu'une couche de la population, sans doute des dizaines de milliers si ce n'est plus, soit quand même dans cette sorte de dénuement. Pour certains, c'est faute d'avoir accès à leurs droits, pour d'autres, c'est par refus de faire l'aumône auprès de l'État, ils ou elles sont des centaines de milliers qui ne bénéficient pas de tel ou tel filet de la redistribution sociale. Car le système, le plus souvent, n'informe pas les personnes directement de leurs droits, et quand il le fait, ne les leur donne qu'exceptionnellement (c'est pourtant possible, comme on le voit avec l'allocation de rentrée scolaire) ; le plus souvent, il faut faire toute une série de formalités administratives.

En fin d'année 2017, on assiste à un certain nombre de modifications dans ce système de redistribution, puisque l'État touche à la fois aux APL, à la taxe d'habitation, à l'ISF, à la CSG. Le président Macron et son équipe gouvernementale, croyant à l'idéologie selon laquelle, pour relancer l'économie, il faudrait soutenir le capitalisme productif plutôt que celui

qui vit des situations de rente, sont à la manœuvre pour favoriser les placements de capitaux selon cette idée. Ils ignorent l'analyse marxiste, selon laquelle les deux aspects du capitalisme sont intimement liés, le capital financier étant indispensable au capital productif. Ils ignorent que la cause essentielle de la crise est que le système dispose d'une montagne de capitaux dont il ne sait que faire, tant cette montagne dépasse de très loin ce que la société peut absorber et consommer. Et que c'est là que réside la tendance à investir une part de ces capitaux vers la finance plutôt que dans la production.

Quelle que soit l'utilisation qui peut être faite du système de protection sociale, l'essentiel, pour nous, est de bien garder à l'esprit que ce système est à dénoncer, alors que pour les réformistes de tout poil (Parti communiste français, France insoumise, syndicats), il faut le consolider ou même le développer.

Nous ne disons pas, nous, que la protection sociale est le fruit des luttes ouvrières ou populaires. Elle est une pratique pervertie du mouvement ouvrier, récupérée et entièrement dans les mains de l'État (nous entendons ici les grandes organisations syndicales comme intégrées à l'État). Elle est pervertie d'abord, parce que, une fois entre les mains de l'État, elle peut être utilisée selon ses calculs politiques, jusqu'à parfois lui servir à prendre une partie de la somme engrangée.

Elle est surtout pervertie parce qu'elle sert au moins autant à calmer une éventuelle révolte contre les inégalités qu'à les amoindrir. Au 19^{ème} siècle, les caisses de solidarité ouvrière ne prétendaient pas être une solution durable. Dans la tête des prolétaires, elles étaient une solution de secours, d'urgence, d'attente, face à un capitalisme insupportable, que l'on aspirait à abattre pour le remplacer.

Aujourd'hui, ce système de protection sociale se prétend le nec plus ultra du capitalisme soi-disant social. Il demande en effet, mois après mois, année après année, génération après génération, à chaque personne qui peut en bénéficier, de rendre des comptes, de justifier de sa situation inégale, et de quémander sa part de reversement, en se présentant bel et bien comme un pauvre, un mal logé, comme quelqu'un qui manque de quelque chose, qui l'accepte, le reconnaît et juge qu'il n'y a rien d'autre à faire qu'à avoir une petite compensation.

La micro-égalité que constitue la protection sociale doit constamment s'excuser. L'inégalité, elle, n'a pas besoin de s'excuser pour exister.

À aucun moment, ce système ne met fin à l'inégalité, ni du logement, ni du chômage, ni de quoi que ce soit. Même pour la santé, réputée permettre à des millions de personnes de se soigner correctement, l'inégalité est quand même criante, entre ceux qui doivent faire le choix de ne plus soigner telle ou telle affection, et les plus riches qui, protection sociale ou pas, se payent sans problèmes cliniques privées et autres médecins non conventionnés.

Nous sommes, nous, pour que chacun et chacune soit assurée, sans avoir à le demander, à le quémander, de disposer d'un logement correct, de revenu décent, d'un emploi qui nous corresponde. Les moyens existent de mettre en place un tel fonctionnement : les systèmes d'information modernes existent, les systèmes matériels existent, les capacités matérielles et les compétences humaines d'organiser cela à grande échelle en même temps qu'à la plus petite échelle, existent.

Nous entendons le plus souvent parler des inégalités en ce qui concerne les revenus, le patrimoine, le logement, l'emploi, etc., c'est-à-dire les conditions matérielles de vie des humains. Mais l'être humain est un être dont les besoins et la vie ne sont pas seulement d'ordre matériel, il est aussi et d'une manière importante un être pensant.

Nous avons étudié par ailleurs l'état de la culture dans une société démocratique comme la France (*La culture, l'argent, la démocratie*, que l'on retrouve à la cote E34 sur le site louvrier.org). Nous ne reviendrons pas ici sur de nombreux aspects qui y sont largement développés, mais qui pourraient trouver leur place ici, dans notre réflexion sur la reproduction des inégalités.

Rappelons simplement que l'inégalité que l'on observe en matière de culture correspond très exactement à l'inégalité sociale, et que celle-ci est à peu près calquée sur l'inégalité du diplôme. Si l'on regarde par exemple le pourcentage de personnes qui ont effectué au moins une visite dans un musée ou une exposition en 2011, on obtient pour les personnes ayant un niveau bac+3 et plus un résultat de 72% ; 40% pour celles qui ont juste le bac ; 25% pour celles qui ont le brevet BEPC ; et ce n'est plus que 12% pour celles qui n'ont aucun diplôme.

Dans le domaine de la culture, comme dans tous les autres, on peut trouver des chiffres, des indicateurs, qui tendraient à prouver qu'il y a un certain progrès. Par exemple, le nombre de personnes qui vont dans un musée est monté de 45 à 64 millions entre 2004 et 2013. Sauf que si l'on y regarde de plus près, ce sont les mêmes catégories socioprofessionnelles qui vont au musée - elles y vont plus souvent -, et ce sont les mêmes qui n'y vont toujours pas.

Nous avons aussi souligné un fait différent dans ce domaine par rapport à ce que nous avons observé dans les divers domaines matériels, logement, santé, etc. C'est que le problème ne se règle pas par l'argent, et que ceux qui s'y sont essayés s'y sont cassés les dents. Bien plus efficace encore que l'argent, une barrière symbolique arrête celui qui n'a pas ou qui a peu de diplôme à l'entrée d'une bibliothèque, d'un musée, d'une salle de concert classique.

C'est que tout l'univers mental que nous construisons au cours de notre vie diffère selon le milieu social, et selon le niveau culturel qui est le nôtre. Et s'il est bien difficile de sortir de son propre univers, il l'est doublement lorsqu'il s'agit d'entrer dans un univers que l'on ne connaît pas. La culture appelle la culture, donne envie d'en savoir plus, d'y goûter plus. Alors que l'absence de culture est un barrage mental qui en bloque l'accès.

Nous avons discuté dans l'étude mentionnée de ce qui pourrait être faisable pour que, d'une manière délicate, attentionnée, bienveillante et pédagogique, l'on parvienne à ouvrir les portes de la culture à tout le monde. Mais on ne rencontrera une telle volonté et une telle disponibilité qu'auprès de certains individus aux idées généreuses, pas au niveau qui serait nécessaire d'une partie significative de la société actuelle.

Volontairement ou involontairement, l'immense majorité du monde intellectuel, artistique, culturel, qui a accès aux grandes expositions, aux grandes manifestations

culturelles, utilise un langage, des explications, une présentation, qui ont toutes les chances d'exclure, rejeter, quelqu'un qui tenterait de se cultiver dans un domaine qu'il doit découvrir.

Plus on monte dans la société, plus la culture est un marqueur social fort. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont décrit le rôle de la culture classique pour le monde bourgeois. « *Les inégalités sociales ne se construisent pas seulement par la richesse matérielle, mais aussi par ces symboles de l'excellence que fournissent la culture et le marché qui lui est consacré. L'art légitime les pouvoirs et les richesses, et fait reconnaître cette légitimité par ceux qui en sont démunis. Cette reconnaissance passe par celle de l'État qui, grâce au lobbying de Laurent Fabius, lors de la création de l'impôt sur la fortune en 1982, n'a pas intégré les œuvres d'art dans son assiette* ».

Les attentions portées à tout ce qui marque la culture classique, de fait élitiste, les émissions qui en vantent le prestige, les personnalités qui y rendent leurs hommages, les bourgeois qui font en sorte que ces œuvres soient au moins en partie leur propriété, qu'ils en détiennent si ce n'est l'héritage, du moins la protection et la responsabilité, tout ceci permet en retour au monde bourgeois de rendre tout simplement légitime leur propre existence en tant que bourgeois, c'est-à-dire, au fond, à rendre légitime l'inégalité suprême de leur monde : le meilleur leur appartient.

La culture devrait être un moyen d'émancipation sociale, en éclairant le peuple, en lui offrant la connaissance et la compréhension de l'histoire, et de sa propre histoire, en l'aidant à donner un sens à sa vie. Au lieu de quoi, elle est accaparée par une classe dominante, qui en distribue une partie marchande à une partie de la petite bourgeoisie qui court dans ses expositions, et qui favorise la création d'une pseudo culture de divertissement à destination du bon peuple.

Développer une contre-culture populaire, avec des moyens simples et abordables, matériellement et intellectuellement, comme nous l'avons expérimenté avec la feuille *L'Ouvrier* ou un temps avec *L'Espoir*, est chose possible. Les révolutionnaires se doivent de faire connaître dans les milieux qui subissent l'inégalité aussi bien des explications sur l'histoire que des vues sur la science, des mécanismes de la société ou des éclairages sur l'avenir. Nous pensons que ce travail est le terreau indispensable sans lequel toute action politique serait vaine.

L'inégalité toujours croissante inquiète la caste dirigeante

Régulièrement, on trouve dans la presse des avertissements émanant des sommets des grandes institutions étatiques ou internationales, qui sont chargées de veiller en permanence à ce que leur système inégalitaire ne mène pas à un débordement. C'est que ces gens craignent, non pas tant le débordement lui-même, en tout cas dans la période actuelle, mais le fait qu'il s'en produise un dans tel ou tel secteur ou tel ou tel pays, sans qu'ils aient été prévenus du risque.

Un exemple, cet appel lancé par la Banque mondiale, en septembre 2000, qui met en garde les pays riches du fait qu'ils avaient largement réduit leur aide aux pays pauvres. « *Le président de la Banque mondiale, nous dit le journal Le Monde, a mis en garde les pays développés contre l'instabilité sociale que pourrait créer l'écart grandissant entre les pauvres et les riches. M. Wolfensohn a donné les chiffres des inégalités du monde actuel. Sur*

une économie mondiale de 30 000 milliards de dollars (35 300 milliards d'euros), 24 000 milliards de dollars sont produits dans les pays développés. Traduit en pourcentage, cela veut dire que 20% du monde contrôlent 80% des richesses. Le revenu des vingt pays les plus riches est trente-sept fois plus élevé que celui des vingt pays les plus pauvres. Ces inégalités ne peuvent pas coexister. Si l'on cherche aujourd'hui quelle pourrait être la menace majeure (ou "risque systémique") qui pèse sur l'économie mondiale, il faut penser en termes de "risque social", a-t-il prévenu. »

En clair, pour faire gaffe à vos porte feuilles, messieurs, ne regardez pas seulement ce qui se passe dans les comptes des pays, ou des autres capitalistes, n'oubliez pas de regarder aussi l'inégalité que notre système fabrique. Cela vous coûtera cher, si une population d'un pays pauvre se révolte et casse tout, et si vous ne l'avez pas vu venir, que ce soit en retirant vos capitaux à temps, ou en apportant un peu de pognon, histoire d'améliorer votre image avec cette aide.

Un économiste français devenu depuis mondialement célèbre, Thomas Piketty, s'est inquiété en 2013, dans son livre *Le capital au XXI^e siècle*, de la montée des inégalités dans l'ensemble du monde occidental. Dans cet ouvrage d'un millier de pages, il nous présente, chiffres à l'appui, un historique des inégalités dans le système capitaliste. Il en conclut que les seules périodes où ces inégalités ont connu une baisse, c'est parce que leur augmentation trop importante avait fini par provoquer des crises graves – crises économiques, guerres, révolution bolchevique contre la propriété privée. Observant que nous assistons aujourd'hui à une montée importante des inégalités, son livre se veut un avertissement pour dire qu'il est urgent de réagir, de chercher à stopper ce mouvement, avant que l'on en arrive à devoir avoir à subir à nouveau ce genre de crises graves.

Les dirigeants du monde feignent, devant les caméras, dans leurs textes, d'être sereins, aux sommets d'une planète qui va suffisamment bien pour leur inspirer certitude et confiance. En sous-main, ils sont constamment aux aguets, à surveiller cette même planète pour ce qu'ils savent qu'elle est, une marmite bouillonnante, qui peut déborder à tout moment.

Un historique de l'inégalité capitaliste

Voyons d'abord cette histoire des inégalités dans le monde capitaliste, telle que la brosse Piketty. Il indique d'abord que le patrimoine est au cœur du problème, que l'inégalité qui se forme là est la plus déterminante. C'est donc ce critère que nous allons suivre.

Piketty remonte à la Révolution française, qui a voulu en finir avec les inégalités du passé : elle abolit donc les substitutions héréditaires et la primogéniture (droit particulier donné à un aîné), et la loi impose désormais que l'héritage soit distribué à égalité dans les fratries ; de plus, un impôt est mis en place sur les patrimoines qui sont transmis, de manière à en limiter l'accumulation. Mais la contre-révolution aidant, cet impôt aura dans la pratique un taux très faible, à peine 1 ou 2%, et les patrimoines vont évidemment rester le carburant de l'inégalité.

C'est ainsi qu'au 19^e siècle, l'on va connaître un summum glorieux et ostentatoire de l'importance du capital bourgeois accumulé et hérité. On en retrouve une trace dans de nombreux romans de cette époque, comme *Le Père Goriot* (Balzac 1835) : « *Il est intéressant de noter, nous dit Piketty, que les romanciers du 19^e siècle ne se contentent pas de décrire*

la hiérarchie des patrimoines et des revenus de leur temps. Ils donnent souvent une vision très concrète et charnelle des modes de vie, des réalités quotidiennes qu'autorisent les différents niveaux de revenus. Au passage, on voit parfois poindre une certaine justification de l'inégalité patrimoniale extrême de l'époque, dans le sens où l'on sent entre les lignes qu'elle seule permet l'existence d'un mince groupe social qui peut se préoccuper d'autre chose que de subsistance : elle est presque une condition de la civilisation ».

Le poids et la concentration du patrimoine dans une mince couche de la population continuent de s'accroître au début du 20^{ème} siècle, lors ce que l'on appelle la Belle Époque (1879-1914) : « *Le flux successoral, chiffre Piketty, pèse encore plus lourd que dans les années 1820, à l'époque de Vautrin, de Rastignac et la pension Vauquier (près de 25% du revenu national, contre guère plus de 20%)* ».

« *Vers 1900-1910, en France comme au Royaume-Uni ou en Suède, ainsi que dans tous les pays pour lesquels nous avons des données, les 10% les plus riches détenaient la quasi-totalité du patrimoine national : la part du décile supérieur (le dixième le plus riche de la population) atteignait 90%. À eux seuls, les 1% les plus fortunés possédaient plus de 50% du total des patrimoines (...) Autrement dit, pense Piketty, il n'existait pas de classe moyenne, dans le sens précis où les 40% du milieu étaient quasiment aussi pauvres en patrimoine que les 50% les plus pauvres* ». Même si cette idée est discutable, on réalise au moins l'importance du patrimoine accumulé à ce moment.

Et puis, tout d'un coup, ce mouvement ascendant du patrimoine qui avait donc duré plus d'un siècle, s'effondre : « *On observe ensuite un effondrement spectaculaire du flux successoral entre les années 1910 et les années 1950* ».

Que se passe-t-il donc qui peut expliquer cette inversion du mouvement dans la concentration et la transmission des patrimoines ? En guise de réponse, Piketty mentionne une série d'évènements politiques : il indique la Révolution russe, qui annule les « *emprunts russes, abondamment souscrits par les épargnants français de la belle Époque et répudiés en 1917 par les bolchéviques* », ou encore « *la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956, au grand dam, encore, des actionnaires britanniques et français, qui possédaient le canal et en touchaient les dividendes et royalties depuis 1869* ».

Pour Piketty, ces deux exemples illustrent un mouvement beaucoup plus vaste, qu'il mentionne sans trop le détailler : la vague des révolutions qui suivent la Première Guerre mondiale, celle des décolonisations qui s'enchaînent après la Seconde Guerre mondiale, du moins dans le monde anglo-saxon : « *Les chocs du "premier 20^e siècle" (1914-1945) – à savoir la Première Guerre mondiale, la révolution bolchévique de 1917, la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale, et les nouvelles politiques de régulation, de taxation et de contrôle public issues de ces bouleversements – ont conduit à des niveaux historiquement bas pour les capitaux privés dans les années 1950-1960.* »

En France, la part de revenu du décile supérieur est passée d'environ 45-50% du revenu national à la veille de la Première Guerre mondiale à 30-35% aujourd'hui : c'est une baisse considérable, de l'ordre de 15 points de revenu national ; elle représente quelque chose comme un tiers des richesses produites que recevaient chaque année les 10% les plus riches. Selon Piketty, cette chute des inégalités de revenus « *est entièrement due à la chute des hauts revenus du capital* ».

« Dans une large mesure, répète Piketty, la réduction des inégalités au cours du siècle écoulé, est le produit chaotique des guerres et des chocs économiques et politiques qu'elles ont provoquées, et non le produit d'une évolution graduelle, consensuelle et apaisée ». Et de souligner : « Les destructions liées aux deux conflits mondiaux, les faillites de la crise des années 1930 et surtout les diverses politiques publiques mises en place pendant cette période (du blocage des loyers aux nationalisations, en passant par l'euthanasie par l'inflation des rentiers de la dette publique) ont conduit à une énorme chute du rapport capital / revenu entre 1914 et 1945 et à une baisse significative de la part des revenus du capital dans le revenu national. »

Si l'on regarde maintenant ce qui se passe après 1950, l'histoire des inégalités connaît trois phases, que nous allons détailler un peu dans le cas de la France : les inégalités de revenus progressent fortement de 1945 à 1966-1967 ; elles diminuent ensuite fortement de 1968 à 1982-1983 ; puis les inégalités remontent régulièrement et continuent de monter aujourd'hui, sans que rien, nous fait comprendre Piketty, ne puisse les arrêter.

Entre 1945 et 1967 tout d'abord, c'est la fameuse période des Trente glorieuses. Certains seront étonnés d'apprendre que les inégalités y vont croissant, car la gauche de gouvernement qui en fait son modèle a si souvent glosé sur la période qu'on aurait fini par croire qu'elles nous auraient mené tout droit au socialisme.... Piketty explique que l'Europe a accumulé un gros retard dans sa croissance économique par rapport aux États-Unis, et que la période, tout en connaissant une forte croissance, voit la part du capital et les inégalités salariales augmenter. Certes, un salaire minimal est instauré en 1950, mais il ne sera quasiment jamais revalorisé par la suite, alors qu'il y a une inflation régulière à cette période.

Arrive Mai 1968 ! Oui, 1968 va être un frein à la montée des inégalités, en freinant la part de la richesse produite qui repart dans les mains du capital, au détriment de ceux qui travaillent. Piketty l'explique crûment : « La rupture intervient en 1968 (...) Son débouché politique le plus immédiat est d'ordre salarial : pour sortir de la crise, le gouvernement du général De Gaulle signe les accords de Grenelle, qui comprennent notamment une hausse de 20% du salaire minimum. Le salaire minimum sera officiellement indexé – partiellement – sur le salaire moyen en 1970, et surtout tous les gouvernements successifs de 1968 à 1983 se sentiront tenus d'accorder chaque année de très forts "coups de pouce", dans un climat social et politique en pleine ébullition. »

Même si ce n'était qu'avec des mots, Mai 68 avait remis en cause le système capitaliste lui-même, en tant que système fondé sur l'inégalité. C'est pour effacer cette idée, calmer les ardeurs militantes, que l'appareil politique et la bourgeoisie, en France, vont accepter une ponction sérieuse sur ses revenus pendant une quinzaine d'années.

Ensuite, en France, ce mouvement de baisse de l'inégalité va s'inverser à partir de 1982-1983. Il va alors rejoindre le mouvement plus général au niveau mondial, qui est à une accélération de l'inégalité. Cette accélération a été initiée par la révolution conservatrice anglo-saxonne menée par Reagan aux États-Unis et Thatcher au Royaume-Uni en 1979-1980, qui ne supportent plus de se voir économiquement rattrapés par les autres pays.

La plupart des économistes mentionnent le tournant de 1979-1982 comme un banal changement de ligne politique dans le monde capitaliste avancé. Mais un historien, Emmanuel Todd, souligne « qu'un tournant politique violent a précédé l'émancipation des riches, phénomène absolument distinct de la légère progression des inégalités provoquée, avant 1980

(...) » (*Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, 2017) C'est par une lutte de classe menée par une offensive de la bourgeoisie contre les classes ouvrières de leurs pays que les Reagan, Thatcher, Mitterrand vont imposer un nouveau climat qui leur permet de mettre en place toute une série de mesure de libération des revenus des plus riches, qui échappent à la pesanteur qui les contraignait auparavant. « *Le néolibéralisme prend les commandes*, dit Todd, *dans un climat de guerre sociale* ».

Avec les années Reagan (1981 à 1988), « *on assiste à une explosion sans précédent des inégalités de revenus aux États-Unis* ». De 30-35% du revenu national précédemment, la part du décile supérieur remonte et parvient dans les années 2000-2010 à 45-50%, un niveau record, au-dessus même de ce qu'il était à la veille de la crise de 2007.

C'est que ce tournant politique a aussi trouvé un second souffle avec l'effondrement de l'Union soviétique et du bloc des pays de l'Est en 1989-1990. Le capitalisme a pu s'étendre ouvertement à de nouvelles régions du monde. Tout ceci va permettre aux capitaux privés de retrouver dès 2010, et malgré la crise de 2007-2008, une prospérité patrimoniale qu'ils n'avaient plus connue depuis 1913.

La France a été dans un premier temps, à contre-courant, avec l'arrivée de la gauche au gouvernement en la personne de Mitterrand en 1981. Mais dès 1982-1983, cette gauche a mis en place ce qui a été appelé à l'époque le « *tournant de la rigueur* » : les salaires sont bloqués, la politique des coups de pouce importants au salaire minimum est définitivement abandonnée. « *Les résultats*, nous dit Piketty, *ne se font pas attendre : la part des profits dans la production remonte en flèche pendant la suite des années 1980, les inégalités salariales repartent à la hausse, et plus encore les inégalités de revenus. La rupture est tout aussi nette que celle de 1968, mais dans l'autre sens* ».

Enfin, la récente crise mondiale qui explose en 2007 et 2008 a momentanément freiné la montée des inégalités, du fait d'une perte immédiate de valeurs, notamment en actions. Mais le mouvement de montée de la richesse des riches a désormais repris son cours, comme si rien ne s'était passé.

Une Europe des seules classes moyennes ?

Au niveau de l'Europe aussi, une série d'attitudes, et d'abord dans le langage, ont été mises en place pour contrer les effets dangereux des inégalités. L'objectif est cette fois de masquer la réalité des inégalités sur le continent pour les remplacer par une idée simple, celle que l'Europe et la construction européenne concourent à une uniformisation des niveaux de vie, donc à une réduction des inégalités.

Trois chercheurs au CNRS, Cédric Hugrée, Étienne Penissat et Alexis Spire, tentent dans *Les classes sociales en Europe, Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent (Agone 2017)*, de dresser un tableau de la situation à l'échelle de l'Europe, et répondent à la manière dont la Commission européenne, notamment, présente les choses.

Les auteurs relèvent que l'habitude a été prise de toujours souligner les différences entre les différents pays de l'Union européenne, ce qui occulte les points communs aux différentes couches sociales. Et comme il faut quand même évoquer les différences de situations sociales, l'Europe préfère distinguer d'autres catégories : les actifs, les pauvres, les

exclus. Il n'y a ainsi que des parcours individuels, les uns qui réussissent, les autres pas. Et les catégories populaires n'existent pas.

Les auteurs de cette étude commencent par définir à l'échelle de l'Europe ce qu'ils appellent trois grandes classes sociales, populaires, moyennes et supérieures. Ce découpage méconnaît l'idée marxiste qui se fonde sur les rapports de propriété, mais le travail réalisé donne un éclairage intéressant, d'autant que les rapports de domination entre diverses couches sont souvent soulignés.

Les classes populaires sont donc ici les employés, ouvriers peu qualifiés, ouvriers qualifiés, aides-soignantes, gardes d'enfants, aides à domicile, artisans, agriculteurs. Les classes moyennes comprennent les commerçants, employés qualifiés tels que employées de bureau, gardiens de la paix, réceptionnistes, enseignantes, hôteliers, restaurateurs, professions intermédiaires telles que informaticiens, techniciens, infirmières, comptables, commerciaux. Les classes supérieures sont les cadres supérieurs, chefs d'entreprise et l'essentiel des professions intellectuelles et scientifiques : médecins, spécialistes de santé, cadres administratifs, financiers et commerciaux, ingénieurs, spécialistes des sciences et des technologies de l'information, avocates, magistrats, journalistes, artistes.

Un certain nombre des observations ainsi faites au niveau de l'Europe recourent largement celles que nous avons pu obtenir concernant la France. Ainsi du chômage, qui « *ne touche pas les Européens au hasard, il frappe plus systématiquement le bas de la hiérarchie sociale* ». Il en est de même de la précarité de l'emploi : 14% des classes populaires salariées d'Europe travaillent en contrat temporaire, contre 9% des autres classes (2014). C'est aussi à l'échelle de l'Europe que le temps partiel subi frappe fortement les femmes les moins qualifiées. Et toute une catégorie de nouveaux emplois domestiques comprend désormais femmes de ménage, gardes d'enfants, aides à domicile, employées de maison.

« Les membres des classes populaires européennes sont aussi les plus exposées à la pénibilité et aux risques liés au travail. Contrairement à une idée largement répandue, les progrès technologiques des dernières décennies n'ont en effet pas mis fin aux contraintes du travail peu ou pas qualifié ». « Au total, sept femmes des classes populaires européennes sur dix déclarent que leur travail implique de ne jamais ou presque jamais travailler assis ; ce n'est le cas que d'une femme des classes moyennes ou supérieures européennes sur cinq ».

Les auteurs sont également arrivés à la même conclusion que nous avons observée, selon laquelle une distinction assez nette est à faire au sein des classes populaires. D'un côté, une fraction dominée des classes populaires, de l'autre les ouvriers qualifiés. Les premiers, ouvriers et employés peu qualifiés et prolétarisés, petits travailleurs indépendants, sont souvent sous le seuil de pauvreté. Les seconds, « *ouvriers qualifiés de la métallurgie et de l'électronique, chauffeurs, conducteurs de machines, aides-soignantes et gardes d'enfants ont davantage accès à des biens courants comme la voiture, les vacances ou l'ordinateur* ». « *Cette dualité, nous dit-on, (...) est commune à l'ensemble du continent* ».

L'activité militante politique ou syndicale, dans les classes populaires, est réservée aux plus qualifiés. « *Les plus impliqués sont les ouvriers qualifiés de la métallurgie et de l'électronique (13%) et les chauffeurs et les conducteurs de machines (11%), tandis que la proportion tombe à 5% chez les femmes de ménage et les ouvriers qualifiés de l'artisanat et de l'alimentation* ». Le taux de syndicalisation a globalement baissé entre les années 1980 et 2000. Il ne s'est maintenu que dans les pays scandinaves et en Belgique, où les syndicats se

chargent de l'indemnisation du chômage. De manière générale, les salariés européens sont défendus par une ou plusieurs organisations syndicales dans les grandes entreprises, mais pas dans les PME, devenues de plus en plus importantes avec le développement de la sous-traitance. *« De surcroît, le patronat européen a multiplié les pratiques antisyndicales (listes noires de syndicalistes, licenciements abusifs, discrimination salariale, recours aux syndicats maison, guérilla juridique et entrave au droit syndical, etc.), en s'aidant d'un marché en plein essor de consultants spécialisés dans la dissuasion des mobilisations. »*

Enfin, si les classes supérieures n'ont de cesse d'appeler à la mobilité, à la tolérance et à l'ouverture aux autres, ce sont bien les classes populaires qui accueillent bien plus les étrangers. C'est d'ailleurs un phénomène ancien, qui a pris son essor avec la Révolution industrielle. *« Les classes populaires sont dans les faits beaucoup plus métissées et mélangées que tous les autres groupes sociaux. (...) Ce sont les espagnols les moins qualifiés qui ont statistiquement le plus de chances de contracter une union avec un étranger non européen, le plus souvent venu d'Amérique latine, ou un migrant venu d'Europe centrale ou orientale ».*

Le grand drapeau qu'agite l'Europe, c'est celui des classes moyennes. Cette classification, très floue, permet de s'adresser à tout le monde, comme si tout le monde avait les mêmes problèmes et les mêmes intérêts. *« Pour beaucoup de dirigeants et de gouvernants, le recours à la notion de classes moyennes permet d'entretenir une vision pacifiée de la société, sans conflits de classe ».* Mais derrière ce terme qui laisse entendre que les couches intermédiaires n'ont cessé de progresser, on cache deux phénomènes importants : d'un côté la domination des classes supérieures, de l'autre le décrochage des classes populaires.

Cette présentation d'une société essentiellement faite de « classes moyennes » est largement acceptée par la population en Norvège ou en Suède. En France ou en Allemagne, on a encore une vision plus pyramidale de la société. Mais il est intéressant de regarder également du côté des pays de l'Est de l'Europe. Or là, du temps de l'URSS et des régimes prétendument communistes, c'est l'appartenance à la classe ouvrière qui était idéalisée comme le bien-être social. Mais après 1989 et la chute du mur de Berlin, cet idéal a laissé place là aussi à celui des fameuses classes moyennes.

Les classes moyennes, observent les auteurs de l'étude européenne, sont placées dans une position bien plus solide que les classes populaires sur le marché du travail ou pour l'accès aux biens de consommation. Mais elles ont un sentiment de peur du déclassement, en partie du fait qu'elles progressent socialement moins que les générations précédentes, et cette anxiété est largement exploitée politiquement dans pratiquement tous les pays européens.

Enfin, les classes supérieures de l'Europe, ce n'est pas une surprise, justifient les inégalités croissantes de revenus à leur profit par l'importance de leurs responsabilités et les risques qui y seraient associés. Mais il y a risque et risque. *« Dans les très grandes entreprises et les établissements financiers, le risque induisant un résultat positif est rémunéré par des bonus et des stock-options et, en cas de perte, le dirigeant pourra toujours compter sur son salaire de base. En revanche, la prise de risque n'a pas du tout le même sens pour celles et ceux qui occupent des positions subalternes : elle est davantage perçue comme la menace d'une sanction en cas d'erreur pouvant se retourner directement contre celui ou celle à qui elle est imputée ».*

Loin d'avoir créé une Europe uniforme et uniclasse, le capitalisme, dans le cadre de l'Europe comme dans celui de chaque nation ou de chaque entreprise qu'il construit, crée de

nouvelles inégalités qui se surajoutent aux précédentes. Si l'on regarde la pyramide sociale européenne, on y trouve des classes populaires dont l'état et le sort sont différents : elles sont en grosse difficulté au Sud et à l'Est, en meilleur état dans le reste du continent, au Nord et à l'Ouest de l'Europe. Depuis l'entrée des pays de l'Est dans l'Europe, ce sont eux qui désormais occupent le bas de l'échelle sociale européenne. Et l'on trouve encore, dans l'Est pauvre de l'Europe, d'autres inégalités : *« la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont bénéficié d'un fort développement économique, tandis que la Bulgarie et la Roumanie restent marquées par la grande pauvreté. »*

De leur côté, les travailleurs des pays du Sud tels que le Portugal et la Grèce se situent à des niveaux socioéconomiques supérieurs à ceux de leurs homologues de l'Europe centrale et orientale, mais ils subissent de plein fouet les politiques d'ajustement structurel présentées par Bruxelles comme nécessaires à leur maintien dans l'Union européenne. »
« Mais si elles connaissent une situation plus favorable que celle des ex-pays de l'Est, les classes populaires des pays du Sud de l'Europe restent encore très éloignées de celles du reste du continent : au Portugal et en Grèce, le revenu salarial des classes populaires oscille autour de 9000 euros (annuels), ce qui est très en dessous de ce à quoi elles peuvent prétendre en Italie (15 750 euros) et le tiers de ce qu'elles gagnent au Danemark (28 000 euros). »

De même donc que les couches populaires européennes connaissent donc un sort très inégal, les classes supérieures européennes sont en situation fortement inégale aussi. Celles des pays du Nord exercent une domination absolue, y compris sur les classes supérieures de l'Est de l'Europe. *« Les classes supérieures des pays d'Europe centrale et orientale occupent ainsi une position de dominants dominés : d'un côté, elles dépendent étroitement pour leur développement des classes supérieures des pays du Nord et de l'Ouest, et de l'autre, elles adoptent des stratégies et des modes de vie consistant à se différencier en permanence des classes populaires et moyennes de leur pays. »*

On le voit, l'Europe des classes moyennes est un mirage. Cette image a été forgée sans doute dans les années 1990, à la suite de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté économique européenne, en 1986, qui verra ces deux pays se moderniser rapidement. Mais cette amélioration des infrastructures ne s'accompagnera pas d'un mouvement aussi marqué en ce qui concerne les classes populaires.

Aujourd'hui, l'image d'une Europe qui serait uniformément constituée de classes moyennes provient de ce que celles-ci sont les seules mobilisées, tant sur le plan des revendications que lors des élections, et que c'est elles qui font la carte politique de l'Europe. Elles le font d'autant plus facilement que les classes populaires se sont écartées de la vie politique, y compris de la vie électorale. Mais derrière une image moyenne que peut donner cette situation, l'Europe est sillonnée de profondes inégalités.

En France, les classes populaires connaîtraient, d'après les conclusions de cette étude, une petite particularité. Sur le plan des conditions de travail, la situation serait plus proche de celles des classes populaires de pays du Sud que de l'Allemagne. Pénibilité physique et environnement nuisibles viendraient du choix du patronat français d'intensifier au maximum la productivité du travail, sans vouloir embaucher. Mais pour ce qui est du niveau de vie, ou de l'accès à la santé, la France de milieu populaire est dans une situation relativement privilégiée, en comparaison de nos frères et sœurs de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie et des pays de l'Est.

Comprendre et connaître ces différences et ces points communs en Europe, notamment au sein des diverses classes populaires, est une nécessité pour nous aider à trouver le chemin d'une unité de conscience pour les luttes à venir.

Les inégalités, cheval de bataille des classes moyennes

C'est le journal tout à fait bourgeois Le Monde qui écrit, sur sa une, *Les inégalités : enquête sur un fléau mondial*, le 15 décembre 2017. Cette enquête couvre onze pages, parues sur trois éditions du journal.

Le Monde se mettrait à vouloir dénoncer les inégalités parce qu'elles sont injustes ? Vous n'y êtes pas. Si l'on regarde de très près le véritable sujet de cette série d'articles, on s'aperçoit que ce qui choque et qui inquiète les rédacteurs de ce journal, ce n'est pas du tout l'écart entre les plus pauvres et les autres. Pas du tout, même s'il sait aussi utiliser ce genre de chiffres pour mieux parvenir à ses fins. Non, ses fins, son souci, c'est la situation des classes moyennes. C'est d'elles et elles seules dont se soucie Le Monde.

« Sorties en position de force des "trente glorieuses", elles (les classes moyennes) sont aujourd'hui les principales perdantes des quarante dernières années, écrit l'éditorial du Monde qui couvre sa série d'articles. De plus en plus concurrencée par des gens à l'autre bout de la planète de mieux en mieux formés et capables d'effectuer le même travail pour moins cher, cette catégorie a vu ses revenus stagner », écrit le journal.

Ce n'est donc même pas pour soutenir l'ensemble des classes moyennes du monde qu'écrit le journal. Non, ce qui le touche, c'est juste le sort des classes moyennes occidentales. Et pour que nos pauvres classes moyennes occidentales, pauvres puisqu'elles ne se sont pas assez enrichies, ne perdent pas le moral, Le Monde explique qu'un autre avenir leur est possible. Et que cela dépend de la politique des différents gouvernements : *« L'Europe, grâce à une plus grande progressivité de l'impôt, permettant le financement d'un système de protection sociale plus universel, a limité les dégâts. Aux États-Unis, au contraire, la baisse massive des impôts des plus hauts revenus, la chute d'un quart du pouvoir d'achat du salaire minimum et un accès à l'éducation de plus en plus inégalitaire ont accentué les disparités. »*

Et le journal conclut en disant, l'air de ne pas y toucher, que certes, on peut s'accommoder de ce que les classes pauvres du monde occidental soient restées pauvres et se soient désintéressées de la vie politique, s'abstenant aux élections ou votant populiste. Mais que le danger est que ce mouvement gagne maintenant les classes moyennes, qui, pour le journal, sont le socle de la démocratie. *« C'est avant tout parce que l'on n'a pas suffisamment accompagné (le) mouvement de mondialisation pour en corriger les effets pervers, que la gangrène s'est installée. Car il s'agit d'une véritable nécrose qui est en train de prospérer et qu'il faut traiter de façon urgente. Depuis une trentaine d'années, les citoyens les plus pauvres ont basculé, pour bon nombre d'entre eux, soit dans l'abstentionnisme, soit dans le populisme. Désormais, le risque est que les classes moyennes – socle social de nos sociétés démocratiques -, soient à leur tour gagnées par la défiance et la déréliction. Les gouvernements se doivent d'y prendre garde. »*

L'accroissement des inégalités qui inquiète donc Le Monde, et derrière ce journal, sans doute aussi une partie des dirigeants du monde, ce n'est pas celui qui se produit en France ou en Europe. Mais c'est bien plutôt celui qui s'aggrave de manière rapide dans des pays comme le Brésil, la Russie ou la Chine. En Russie, par exemple, après la chute du système soi-disant communiste en 1989, « *la part du revenu national touchée par les 50% les moins aisés est tombée de 30% à 20%* », « *tandis que celle du 1% le plus riche est passée de 25% à 45%* »

« *La France reste un des Etats les plus égalitaires du monde* », peut même écrire le journal, « *même si, depuis 1983 et le tournant de la rigueur de François Mitterrand, les plus fortunés captent une part de plus en plus importante de la croissance des richesses. Entre 1983 et 2014, le revenu moyen du 1% le plus riche a progressé de 98%, contre 31% pour le reste de la population. Dans l'Hexagone, comme dans toute l'Europe de l'Ouest, la fiscalité progressive et un modèle social généreux ont limité les écarts de revenus.* » Tout va donc bien chez nous, messieurs dames. Et cette présentation est illustrée par un beau diagramme en couleurs, qui range les régions du monde selon la richesse qu'y détient les 10% les plus riches de la population : en Europe, ces 10% les plus riches possèdent 37% du revenu national. C'est le plus bas chiffre sur la planète. À l'autre bout, c'est le Moyen-Orient, où les 10% les plus riches possèdent 61% du revenu national. Entre les deux, dans l'ordre croissant, on a - après l'Europe 37% - la Chine 41%, la Russie 46%, les États-Unis et le Canada 47%, l'Afrique subsaharienne 54%, le Brésil 55%, l'Inde 55%, enfin le Moyen-Orient 61%.

Le Monde s'appuie sur le premier rapport sur les inégalités mondiales entre 1980 et 2016, établi par une centaine d'économistes réunis au sein de la World Wealth and Income Database (WID.world), à partir d'une enquête menée dans 70 pays. Il note que partout, en Europe comme ailleurs, les écarts de richesse se creusent : « *depuis les années 1980, le 1% le plus riche a capté 27% de la croissance du revenu, contre 12% pour la moitié la plus pauvre* ». Dit autrement, un tiers de la croissance mondiale va aux 1% les plus riches ! On comprend pourquoi la recherche de cette « croissance » est une obsession pour le système capitaliste.

Le Monde écrit aussi que « *depuis les années 1980, la plupart des pays sont devenus plus riches... Mais leurs gouvernements se sont appauvris, et c'est aussi l'un des moteurs de la hausse des inégalités.* » En effet, un État qui dispose de suffisamment d'impôts peut les redistribuer et choisir une manière de le faire qui atténue les inégalités. Tandis qu'un État qui ne dispose pas assez d'impôts – et pis encore s'il est très endetté - n'a rien à offrir, et devra au contraire se limiter lui-même, et du coup, limiter les services publics. Ainsi, explique le journal, « *pendant les "trente glorieuses", les actifs publics nets (logements, terrains, parts dans les entreprises publiques... une fois la dette publique retirée) des économies développées pesaient plus de 40% du revenu national. Tout a changé dès les années 1970, sous l'impulsion des privatisations et de la hausse des emprunts publics. Résultat : le niveau des actifs publics nets est désormais négatif aux États-Unis et au Royaume-Uni, et à peine positif en France, en Allemagne et au Japon. En Russie et en Chine, la part est passée de 60%-70% dans les années 1980 à 20%-30% aujourd'hui.* »

Selon ces économistes, la trajectoire qu'ils observent pour les inégalités est telle que, si rien n'est fait d'ici là, on en arriverait en 2050 à ce que, aussi bien en Chine que dans l'Union européenne ou aux États-Unis, la part du patrimoine du 0,1% le plus riche (le millième de la population le plus riche) sera aussi élevé que celui de toute la classe moyenne. Et la conclusion que ces auteurs tirent de leur étude est à peu près la même que celle que nous

dit Thomas Piketty, et que nous examinons plus loin dans notre exposé : il faudrait réduire les inégalités avec des impôts progressifs, plus forts pour les plus riches.

Pour ce qui nous concerne, révolutionnaires, soyons en tout cas vigilants. Tous ceux qui protestent contre les inégalités ne sont pas des gens généreux et soucieux de l'ensemble de l'humanité. On en voit ici qui se moquent totalement de l'existence des classes pauvres.

L'impôt pour freiner leur hausse dangereuse des inégalités, selon Piketty

Revenons donc à ce qui intéresse Piketty, le moment où le capitalisme a pu et su diminuer de manière importante les écarts de patrimoine, et les inégalités qui en découlent. Des années 1950 aux années 1970, donc, les États-Unis connaissent la phase la moins inégalitaire de leur histoire, avec un décile supérieur qui détient « seulement » de l'ordre de 30 à 35% du revenu national américain.

Piketty explique que, sous la contrainte des événements, crise, guerre ou révolution, le 20^{ème} siècle a inventé l'impôt progressif sur le revenu, c'est-à-dire un impôt en proportion plus important au fur et à mesure que l'on monte dans l'importance des revenus. Un impôt qui, en apparence du moins, est plus lourd pour les plus riches. Dans les années 1919-1922, les États-Unis ont même imposé des taux supérieurs à 70% du revenu des plus riches, et ils procéderont de manière analogue pour les successions en 1937-1939. Howard Zinn, dans son *Histoire populaire des États-Unis*, donne même le chiffre de 91% de taux d'imposition pendant la Seconde Guerre mondiale pour les plus riches, au-dessus de 400 000 dollars de revenus annuels.

Or, observe Piketty, de nos jours, la concurrence que se mènent les différents pays joue dans le mauvais sens, puisqu'elle tend à abaisser le taux de ces impôts. Chaque pays veut attirer des capitalistes et des capitaux en baissant les impôts des riches. C'est déjà par une baisse de cette progressivité, que Reagan et Thatcher avaient rapidement obtenu un envol des très hautes rémunérations. Leurs taux les plus hauts d'imposition étaient passés de 80 ou 90% (années 1930 à 1980) à 30-40% (années 1980-2010, avec un point bas à 28%, le même niveau que pour un ouvrier, suite une réforme fiscale de Reagan en 1986).

Pour Piketty, la solution au problème de cette inégalité sans cesse croissante au profit du capital est dans ce qui avait été fait aux États-Unis en 1919 : « *Quand on taxe une tranche de revenus ou de successions à un taux de l'ordre de 70%-80%, fait-il remarquer, il est bien évident que l'objectif principal n'est pas de lever des recettes fiscales (et de fait ces tranches n'en rapporteront jamais beaucoup). Il s'agit un fine de mettre fin à ce type de revenus ou de patrimoines, jugés socialement excessifs et économiquement stériles* ». « *L'impôt sur le capital permet d'apporter une réponse à la fois plus pacifique et plus efficace à ce problème éternel posé par le capital privé et son rendement.* »

Notre solution à l'inégalité

Notre solution au problème des inégalités sociales, on peut la lire... sous la plume de Piketty. « *La solution suggérée par Karl Marx et de nombreux auteurs socialistes au XIX^{ème} siècle, et mise en pratique par l'Union soviétique au XX^{ème} siècle, écrit-il, est beaucoup plus radicale et a au moins le mérite de la cohérence. En abolissant la propriété privée de*

l'ensemble des moyens de production, aussi bien pour les terres et l'immobilier que pour le capital industriel, financier et professionnel, à l'exception de quelques maigres coopératives et lopins de terre individuels, c'est bien l'ensemble du rendement privé du capital qui disparaît. L'interdiction de l'usure est donc générale : le taux d'exploitation, qui mesure chez Marx la part de la production que s'approprie le capitaliste, devient enfin nul, et avec lui le taux de rendement privé. En ramenant le rendement du capital à zéro, l'humanité et le travailleur se libèrent enfin de leurs chaînes et des inégalités patrimoniales issues du passé. Le présent peut reprendre ses droits. »

On note au passage que Piketty est parfaitement conscient de ce que l'inégalité énorme du patrimoine joue un rôle de chaîne qui asservit le travailleur au capitaliste. Mais il ne veut pas pour autant ni libérer le travailleur de ses chaînes, ni remettre en cause le capitalisme. *« Cela ne m'intéresse pas de dénoncer les inégalités ou le capitalisme en tant que tel – d'autant plus que les inégalités sociales ne posent pas de problème en soi, pour peu qu'elles soient justifiées, c'est-à-dire "fondées sur l'utilité commune", ainsi que le proclame l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. »*

Pour Piketty, les inégalités sont justifiées tant que l'on peut... les justifier, et que ça marche : *« Si les inégalités sont perçues comme justifiées, par exemple parce qu'elles semblent découler du fait que les plus riches ont choisi de travailler davantage – ou plus efficacement – que les plus pauvres, ou bien parce que les empêcher de gagner davantage nuirait inévitablement aux plus pauvres, alors il est tout à fait envisageable que la concentration des revenus dépasse ses records historiques (...) La question centrale concerne la justification des inégalités, bien plus que leur ampleur en tant que telle. »*

Pour Piketty, il faut au moins, puisque nous sommes en démocratie, que tout un chacun puisse au moins espérer trouver une place, à condition qu'il la mérite : *« Nos sociétés démocratiques s'appuient en effet sur une vision méritocratique du monde, ou tout du moins sur un espoir méritocratique, c'est-à-dire une croyance en une société où les inégalités seraient davantage fondées sur le mérite et le travail que sur la filiation et la rente. Cette croyance et cet espoir jouent un rôle tout à fait central dans la société moderne. Pour une raison simple : en démocratie, l'égalité proclamée des droits du citoyen contraste singulièrement avec l'inégalité bien réelle des conditions de vie, et pour sortir de cette contradiction il est vital de faire en sorte que les inégalités sociales découlent de principes rationnels et universels, et non de contingences arbitraires. Les inégalités doivent donc être justes et utiles à tous ("Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune", annonce l'article premier de la Déclaration de 1789), au moins dans l'ordre du discours, et autant que possible dans la réalité. »*

La crainte de Piketty, c'est que l'accumulation de l'inégalité soit devenue à la fois extrêmement visible, qu'elle s'accroisse avec une vitesse telle que cela en devient indécent, et totalement impossible à justifier : Bill Gates, fondateur de Microsoft, a vu sa fortune passer de 4 milliards de dollars en 1990 à 50 milliards en 2010. Dans ce cas, on peut encore expliquer que ce gars a été génial, qu'il a apporté quelque chose à l'humanité. Mais à côté de lui, on a l'exemple de Liliane Bettencourt. Et là, écrit Piketty, *« Liliane Bettencourt n'a jamais travaillé, mais cela n'a pas empêché sa fortune de progresser exactement aussi vite que celle de Bill Gates l'inventeur, dont le patrimoine continue d'ailleurs de croître tout aussi rapidement depuis qu'il a cessé ses activités professionnelles (...) De toute évidence, la fortune n'est pas qu'affaire de mérite.... Si justifiées soient-elles au départ, les fortunes se*

multiplient et se perpétuent parfois au-delà de toute limite et de toute justification rationnelle possible en termes d'utilité sociale. »

Pour refuser la solution communiste, l'abolition de la propriété privée sur les grands moyens de production, Piketty a un argument intéressant. D'accord, dit-il, on pourrait faire ce que préconise Marx. Mais le système capitaliste, avec sa propriété privée et son économie de marché, n'a pas seulement pour fonction de permettre la domination des détenteurs du capital sur ceux qui n'ont que le travail. La propriété privée et le marché ont aussi une fonction essentielle, c'est de permettre d'organiser et de coordonner les actions de millions d'individus, et cela se fait à travers les lois du marché. Or, le centralisme de l'URSS, qui a voulu les remplacer, a abouti à une catastrophe sur ce plan.

Nous ne pouvons ici discuter de la nature de l'appareil de l'État soviétique, qui a formé une caste bureaucratique privilégiée. D'autres expériences socialistes, de l'éphémère Commune de Paris à la Révolution espagnole de 1936, peuvent nous apporter des pistes tout à fait différentes que celles de la centralisation bureaucratique qui a mené au stalinisme. On peut tout à fait, par exemple, réfléchir à une forme combinée où il y aurait plusieurs centres d'organisation générale, en lien avec toute une démocratie de centres locaux et qui leur soient subornés. On peut ainsi envisager une économie qui s'organise entièrement depuis la base, et qui construit des formes diverses de centralisation du bas vers le haut.

Quoi qu'il en soit, notre avis est que la vie actuelle menée à des milliards d'êtres humains implique de préparer un changement total de société. L'inégalité est une humiliation et une aliénation pour l'être humain. Une société égale est notre programme.

Piketty a raison sur un point : le système capitaliste d'inégalités ne tient que tant qu'il peut être justifié et que ces justifications sont acceptées. Aux révolutionnaires de battre en brèche ces justifications.

Si on la regarde avec un peu d'attention, on se rend compte que la société ne cesse de discuter de l'inégalité. L'essentiel de la vie politique, des débats économiques, des réflexions éditoriales, ne fait, au fond, que chercher à justifier l'inégalité, en présentant comme toujours relative l'inégalité en réalité absolue du système capitaliste. Sans ce phénoménal travail d'argumentation, grassement rétribué en créant toute une caste d'intellectuels ardents défenseurs du système, et qui monopolisent le débat en discutant entre eux, ce système s'effondrerait.

Changer la société est donc aussi, et pour beaucoup, une affaire de propagande, de présentation des choses de la vie, de publicité pour une vision autre que celle que nous rabâchent les élites et leurs mercenaires intellectuels.

Comme le fait remarquer pertinemment Howard Zinn, à propos de l'histoire des États-Unis, la violence est certes utilisée à certains moments, mais le système ne pourrait tenir seulement sur la violence. D'une part, il achète suffisamment de couches sociales dont il fait ce que Zinn appelle sa « garde prétorienne », et d'un autre côté, il n'hésite pas, par ses choix politiques à user de temps à autre de violence pour faire s'opposer les diverses parties de la majorité de la population : *« Le système américain est le plus ingénieux des systèmes de maintien de l'ordre social que l'humanité ait imaginés. Dans un pays aussi riche en ressources naturelles, en talents de toutes sortes et en force de travail, le système peut se permettre de distribuer juste ce qu'il faut de richesses à juste ce qu'il faut de citoyens pour*

limiter l'expression du mécontentement à une minorité « turbulente ». Ce pays est si puissant, si vaste et si apprécié par tant de citoyens qu'il peut se permettre d'accorder la liberté de contester à une petite minorité insatisfaite.

Il n'existe pas d'autres systèmes de contrôle capables d'offrir autant d'opportunités, de possibilités, de latitude, de souplesse et de récompenses aux heureux gagnants de la loterie sociale. Il n'en est pas non plus qui répartisse ses outils de contrôle de manière aussi sophistiquée – par le vote, la hiérarchie du travail, l'Église, la famille, l'enseignement, les mass-médias -, ni aucun qui ne sache aussi bien endormir son opposition en faisant quelques réformes, en isolant les individus, en mettant l'accent sur la loyauté patriotique.

Un pour cent de la population américaine détient un tiers de la richesse nationale. Le reste est réparti de telle manière que les 99% de la population restante sont montés les uns contre les autres : les petits propriétaires contre les plus démunis, les Noirs contre les Blancs, les "natifs" américains contre les citoyens d'origine étrangère, les intellectuels et les professions libérales contre les travailleurs non qualifiés et non diplômés. Ces groupes se sont opposés et ont lutté les uns contre les autres avec une telle violence qu'ils en ont oublié qu'ils étaient tous réduits à se partager les maigres restes de la richesse nationale. »

Mais même cette stratégie, possible parce que l'on se trouve dans le pays – un continent – qui domine l'ensemble de la planète, est loin de fonctionner de manière idéale. Tout l'ouvrage de Zinn en est une preuve vivante et enrichissante. « Malgré la maîtrise de tous les instruments de la loi et de l'ordre, de la prévarication et des concessions, des diversions et des fraudes auxquels elle a pu faire appel tout au long de l'histoire du pays, l'élite au pouvoir n'a jamais réussi à se garantir des révoltes populaires. À chaque fois qu'elle semblait y être parvenue, ceux-là même qu'elle pensait avoir corrompus, trompés, achetés, réprimés, se réveillaient et se soulevaient. Les Noirs apparemment pacifiés par les décisions de la Cour suprême et du Congrès se révoltaient. Les femmes, courtisées et rejetées, idéalisées et maltraitées, se révoltaient. Les Indiens, que l'on pensait disparus, renaissaient pour reprendre la lutte. Les jeunes, malgré les promesses de confort et de carrière, faisaient défaut. Les travailleurs, que l'on pensait avoir séduits par des réformes, maîtrisés par la loi et contrôlés par l'intermédiaire de leurs propres syndicats, reprenaient les grèves. Les intellectuels employés à des postes officiels et censés être contraints au devoir de discrétion se mettaient à révéler tout ce qu'ils savaient. Et les prêtres troquaient la méditation pour le militantisme. »

À l'inverse d'un Piketty, Zinn croit en les possibilités populaires de réaliser un autre fonctionnement social. Il montre que toute l'histoire des USA est aussi le fait des couches les plus populaires. Le dire, explique-t-il, « c'est dévoiler au peuple ce que le gouvernement souhaiterait pourtant qu'il oublie – cette capacité considérable des gens apparemment désarmés à résister, des gens apparemment satisfaits à exiger des changements. Faire cette histoire, c'est retrouver chez l'homme ce formidable besoin d'affirmer sa propre humanité. » Il rappelle par exemple que, « au cours des années 1960 et 1970, l'appareil du pouvoir échoua, pour la première fois, à créer l'unité nationale et la ferveur patriotique autour d'un objectif guerrier. À cette époque se produisit un bouleversement culturel comme le pays n'en avait jamais connu – dans les domaines de la sexualité, de la famille, des relations personnelles -, justement dans tous ces secteurs que les organes du pouvoir ont généralement tant de mal à contrôler. »

Et il évoque une manière dont on pourrait le faire en évitant les dégénérescences qui ont détruit la démocratie soviétique en URSS : « *Certains biens de première nécessité devront être assez abondants pour être sortis du système d'échange monétaire et être disponibles gratuitement pour tout le monde : la nourriture, le logement, les soins de santé, l'éducation et les transports. Le plus difficile serait d'accomplir tout cela sans avoir recours à une bureaucratie centralisée, mais au contraire en faisant appel à cet esprit de coopération que l'État a régulièrement utilisé par le passé pour mener ses guerres. Cet esprit qui fait partie de la nature humaine et qui est également à l'origine des mouvements sociaux. Cet esprit donne une idée de ce que pourrait être le comportement des individus dans des conditions différentes. Les décisions seraient prises par des groupes restreints sur les lieux de travail, dans les quartiers – un réseau de coopératives connectées les unes aux autres, un socialisme de voisinage échappant aux hiérarchies de classes du capitalisme et aux dictatures autoritaires qui ont usurpé le nom de "socialistes".* »

Bibliographie

Étienne de la Boétie, *Le discours de la servitude volontaire ; La Boétie et la question du politique*, par Pierre Clastres et Pierre Lefort, Payot 1985

Pierre Clastres, *Cahier rédigé par Miguel Abensour et Anne Kuplec*
édition Sens & Tonka 2011

Jean-Paul Demoule, *La révolution néolithique en France, L'origine des inégalités*,
La Découverte 2007-2016

Jean-Paul Demoule, *Naissance des inégalités et prémisses de l'Etat*
La révolution néolithique dans le monde. Aux origines de l'emprise humaine sur le vivant
http://www.inrap.fr/via_podcast/p-2309-Naissance-des-inegalites-et-premises-de-l-Etat.htm
Publié le 25 septembre 2009. Mis à jour le 23 septembre 2010

Brian Hayden, *Naissance de l'inégalité, L'invention de la hiérarchie*
Biblis 40, CNRS éditions 2008/2013

Cédric Hugrée, Étienne Penissat, Alexis Spire, *Les classes sociales en Europe, Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Agone 2017

Jean Malaurie, *Les derniers rois de Thulé*,
Terre humaine poche, Pocket 3001, Plon 1955/1989

Observatoire des inégalités, *Rapport sur les inégalités en France*, édition 2017

Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil 2013

Alain Testart, *Avant l'histoire, L'évolution des sociétés, de Lascaux à Carnac*,
NRF Editions Gallimard 2012

Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, Agone 2002

Novembre 2017